LA VIE
NTELLECTUELLE

V. L. : Œcuménisme et civilisation chrétienne.

M.-J. LE GUILLOU : Situation de l'œcuménisme.

E. BORNE : Feuillets pour un journal.

P.-A. MARTEL : Le Maroc après un fait accompli.

J. DUMONTIER : Science et expansion.

J. STEINMANN : A propos des « Voix du Silence ».

LES SIGNES DU TEMPS

Etapes de l'élection présidentielle.
Stratégie et tactique de la coexistence.
La France, le Vietnam et la paix.
Renaissance du Japon.
Moisson aux Etats-Unis.
L'échec britannique au Soudan est réparable.
La tragédie de la betterave.
Défense et illustration des chemins de fer.
Les pontes chusite, suite.
Annuaire : Réformes politiques.
Joe McCarthy et Tarzan.

ARTS, LETTRES, THEATRE, CINEMA

DOCUMENT : Les Etats-Unis et le catholicisme américain.

THEOLOGICAL SEMINARY LIBRARY

REVUE MENSUELLE

JANVIER 1954

ES ÉDITIONS DU CERF_PARIS

V. 221
1954

SOMMAIRE

V. I. : Œcuménisme et civilisation chrétienne 1
M.-J. LE GUILLOU : Situation de l'œcuménisme..... 6
E. BORNE : Feuillets pour un journal..... 25
P.-A. MARTEL : Le Maroc après le fait accompli. 41
J. DUMONTIER : Du respect humain de la relance à la velléité de l'expansion..... 61
J. STEINMANN : A propos des « Voix du Silence » 68

LES SIGNES DU TEMPS

Étapes de l'élection présidentielle (E. Borne) 76
Stratégie et tactique de la coexistence (J. Rounault) 80
La France, le Vietnam et la paix (P.-A. Martel) 85
Renaissance du Japon (Kikou-Yamata) 90
Malaises aux États-Unis (A. Viatte) 95
L'échec britannique au Soudan est réparable (J. Nantet)..... 98
L'abrogation de la loi de King ou la royauté de la betterave (L. Bazoilles) 101
Défense et illustration des chemins de fer (F. Laurentie).... 102
Les pontes abusifs (*suite*) : Un homme de bonne volonté (L. Bazoilles) 105
Azimuts : Réformes liturgiques (A.-Z. Serrand) 107

PORTRAIT

Joe McCarthy la Terreur (A. Viatte) 113

CHRONIQUES

Regard sur demain (R. Vrinat) 117
Littératures (G. Venaissin) 120
Quatre romans (M. Chavardès) 124
Théâtre (H. Gouhier) 127
Cinéma : *Cesare Zavattini et le néo-réalisme* (J.-L. Tallenay). 132

DOCUMENT

Les États-Unis et le catholicisme américain (W. J. Ong)..... 135

La Vie Intellectuelle

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE. — JANVIER 1954

Dans la lumière de l'Épiphanie

Noël est la trouée faite par le Dieu éternel dans le temps et dans l'histoire ; l'Épiphanie c'est l'élargissement de la brèche aux dimensions du monde. Le mouvement qui va de Noël à l'Épiphanie met en évidence le sens profond du christianisme : l'invisible devenu visible ; le secret qui s'est manifesté ; le mystère qui a été révélé. Car Dieu n'est pas avare et jaloux. Il se donne tout entier lui-même en la personne du Verbe incarné, et cette Charité ébranle le vieux monde en son fond : Hérode a peur de la même lumière qui met les Mages en mouvement ; quelques hommes prédestinés oublient les clôtures qui parquent l'indivisible humanité en troupeaux humains séparés ; la même étoile brille pour tous au milieu de l'univers à la jointure de l'Orient et de l'Occident. La Rédemption est commencée. Et si l'histoire, désormais fixée, continue, c'est afin que le genre humain, patiemment, douloureusement, inéluctablement, prenne conscience de la réalité de son salut.

Bientôt deux millénaires après l'événement, l'Église

maintient visiblement et réalise invisiblement la grande promesse de l'Épiphanie. Elle est une Épiphanie continuée, le mystère de Jésus offert libéralement à tous, l'attestation toujours renouvelée que Dieu présent au cœur de l'humanité ne l'abandonnera pas avant qu'elle ait achevé sa tâche.

Seulement, cette Épiphanie, dont les chrétiens se souviennent par le moyen de l'Église, a quelque chose de tronqué et de démantelé; elle ne sera vraiment parfaite et totale qu'au jour, à la fin de l'histoire et par delà l'histoire, où le genre humain, réconcilié, entrera dans la paix divine. En attendant l'Épiphanie reste un mystère de foi puisque les fidèles du Christ eux-mêmes se sont séparés, déchirés et haïs les uns les autres; ils viennent à peine de comprendre quel scandale est leur division. Et il nous plaît de situer dans la lumière de l'Épiphanie la prière œcuménique qui, du 18 au 25 janvier, entre les deux liturgies de la chaire de Saint-Pierre à Rome et de la conversion de saint Paul, va unir les chrétiens, catholiques, réformés, orthodoxes dans une même imploration pour l'unité.

Comment les chrétiens peuvent-ils témoigner efficacement pour le mystère de l'Épiphanie, c'est-à-dire pour la révélation universelle du mystère, alors que leur unanimité est brisée? La raison naturelle ne peut comprendre que le Christ reste indivisible et l'Église indéchirable quelles que soient les vicissitudes de l'histoire du christianisme. Porter et approfondir l'angoisse de l'unité chrétienne sera une manière de bien célébrer l'Épiphanie.

Le moment vient parfois où la pensée œcuménique est réduite à l'espérance nue. La tentation est alors de se proposer un œcuménisme modeste qui essaierait de faire l'union des chrétiens des diverses confessions sur quelques objectifs de morale, de culture, de civilisation dans une sorte de front commun de la plus large chrétienté. Et du côté où on faisait les plus grandes réserves sur la portée d'un œcuménisme religieux on montrerait, au

contraire, une vaste bienveillance pour un regroupement de tous les chrétiens du monde dans un propos de défense de la civilisation chrétienne, c'est-à-dire, en fait, dans une même vigilance anticommuniste. L'union par l'action et un engagement commun à la fois spirituel et temporel remplaceraient l'impossible unité.

La question est de savoir si cet œcuménisme mineur ne compromet pas le véritable œcuménisme et ne dégrade pas l'esprit de l'Épiphanie.

Rallier les chrétiens sur l'idée de l'homme qui leur serait commune? Mais connaissons-nous toutes les dimensions et toutes les profondeurs de l'homme? La science et l'expérience, profanes ou sacrées, ont encore beaucoup à découvrir. Rien n'est plus conservateur qu'un humanisme qui s'imagine savoir tout ce qu'il y a dans l'homme.

Rassembler les chrétiens dans la défense d'une même civilisation? Mais une civilisation, fût-elle d'inspiration chrétienne, n'est ni l'Église ni le Royaume de Dieu; mêlée d'impuretés et d'injustices, habitée de contrariétés internes, elle est toujours en train de passer. Des formes neuves de civilisation peuvent naître en même temps que l'homme prend conscience en lui de possibilités inédites et d'énergies ignorées. Mobiliser tous les chrétiens au service d'une civilisation déterminée c'est à nouveau partialité et conservatisme plus politique que religieux. Les Mages pourraient assez bien représenter des humanités mystérieuses et leurs trésors signifier des cultures étranges, lointaines dans l'espace et dans le temps, et sans les unes et les autres il n'y aurait pas d'Épiphanie.

On ne prêche pas ici l'indifférence des chrétiens à la politique et la pureté désincarnée. La politique touche à la paix et à la guerre, à la justice et à l'injustice, au bonheur et au malheur des hommes. L'amour du prochain contient dans sa logique même un souci politique et le christianisme devrait être, dans la substance des sociétés, une exigence constante de dépassement et d'élé-

vation, un principe de révolution permanente ; les chrétiens devraient savoir que l'ordre établi n'est jamais l'absolu de la justice, qu'il y a une distance entre l'effervescence collective et la ferveur spirituelle ; que le mensonge des propagandes est mensonge et ne peut passer pour une utile vérité de combat, qu'il faut nommer péché le délire de puissance générateur de guerre, et iniquité la frustration de culture subie dans le monde par la multitude des humbles et des petits.

Si l'humanisme clos et la défense de la civilisation ne font qu'un œcuménisme au rabais, les exigences qu'on vient de dire et d'autres encore, car ce chapitre est toujours ouvert, touchent d'assez près à l'esprit chrétien pour fonder un commencement d'œcuménisme. Mais si les chrétiens ont ou devraient avoir en commun un souci politique, ils sont voués à partager plus l'angoisse des problèmes que la paix des solutions valables pour tous. Car de l'exigence spirituelle on ne saurait tirer une politique et une seule. Le pluralisme politique est la condition de l'homme que n'abolit pas la vocation du chrétien. Et sur ce chantier où se construisent les civilisations et où se bâtissent les cultures les chrétiens ne sauraient œuvrer seuls mais en coopération avec les incroyants et des fidèles d'autres credos — si bien qu'aucun thème politique, fût-il légitime en son ordre, ne saurait avoir valeur œcuménique.

Peut-être faut-il faire un pas de plus et admettre l'irréductible dualité de l'attitude chrétienne en face de la politique. Quelques-uns auront une vocation prophétique et maintiendront l'absolu de l'exigence au risque de compromettre à force de condamnations les conventions précaires et les valeurs équivoques sur lesquelles reposent les sociétés humaines. D'autres auront plutôt la vocation de l'engagement. Pris dans des structures concrètes, ils chercheront sans cesse à déterminer la mesure d'exigence du meilleur et de consentement au médiocre qu'on appelle une solution politique, au risque de dégrader

l'inspiration chrétienne jusqu'à l'opportunisme le plus vulgaire. Les pèlerins de l'Absolu et les techniciens du Compromis pourront s'affronter avec violence. Une telle tension oppose deux vocations également chrétiennes. C'est assez dire qu'imposer l'un ou l'autre au nom de l'Évangile ce serait gravement mutiler le christianisme. Les Mages emploient la ruse et la fuite à l'égard du même Hérode que Jean-Baptiste affrontera face à face. Attitudes contraires, également inspirées.

Convier tous les chrétiens à une prétendue politique de l'Esprit sous prétexte d'une lutte coordonnée et efficace contre le mal, ce serait méconnaître l'esprit de la politique et tarir pour des commodités dans l'immédiat les sources profondes de la ferveur œcuménique. On se tromperait à la fois au temporel et au spirituel. Après la rencontre sacrée, les Mages s'en retournent chacun dans son pays, les apôtres des jours anciens et ceux des temps nouveaux essaiment dans toutes les gentilités. Cette dispersion est la seule politique de l'Esprit, elle témoigne mieux pour l'universalité chrétienne, elle combat plus sûrement le mal des séparations charnelles et des divisions spirituelles que ne le ferait le rassemblement des chrétiens en une chrétienté sociologique bien munie contre les barbares, les idolâtres et les gentils. La diaspora ne contredit pas mais sauve, avec l'espérance œcuménique, la vérité de l'Épiphanie.

V. I.

SITUATION DE L'ŒCUMÉNISME

L'ŒCUMÉNISME apparaît aujourd'hui comme un des mouvements les plus importants du XXe siècle. Bien des chrétiens cependant n'en mesurent pas la portée par manque sans doute d'expérience internationale ou plus précisément de conscience catholique. Prisonniers de perspectives nationales, légitimes certes, mais qui les empêchent de percevoir les problèmes qui ne se posent qu'à un niveau international, ils ignorent un problème qui ne découvre son urgence qu'à l'échelle mondiale. Les meilleurs des chrétiens, il est vrai, confrontés de toutes parts avec le problème missionnaire, se découvrant de plus en plus responsables de la pénétration évangélique dans chacune des consciences chrétiennes et dans le monde tout entier, commencent à s'intéresser à un problème dont ils soupçonnent l'importance. Aussi bien la sensibilité oecuménique est-elle peut-être le test le plus authentique de notre conscience catholique, c'est se découvrir responsable dans le Christ et dans l'Église de l'ensemble du monde.

Nous voudrions aider les catholiques à prendre conscience de l'ampleur du problème œcuménique, en analysant rapidement la naissance du mouvement, sa dialectique interne, et l'attitude de l'Église catholique en face de ce mouvement.

I. La dialectique interne du mouvement œcuménique

C'est l'objet même de la prédication évangélique en pays de mission qui a posé de façon aiguë à la conscience protestante le problème de l'Église et qui a créé le mouvement œcuménique, dont le but, comme son nom l'indique, est de rassembler dans l'unité l'universalité des chrétiens. Le tragique des divisions au sein du protestantisme est en effet apparu sur le plan missionnaire : le message chrétien lui-même n'était-il pas singulièrement déformé à être présenté par des missionnaires, qui se réclamaient de credos différents, d'organisations ecclésiastiques différentes, voire même rivales. Cette prise de conscience, qui se fit au début du siècle, — il ne faut pas oublier que la mission protestante est un fait relativement récent, datant du XIXe siècle — amena l'évêque épiscopalien Brent à promouvoir l'idée d'une conférence des différentes confessions chrétiennes pour dégager par delà les divergences le minimum de points essentiels tant du point de vue doctrinal que du point de vue de l'organisation ecclésiastique, qui permettraient un remembrement, dans l'unité, des chrétiens désunis. Pour cette raison le mouvement avait pris pour titre *Faith and Order,* traduit habituellement par « Foi et Constitution », il se donnait, en effet, pour tâche de rechercher loyalement les moyens de parvenir a un accord du point de vue de la foi comme du point de vue de la constitution des églises; ce serait là déterminer les conditions voulues par Dieu pour son Église. Compromis par la guerre, ce mouvement tint sa première grande assemblée, groupant de nombreuses confessions chré-

tiennes, à Lausanne en 1928; depuis eurent lieu les conférences d'Edimbourg (1937) et de Lund (1952).

La division des chrétiens n'a pas seulement ses conséquences sur le plan de l'évangélisation; elle a aussi ses répercussions sur le plan social et international : de grands biens (efficacité de la prédication évangélique, pénétration de la société par le ferment évangélique) sont à jamais compromis par le manque d'unanimité entre les croyants et le témoignage que les chrétiens doivent rendre au Christ s'en trouve amoindri d'autant. De cette prise de conscience est né le mouvement, qui s'est appelé le mouvement du « christianisme pratique », *Life and Work,* « Vie et Action » et qui vise à réunir dans un ensemble de tâches communes les chrétiens, en faisant totalement abstraction des divergences doctrinales ou ecclésiastiques. Ses grandes assemblées furent celles de Stockhlom en 1925, d'Oxford en 1937.

Ces deux mouvements apparaissent ainsi absolument différents, si ce n'est opposés, tant dans leur inspiration que dans leur visée. Le premier mouvement est en effet surtout attentif aux questions doctrinales, aux problèmes d'organisation ecclésiastique et recherche un minimum qui entraînera l'élimination progressive de toutes les divergences qui entravent la manifestation de l'unité; la fragmentation des communions chrétiennes en groupes autonomes, voire hostiles, lui est un scandale. Le second mouvement ne s'inquiète pas de cet émiettement des confessions chrétiennes et se contente d'une unité d'action dans le domaine social : cette unité d'action suffit — selon une pensée spécifiquement protestante — à manifester l'unité qui existe invisiblement entre les chrétiens, mais qui est voilée par des divergences apparentes mais superficielles.

Si les deux mouvements étaient divergents, les hom-

mes qui travaillaient efficacement dans chacun des mouvements et qui participaient à leurs assises mondiales étaient souvent les mêmes, et ceci explique sans doute pour une part — la part la plus importante semble venir de la rencontre objective des problèmes traités — que les deux mouvements se trouvèrent amenés à conjoindre leurs efforts. Cette expérience instructive mérite notre attention.

Les deux mouvements sont passés de la rivalité à la collaboration dans une expérience tâtonnante, qui n'est pas encore terminée. Il est d'abord apparu que les divergences doctrinales étaient un des obstacles majeurs à une véritable unité d'action; il en allait d'ailleurs de même des différences de structure ecclésiastique; il devint d'autre part manifeste que le travail en commun suscitait une meilleure connaissance réciproque, qui en facilitant le travail doctrinal permettait son approfondissement. D'une part, les problèmes révélaient une complexité plus grande qu'on ne l'aurait cru au premier abord, d'autre part des problèmes à première vue insolubles se résolvaient plus facilement qu'on ne l'aurait pensé. Des problèmes qui sur le plan de la formulation abstraite semblaient barrer la route par leur caractère irréductible se dépouillaient de cette irréductibilité apparente au contact de la vie.

Cette expérience fit germer l'idée d'une sorte de fédération des deux mouvements décidée à Utrecht en 1938 : une commission fut chargée de coordonner les efforts pour aboutir à l'unité en constituant un « Conseil œcuménique des Églises ». Il fut réalisé à Amsterdam en 1948. Qu'est au juste que ce Conseil œcuménique des Églises ? Ce n'est pas, comme la traduction malencontreuse du mot anglais *Council*, lui-même d'ailleurs ambigu, pourrait le faire croire, une assemblée repré-

sentative ou un organe de gouvernement, à la façon dont nous parlons de Conseil municipal ou de Conseil de la République; c'est une communauté (le mot grec qui traduit parfaitement l'idée est celui de *koinonia,* le mot anglais celui de *fellowship*), une association fraternelle formée de toutes les Églises[1] qui adhèrent à ce conseil. Les assemblées mondiales auxquelles les Églises-membres envoient des délégués ne sont que la manifestation de cette communauté fraternelle, qui, notons-le bien, n'entend pas être l'Église universelle ou une sorte de super-Église, mais seulement le lieu privilégié où s'élabore la conversation œcuménique. Les Églises, en effet, s'assemblent sur la base d'une confession commune et d'une confession en commun du Christ comme Dieu et Sauveur; on pourrait donc définir le Conseil œcuménique des Églises comme la collaboration des Églises en vue de l'évangélisation. Son but est donc clair : il s'agit de déterminer quel *témoignage commun* elles peuvent porter du Christ, d'autre part quelles initiatives elles doivent prendre pour porter *en commun* ce *témoignage commun.*

Cette formulation a l'avantage de manifester la prise de conscience du lien, très profond, qui unit désormais les deux mouvements autrefois presque rivaux : par structure le Conseil œcuménique réalise la tension in-

1. Nous sommes obligés, dans la présentation du mouvement œcuménique, d'employer le langage protestant, qui parle des Églises, en un sens que nous considérons comme impropre, puisque la plupart de ces communions ne possèdent pas les caractères qui peuvent faire, d'une communauté chrétienne, une Église particulière, plus spécialement un épiscopat, un sacerdoce authentique, une eucharistique authentique.

Dans la perspective protestante, l'Église universelle désigne l'ensemble des « Églises » particulières quelles que soient leurs divergences doctrinales ou d'organisation ecclésiastique.

terne entre les deux mouvements qui ont appris par l'expérience leur mutuelle complémentarité. Soulignons, d'ailleurs, que cette tension n'est pas une vue de l'esprit, mais bien une réalité vécue. M. Wisser't Hooft, secrétaire général du Conseil œcuménique, a lui-même déclaré à Lund :

Nous n'avons pas le temps de retracer l'histoire des relations entre *Foi et Constitution* et les autres branches du mouvement œcuménique. Mais afin de voir la situation présente dans la perspective qui convient, il est utile de nous souvenir que, dans les premières années du mouvement œcuménique, dans beaucoup de milieux, existait la crainte très réelle que la discussion des choses relevant de *Foi et Constitution* rompît la coopération commençante entre les Églises. A cette époque, plusieurs associations d'Églises s'étaient formées avec l'intention explicite que les problèmes relatifs à *Foi et Constitution* ne seraient pas soulevés parmi elles. Et pour ceux qui s'intéressent aux comparaisons historiques, il vaut d'être noté que c'était tout près de Lund, à Helsinborg, qu'il y a trente ans, à une démarche de *Foi et Constitution* en vue d'une entente sur le choix des dates et des lieux des conférences de *Vie et Action* et de *Foi et Constitution,* on répondit par la sentence : « Les bonnes œuvres unissent, mais la doctrine divise. » La situation particulière à ce temps explique peut-être la crainte que l'on éprouvait de s'attaquer directement aux différences fondamentales entre les Églises. Aujourd'hui une telle crainte ne peut être considérée que comme un pur anachronisme. Car nous avons eu l'occasion d'apprendre que loin d'affaiblir notre communauté (*fellowship*) une franche et sérieuse confrontation de nos convictions est le seul moyen d'arriver au niveau de communauté le plus profond, le seul niveau digne de l'Église chrétienne. Ainsi *Vie et Action* fut obligé de pénétrer dans le domaine de la théologie au cours des années qui précédèrent sa conférence d'Oxford. Ainsi la première Assemblée du Conseil œcuménique des Églises s'est inquiétée d'obtenir des résultats vraiment tangibles concernant les différentes conceptions de la nature de l'Église. Ainsi le jeune Conseil œcuménique s'attela durant sa seconde année à l'épineux problème de la significa-

tion ecclésiologique de sa propre existence. Ainsi encore, le Conseil international des Missions, à sa récente réunion à Wilingen, a fait un hardi pas en avant en déclarant que les conseils nationaux devaient reconsidérer leur responsabilité en regard de la cause de l'unité chrétienne à l'intérieur de leur propre domaine. Ainsi nous pouvons dire que la tendance que *Foi et Constitution* voulait représenter a lentement, mais sûrement, pénétré la vie du mouvement œcuménique dans son ensemble.

Mais cela ne signifie pas que la tâche de *Foi et Constitution* soit accomplie. Au contraire. Cela donne à *Foi et Constitution* une plus grande responsabilité que jamais. Le mouvement œcuménique regarde dans une perspective nouvelle vers *Foi et Constitution,* pour qu'elle lui donne une direction dans les affaires d'où dépend finalement la vie entière du mouvement. Cependant il y a d'importantes fractions de nos Églises dans toutes les parties du monde qui n'ont pas encore compris que la coopération ne suffit pas. Il y en a encore qui regardent les relations présentes de nos Églises à l'intérieur du Conseil œcuménique comme une fin plutôt que comme un commencement, comme une solution du problème de l'unité plutôt que comme un premier pas sur la route de l'unité. Le danger de cette attitude est que, comme l'a dit l'actuel archevêque de Cantorbéry, le Conseil œcuménique peut devenir un narcotique au lieu d'être un stimulant. Nous devons réagir contre cette tentation d'accepter l'état de fait, le présent désordre de notre monde ecclésial, simplement parce qu'on l'a fait paraître moins scandaleux en le munissant d'un vernis œcuménique. Et ainsi nous comptons sur *Foi et Constitution,* qui a entrepris la plus dure de toutes les tâches œcuméniques, celle de montrer la voie qui conduit, au delà de la simple coopération, oui et au delà de l'actuelle ébauche œcuménique bien imparfaite, à une véritable unité qui rendra manifeste au monde entier que, comme il ne peut y avoir qu'un seul Corps du Christ, ainsi il n'y a qu'un Corps qui est l'Église de son peuple.

Le fait que M. Wisser't Hooft, pourtant théologien réformé, ait su s'élever au-dessus de ses propres conceptions pour donner au Conseil oecuménique toutes ses

chances n'est-il pas un indice d'un effort pour servir la cause de l'unité chrétienne ?

Il est d'ailleurs d'autres moyens de mettre en évidence la dialectique dont nous parlons. Dans quelques mois se tiendra à Evanston (près de Chicago) la seconde Assemblée mondiale du Conseil oecuménique des Églises, faisant suite à la première assemblée constitutive d'Amsterdam. Le thème de cette assemblée est l'espérance chrétienne. En d'autres termes, les Églises se posent le problème de savoir comment témoigner au monde de l'espérance chrétienne et de l'efficience temporelle du christianisme. Ce sujet qui, à première vue, pourrait sembler de tout repos s'est révélé dans les discussions préparatoires à cette conférence être un sujet particulièrement difficile : tous les problèmes chrétiens, en effet, dès qu'on les aborde un peu à fond, découvrent à leur racine les questions les plus essentielles du christianisme, tant du point de vue pratique que du point de vue doctrinal.

On pourrait insister tout autant sur l'étonnante fermentation d'idées au sein du Conseil œcuménique à propos de la notion d'Église et que soulignait tout à l'heure M. Wisser't Hooft : quiconque a parcouru le rapport intitulé « Notre unité dans le Christ et notre destinée en tant qu'Églises » ne peut qu'être impressionné par le sérieux de la recherche. Ainsi, au sein du Conseil œcuménique, les Églises se trouvent engagées dans une réalité dialectique dont beaucoup sans doute ne mesurent pas la portée : il semble même que la réalité œcuménique dépasse la conscience que peut en avoir telle ou telle Église, tel ou tel individu; ce sont désormais les problèmes posés par cette réalité qui en commanderont le développement. Peu importe en définitive que telle ou telle Église, tel ou tel individu, veuille, comme le pensent

certains, confisquer le mouvement oecuménique à leur propre profit, car la réalité déborde de toutes parts semblables intentions et entraîne les Églises dans une voie qu'il est encore difficile de déterminer.

Il vaut d'ailleurs la peine de s'arrêter un instant à mesurer du regard les problèmes sur lesquels les Églises voudraient donner un témoignage, en disant un mot des diverses commissions, qui sont chargées de divers champs d'activité. Signalons d'abord le Département d'entraide des Églises et de service des réfugiés, dont les catholiques ne soupçonnent pas l'efficacité et l'amplitude d'action (reconstruction des édifices de culte, formation du jeune clergé et répartition selon les besoins nouveaux dus aux déplacements de population, diffusion de la Bible et des livres de prière, etc.,); commission pour la vie et l'activité de la femme dans l'Église, qui pose avec acuité un certain nombre de problèmes créés par l'évolution du monde moderne; commission œcuménique pour la coopération internationale; commission des questions sociales, commission des questions internationales; et toutes les organisations dont nous minimisons sans doute trop l'importance et qui préparent un regroupement de toutes les forces missionnaires du protestantisme : Secrétariat de l'apostolat des laïcs, Secrétariat pour l'évangélisation, Département de la Jeunesse, Comité de liaison avec le Conseil international des missions. Rappelons d'ailleurs qu'à Evanston même, diverses sections s'occuperont de problèmes plus particuliers qui doivent permettre la traduction en actes du témoignage commun d'Evanston : citons « la mission de l'Église auprès de ceux du dehors », « une société responsable sur le plan mondial », « l'Église au milieu des tensions raciales et ethniques », « le chrétien dans la vie professionnelle ». C'est là un travail immense : cer-

tes des équipes de travail en commun, peut-être encore plus efficaces, existent sur le plan catholique, mais nous ne devons pas oublier qu'il s'agit ici d'un travail en commun de gens qui sont distants géographiquement, idéologiquement, confessionnellement — cela permettra de mesurer les possibilités de rapprochement impliquées dans un tel travail. Il va sans dire que de semblables recherches peuvent être pour nous d'un intérêt passionnant : on s'aperçoit vite en effet que les problèmes soulevés sont objectivement, — mais sous des formulations différentes — les problèmes avec lesquels nous nous trouvons affrontés. Pour ne citer qu'un exemple, à étudier le rapport de Bossey (rapport préparatoire au Congrès d'Evanston), on s'aperçoit que le problème posé est celui-là même qui préoccupe de nos jours les catholiques les plus engagés dans le travail missionnaire. Partagés entre deux tentations extrêmes, l'eschatologisme pur, avec minimisation de l'effort du chrétien, et une forme plus ou moins larvée de millénarisme, qui attend abusivement le royaume de Dieu sur la terre, les catholiques s'efforcent de préciser, dans la mesure où c'est chose possible, la part de l'efficience temporelle dans le mystère du salut : n'est-ce pas sur ce point précis que se développe une crise dans le catholicisme contemporaim ?

Peut-être enfin pourrait-on signaler qu'un auteur protestant, M. Benz, s'est efforcé de constituer une science qu'il nomme l'*Oekumenik*, qui aurait pour but de manifester toutes les implications du dialogue œcuménique, en analysant comment — dans la perspective protestante — chaque Église doit se mettre en question par rapport aux autres pour promouvoir l'avènement de l'Église universelle. Il a examiné pour sa part de façon très attentive les problèmes que pose l'Église orthodoxe à l'Église luthérienne, dans la pensée de contribuer ainsi

à l'avènement d'une véritable conscience œcuménique.

Il va de soi cependant que cette conjonction des deux mouvements *Foi et Constitution* et *Vie et Action* ne va pas sans poser de nombreux problèmes, sans susciter de nombreuses inquiétudes dont seul l'avenir pourra manifester le bien-fondé ou au contraire l'inanité.

Beaucoup ont craint, beaucoup craignent encore, que l'intégration de *Foi et Constitution* au sein du Conseil œcuménique ne soit une absorption pure et simple : ils ont peur que les conceptions dites « catholiques » : souci de la Succession apostolique, conception sacramentelle et hiérarchique de l'Église, exigences dogmatiques — qui affloueraient constamment dans les discussions de *Foi et Constitution*, ne soient peu à peu éliminées et l'on se plaît à souligner que les deux chevilles ouvrières du mouvement sont désormais deux Américains méthodistes. Si l'évolution que nous avons soulignée plus haut est exacte, le danger est sans doute moins grand qu'il ne pourrait sembler au premier abord. Notons d'ailleurs que les courants de tendance « catholique » ont commencé depuis déjà longtemps à se rencontrer en dehors du Conseil lui-même et ont constitué l'I.L.A.F.O. (*International League on Apostolic Faith and Order* : Ligue internationale de *Foi et Constitution* apostolique) : en cas d'absorption, cette ligue pourrait jouer un rôle salutaire.

D'autres au contraire ont craint que l'insistance que le mouvement œcuménique a mis sur les institutions et sur la liturgie ne présage à plus ou moins longue échéance un retour à Rome : d'où la naissance d'organismes comme le *American Council of Christian Churches* (A.C.C.C.) inspirateur d'un groupement international : *International Council of Christian Churches* (I.C.C.C.) qui voudrait enrayer le mouvement œcumé-

nique; et dans les pays de langue française, la Société pour la défense du protestantisme en danger.

On ne doit pas oublier d'autre part que toutes les confessions chrétiennes n'adhèrent pas au Conseil œcuménique. Sous l'influence même du mouvement œcuménique, s'est produit — chose à première vue paradoxale — un regroupement des forces confessionnelles, qui a pu faire craindre pour l'existence du mouvement lui-même. C'est ainsi par exemple, que les luthériens se sont regroupés dans une Fédération luthérienne mondiale, qui si elle ne regroupe pas encore l'ensemble des Églises luthériennes, en réunit cependant une grande partie. Il est digne de remarquer d'autre part que les luthériens allemands n'ont pu, par suite du nazisme, participer à Oxford ou à Edimbourg. Cette note confessionaliste explique sans doute une certaine réserve de la Fédération luthérienne mondiale à l'égard du Conseil œcuménique : chacune des Églises luthériennes qui ont jusqu'ici participé au mouvement œcuménique continue cependant à donner son adhésion.

Quoi qu'il en soit (nous reviendrons dans un instant sur la position des Églises orthodoxes, et de l'Église catholique), le Conseil œcuménique semble donc bien le mouvement qui, par ses recherches, ses travaux, ses assises mondiales, traduit le mieux les aspirations vers l'unité de la chrétienté non catholique; mais il est bien évident que les catholiques se doivent attentifs à toute la réalité œcuménique dans toute son ampleur [2].

2. Au sein du Conseil œcuménique des Églises, on a souvent affirmé qu'il ne pouvait y avoir d'effort œcuménique qui exclurait à priori l'Église catholique; cependant le risque existe d'un regroupement de toutes les forces protestantes dans un sens antiromain. Une participation plus active des catholiques aux travaux d'intérêt œcuménique pourrait contribuer à écarter définitivement cette éventualité.

II. L'attitude de l'Église orthodoxe

Les églises orthodoxes, à l'exception de l'église patriarchale de Moscou, ont donné leur adhésion au Conseil œcuménique. Leur position y est cependant très particulière : elles n'ont en effet jamais cessé de proclamer qu'elles étaient la seule Église du Christ et que leur participation au mouvement œcuménique ne les mettait pas sur le même pied que les autres. Il est en effet des questions qu'elles estiment ne pas pouvoir discuter, parce qu'elles sont de tradition divine, elles veulent simplement pour aider les Églises dans leur recherche porter témoignage de la vérité de l'Évangile. A Lund le métropolite Athénagoras s'exprima de la façon suivante :

La décision du Patriarchat de participer à cette délégation, à cette conférence, et son désir sincère de voir réalisé le but que se propose le Conseil œcuménique des Églises, honore son saint Synode et sa hiérarchie tout entière. Néanmoins, Sa Sainteté a, comme d'ordinaire, donné pour instruction à la délégation de ne point prendre part aux disputes dogmatiques... La raison de cette instruction est la suite naturelle de la tactique suivie par l'Église orthodoxe en matière dogmatique et administrative durant les dix-neuf siècles de son existence, tactique qui est la suivante : — Dans l'Église grecque orthodoxe, les opinions théologiques individuelles n'ont aucune valeur en elles-mêmes. C'est l'Église entière, clercs et laïcs, et surtout sa hiérarchie, la totalité de ses évêques, non en tant qu'individus, mais assemblés en saints Synodes, qui exprime l'enseignement de sa foi. Ceci étant, la hiérarchie de l'Église grecque orthodoxe toute entière se réserve à elle seule le droit de décider ce qui est faux en matière religieuse et de se prononcer sur ce qui est compatible ou incompatible avec sa foi. C'est pourquoi elle ne permet à ses théologiens, professeurs de théologie dans les Écoles de théologie orthodoxes et surtout délégués aux conférences, que de faire

des déclarations positives et définitives au sujet de notre foi sans entrer dans de stériles disputes ni prendre part à des votes de résolutions portant sur des questions de foi, de culte ou de structure ecclésiastique qui ne peuvent être déterminées par ce moyen. Ce n'est pas chose nouvelle; il en fut toujours ainsi, car l'Église grecque-orthodoxe sait et proclame qu'elle n'a pas affaire à un enseignement ou à des préceptes humains, mais divins, et que personne n'a le droit de les confondre avec des opinions personnelles. Elle est l'entière et seule Église, le Corps du Christ, le seul mandaté par les apôtres. Et nous sommes sûrs que c'est là une preuve qu'elle est l'unique Église. Ainsi les délégués de l'Église grecque-orthodoxe à la Conférence seront présents à toutes les sections. Ils en suivront les discussions avec un intérêt non diminué et seront prêts à donner des informations sur les questions relatives à la doctrine de notre Église, mais non pas à exprimer leurs opinions, ni même l'opinion de notre Église sur la doctrine de vos Églises. Nous ne sommes pas venus pour critiquer les autres Églises, mais pour les aider, éclairer fraternellement leur esprit sur la doctrine de l'Église Une, Sainte, Catholique et Apostolique, qui est l'Église grecque-orthodoxe, demeurée sans changement depuis les temps apostoliques...

Par leur présence, sans mettre le moins du monde en question les positions doctrinales, sur lesquelles elles se montrent aussi fermes que nous, les Églises orthodoxes maintiennent au sein du mouvement œcuménique sur la notion d'Église une position identique à la nôtre.

III. L'ATTITUDE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

L'Église catholique, elle, a toujours refusé de participer au Conseil œcuménique des Églises. Convaincue en effet de réaliser elle-même la seule forme d'unité que le Christ ait voulue pour son Église, elle estime ne pouvoir faire partie d'une conférence ou d'une Assemblée,

dans lesquelles elle pourrait être considérée comme une « Église » parmi d'autres « Églises ». Pie XI s'en est expliqué longuement dans l'encyclique *Mortalium animos*, au lendemain de la conférence de Lausanne. Il faut reconnaître que l'Église se montra d'abord peu favorable au mouvement œcuménique : autant elle paraissait intéressée à des contacts entre théologiens anglicans et théologiens catholiques, autant elle manifestait une certaine méfiance envers le mouvement œcuménique, pour autant que celui-ci semblait dissoudre toute conception objective de la foi, toute notion précise de l'Église. Petit à petit cependant se manifesta ce qu'il y avait d'authentiquement positif dans le mouvement œcuménique et, dans son dernier document officiel sur la question, le Magistère reconnaissait l'action du Saint-Esprit dans le mouvement qui porte les chrétientés non romaines vers l'unité. Il suffirait de comparer le ton de l'encyclique *Mortalium animos* avec le ton de l'Instruction du 22 décembre 1949 pour voir quel changement de climat s'est opéré. « Bien que l'Église catholique ne prenne point part aux Congrès et autres réunions œcuméniques, elle n'a jamais cessé, comme il ressort de plusieurs documents pontificaux, et elle ne cessera jamais à l'avenir de suivre avec le plus grand intérêt et d'aider par d'instantes prières tout effort en vue d'obtenir ce que le Christ Notre-Seigneur a tant à cœur, à savoir que tous ceux qui croient en Lui « soient consommés dans l'unité ». Bien des non-catholiques ont été gênés par cette instruction dans laquelle ils ont cru voir un nouveau raidissement de l'Église romaine. Il s'agissait en fait d'institutionnaliser des rapports qui s'étaient organisés de divers côtés. L'appel aux évêques le manifeste avec clarté : « Comme cette « réunion » appartient avant tout à la fonction et au devoir de l'Église, les évê-

ques « que le Saint-Esprit a établis pour gouverner l'Église de Dieu » doivent y prêter leur attention avec une sollicitude particulière. Ils ne doivent pas seulement veiller diligemment et efficacement sur tout ce mouvement, mais encore le promouvoir et le diriger avec prudence, d'abord pour aider ceux qui cherchent la vérité et la véritable Église, mais aussi pour écarter les dangers qui résultent facilement de l'activité de ce mouvement. C'est pourquoi ils doivent tout d'abord connaître parfaitement tout ce que ce mouvement a établi et maintient dans le diocèse. Dans ce but ils nommeront des prêtres capables qui, fidèles à la doctrine et aux directives du Saint-Siège, par exemple dans les encycliques *Satis Cognitum, Mortalium animos, Mystici Corporis,* suivront de près tout ce qui concerne le mouvement et leur en référeront de la manière et aux temps fixés. » C'est la simple confirmation de la jurisprudence qui s'était développée en Allemagne, où une commission épiscopale présidée par l'évêque de Paderborn contrôlait les rencontres interconfessionnelles.

Des contacts qu'il y a une trentaine d'années encore on aurait cru impensables se sont développés et multipliés, soit avec des orthodoxes soit avec des protestants, luthériens ou réformés : ils ont provoqué une recherche théologique intense qui a mieux mis en lumière certains aspects du problème théologique. Il est hors de doute que le travail de meilleure connaissance des Pères, que le renouveau biblique s'en sont trouvés favorisés, comme aussi l'effort proprement liturgique. Mais l'effort le plus neuf porte sans doute sur la théologie même de l'œcuménisme. Face à cette réalité nouvelle, les théologiens sont obligés de regarder des problèmes classiques avec des yeux nouveaux, afin d'en mieux manifester l'éternelle jeunesse. Ils ont par exemple posé le problème de

savoir quels étaient les liens de toutes les communions dissidentes avec la véritable Église. Nous ne sommes là qu'à une recherche encore à ses débuts, mais assurément pleine de promesses. Signalons en particulier l'effort théologique réalisé par le R. P. Dumont dans le bulletin *Vers l'unité chrétienne*[3] et qui vient de paraître en volume dans la collection « Unam Sanctam »[4]. Notons de plus que cette recherche théologique suppose une information historique extrêmement solide : c'est en effet tout le mystère de l'Église — dans sa vie et dans sa durée, dans ses vicissitudes et dans ses triomphes — qui se trouve engagé ici. Il ne faudrait pas oublier, à titre d'exemple, les travaux de Dvornik sur le patriarche Photius et ceux de Lortz sur la « Réforme en Allemagne ». Il s'agit là d'ailleurs, sur le plan des rencontres comme sur le plan des travaux théologiques ou historiques, d'un travail technique qui doit s'entourer d'une certaine discrétion.

Un effort de coordination commence d'ailleurs à se faire jour entre les spécialistes des différents pays : ils se rencontrent à des réunions internationales où ils peuvent mettre en commun leurs expériences.

Il ne faudrait d'ailleurs pas limiter l'effort œcuménique catholique au problème du rapprochement avec les protestants. Depuis longtemps déjà l'Église catholique s'intéresse aux Églises d'Orient : cependant la présence en Occident de nombreux orthodoxes réfugiés a créé une présence active de l'Orient à l'Occident dont nous com-

3. Le Centre d'Études Istina publie, outre le bulletin mensuel, *Vers l'Unité chrétienne*, une revue trimestrielle, *Istina*, qui comprend quatre sections : Russie et Chrétienté, Chrétientés orientales, Orient et Occident, Problèmes de l'œcuménisme. Adresse : 25, boulevard d'Auteuil, Boulogne-sur-Seine, C.C.P. Dumont, Paris 90-36.

4. Aux Éditions du Cerf, Paris.

mençons seulement à percevoir la profondeur. Des contacts constants ont permis à de nombreux théologiens de mieux prendre conscience des richesses de l'Église orientale et de mieux pénétrer notre propre tradition catholique, par la découverte d'une mentalité qui nous a été trop longtemps étrangère. Là encore le renouveau patristique et liturgique nous ont ouvert à une meilleure intelligence de la tradition orientale et nous comprenons mieux ce qui dans le passé a empêché de nombreux efforts, pourtant généreux, d'aboutir : il nous faut respecter et aimer, il nous faut promouvoir les façons de penser de nos frères orientaux. La catholicité authentique est à ce prix.

Remarquons aussi que des œuvres d'abord uniquement consacrées au problème de l'Orient séparé, tels le Centre bénédictin de Chevetogne ou le Centre dominicain *Istina*, se sont petit à petit ouverts à tous les aspects du mouvement œcuménique. Il y a eu en effet chez les théologiens qui se sont penchés sur ce problème une prise de conscience des liaisons objectives qui unissent la rupture du XIe siècle à celle du XVIe siècle : on pourrait en effet soutenir qu'un développement un peu unilatéral de l'Occident, sans le contrepoids bienfaisant de l'Orient, soit à l'origine des réactions qui provoquèrent la Réforme.

Il convient de remarquer, d'autre part, que bien souvent les protestants redécouvrent des valeurs catholiques par le biais de l'orthodoxie; de plus la présence des Églises orthodoxes aux grandes assises œcuméniques obligent les théologiens qui se penchent sur le problème orthodoxe à se pencher par le fait même sur le problème œcuménique.

Si le problème œcuménique demeure au premier chef un problème de spécialistes, peut-être cependant ne fau-

drait-il pas, pour oublier la Semaine universelle de prière pour l'unité, méconnaître l'importance de la situation de l'Église tout entière. C'est, il importe de le rappeler, la maturation même du mystère de l'Église, sous l'influence de la réflexion d'action catholique, des redécouvertes bibliques, liturgiques, des problèmes missionnaires qui ont commencé à sensibiliser les esprits au problème œcuménique. C'est toute l'Église qui par sa situation exposée dans le monde actuel, par sa prise de conscience de ses responsabilités apostoliques, comprend mieux la solidarité indissociable qui nous unit à nos frères séparés. Comme le soulignait récemment Hans von Balthazar, c'est à un approfondissement de la conscience existentielle de l'Église que nous assistons. L'Église gardera la même intransigeance doctrinale que par le passé, mais manifestera avec plus de vérité la profondeur de sa Charité : elle se sent responsable de ces âmes et de ces Églises qui à tâtons, mais soutenues par l'Esprit du Seigneur, cherchent l'unité voulue par Dieu; elle n'aura de cesse qu'elle n'ait répondu à l'appel de ces âmes, aux exigences déposées dans leur cœur par l'Esprit du Seigneur.

« Istina ».

fr. M.-J. Le Guillou, O.P.

FEUILLETS POUR UN JOURNAL

Sur le mal d'avant le mal.

Ayant à préparer des leçons sur le problème du mal, je relis les premiers chapitres de la Genèse, l'histoire de la création, du Paradis terrestre, du péché d'origine et de la chute. J'écarte comme n'étant pas de mon propos les difficultés et les solutions d'exégèse et de théologie. Je fais même abstraction de la foi de l'Église qui lit dans le texte sacré la parole même de Dieu. A une première apparence, le récit de la Genèse est une fable entre d'innombrables fables et il appartient à l'univers de la mythologie. Mais le philosophe d'aujourd'hui ne se reconnaît plus le droit de traiter avec légèreté la fonction fabulatrice de l'humanité, comme si elle n'exprimait rien d'autre que le délire de l'imagination pendant le sommeil de la raison. Les mythes sont de grandes énigmes surabondantes de suc et de sens malgré une obscurité indépassable. Peut-être l'angoisse devant l'existence est-elle l'une des sources sinon la source de toutes les mythologies : chacune à sa manière nous raconte comment le mal du malheur et le mal de la faute sont entrés dans l'histoire humaine; toutes soupçonnent une sorte d'innocence et de bonheur avant l'histoire et cherchent dans quelque catastrophe mystérieuse la chi-

quenaude initiale qui a mis l'histoire en mouvement. Depuis Parménide les sagesses refusent qu'il y ait même un problème du mal, offrant à l'esprit le refuge d'une sérénité et d'une invulnérabilité qui dissout le mal en apparence sans substance et en négation sans positivité. Le pessimisme du mythe qui cherche l'origine du mal dans quelque drame originel atteint à plus de profondeur métaphysique que l'optimisme des sagesses, toujours décidé à nier le problème, tant il est vrai que l'humilité va plus loin que l'orgueil.

Que nous soyons croyants ou incroyants, le récit de la Genèse a quelque chose à nous dire. Une fable si vous voulez, à condition de ne pas oublier le nécessaire retour réflexif : *de te fabula narratur;* s'il s'agissait de nous, si nous étions mis en question à travers la plus antique de nos histoires ? Le texte, pour qui se décide à l'affronter d'un regard neuf, est plein de pièges et de surprises et il nous promet de verset en verset ravissement et scandale.

Dans cette histoire de nos origines, se manifeste une brusque rupture de continuité, exactement entre les versets 3 et 4 du chapitre 11. La création était achevée, jusqu'à l'homme et à la femme inclusivement. Dieu, enveloppant son œuvre de bénédiction, est entré dans son repos. Et voici brusquement que tout recommence et dans un style tout différent comme si un autre narrateur reprenait le relais. Yahweh se remet à la tâche, crée l'homme, le premier jardin, la femme, plante des arbres étranges enveloppés de défenses mystérieuses, laisse Ève et Adam dialoguer sans secours avec la tentation, les châtie enfin en les vouant à une condition d'amertume et de misère. Visiblement deux récits d'inspiration humaine assez différente ont été juxtaposés. De l'un à l'autre on change de monde.

Le premier récit est d'une extraordinaire pureté intellectuelle et spirituelle. Un Dieu unique suscite l'univers, jour après jour, par la seule puissance de sa parole; c'est à peine si « la terre informe et vide » est un souvenir vite estompé du chaos originel des mythologies; à travers un récit vivement coloré on touche à la création *ex nihilo* des métaphysiciens. Pas de drame entre les dieux et de partage du divin à l'origine des choses humaines. Dieu est véritablement l'unique, et d'un bond la pensée religieuse se dégage du mythe, alors qu'elle paraît retomber dans la mythologie dès que commence le deuxième récit où une imagerie intensément poétique et dramatique paraît dévorer vraisemblance, justice, raison, comme si, quittant une maison ordonnée et paisible, on était jeté dans une intrigue de théâtre vivement nouée et au dénouement précipité. Et à une éternité de bénédiction succède sans transition le temps de la malédiction. Le choc est assez bouleversant, il peut n'être pas tout à fait de hasard et il nous invite à nous arrêter un peu sur ce passage sans passage, sur cette chute d'avant la chute.

A comparer littéralement les deux morceaux, on voit la contrariété, voire la contradiction éclater avec une sublime naïveté. L'homme n'a pas la même origine à 1, 27 et à 11, 7. A user lourdement et sans précautions des catégories philosophiques, on dirait que la pemière création est toute spiritualiste, tandis que la seconde a quelque chose de naturaliste.

« *Et Dieu créa l'homme à son image; il le créa à l'image de Dieu : il les créa mâle et femelle.* » Voici donc dans le premier récit l'homme et la femme surgissant ensemble aussi proches de Dieu qu'il est possible à des créatures, dans une égalité puissamment affirmée, créés et non pas fabriqués dans quelque cuisine anthro-

pomorphique. Pas d'histoire qui se décomposerait en moments; la vision prophétique (car il y a aussi une prophétie tournée vers les origines) est dépouillée des prestiges de l'imagination et des préjugés sociaux : l'humanité double et une jaillit d'un coup du seul projet de Dieu.

Dans l'autre récit, il est dit que « Yahweh Dieu forma l'homme de la poussière du sol », et c'est un premier moment où l'homme, statue inanimée, n'est qu'une inerte figure d'argile; ensuite, et c'est un deuxième moment, Dieu « souffla dans ses narines un souffle de vie et l'homme devint un être vivant ». Tout à l'heure l'homme était avec Dieu en communication et analogie d'esprit; voici maintenant qu'il est lié à la terre d'où il est issu, vivant parmi les vivants, et Dieu joue le personnage de l'artiste, du démiurge, du formateur subissant lui aussi la passion de la matière qu'il vivifie plutôt qu'il ne s'impose avec autorité le créateur souverainement transcendant. Le paradoxe d'une double vérité peut alors difficilement être éludé sans doute parce qu'il y a dans l'homme et dans les origines de l'homme plus de mystère que n'en peuvent comprendre nos philosophies.

L'homme, dans le deuxième récit, est d'abord seul. Dieu s'aperçoit que cette solitude ne lui est pas bonne, et qu'il lui faut une « aide sembable à lui ». Et c'est d'abord à tous les animaux tirés du sol comme l'homme que Dieu adresse une solennelle convocation, non seulement pour qu'ils reçoivent un nom inventé par l'homme, mais aussi pour que celui-ci cherche parmi eux cette « aide semblable à lui » dont il a nécessité. En vain. Et c'est après cet échec que Dieu fait tomber sur l'homme un profond sommeil, lui enlève une côte, referme la plaie et forme la femme avec la chair de la chair de

l'homme. On voit bien tout ce que le texte nous révèle sur la profondeur de l'union conjuguale, mais en même temps tout ce qu'il traduit de préjugés masculins : l'homme créé le premier, la femme prenant signification par rapport à un besoin de l'homme et créée dans un état de dépendance et de subordination. L'homme dépend de Dieu seul et la femme dépend à la fois de Dieu et de l'homme. Nous sommes loin de l'absolue égalité sobrement établie dans le premier récit. Faut-il comprendre que l'homme et la femme sont égaux par l'esprit mais inégaux devant la vie? J'avoue ici mon embarras, encore aggravé par les interprétations d'école que malgré mon peu ferme propos de tout à l'heure j'ai eu la faiblesse de consulter.

Portés par le mouvement de ce texte, des théologiens ont été amenés à donner à l'homme de la Genèse plus de relief existentiel qu'à la femme, réduite à l'état de figurante mal consistante. D'où cette opinion longtemps traditionnelle selon laquelle si Ève seulement avait péché elle aurait été incapable à elle seule de transmettre le péché originel à la race humaine, tandis que si Adam avait péché et non Ève, rien n'aurait été changé dans les destinées ultérieures de l'humanité. Ces considérations sur la primauté masculine s'appuyaient souvent au Moyen-Age sur une philosophie aristotélicienne de la génération selon laquelle dans l'union des sexes la femme joue le rôle de matière passive et l'homme le rôle actif de forme[1]. Faire porter d'un seul côté le tout des responsabilités, n'est-ce pas se montrer trop tributaire des apparences mythologiques d'un récit où tout se

1. Cf. *Somme Théologique* de saint Thomas d'Aquin, Ia IIae, q. 8, art. 5 : « Utrum si Adam non peccasset, Eva peccante, filii originale peccatum contraherent. »

passe comme si le narrateur ne croyait pas à l'existence réelle de la femme?

La discordance des deux épisodes de la création n'est qu'un aspect d'une différence plus fondamentale encore entre les deux récits, et qui met en cause la situation de la création par rapport à Dieu et, si l'on ose dire, l'attitude même de Dieu vis-à-vis de son œuvre. Le premier récit est tout entier glorieux; le second récit est de bout en bout douloureux, comme si rétrospectivement il baignait dans l'ombre et le malheur de la chute.

Dans ce qu'on est tenté d'appeler la première création, Dieu, pour parler anthropomorphiquement, ne rencontre aucune difficulté et il use d'une puissance infiniment heureuse qui se déploie selon la perfection de l'ordre, des créatures inanimées aux créatures animées jusqu'à l'homme enfin, fait pour dominer sur toutes choses. Et à chaque étape Dieu juge que son ouvrage est bon et à la fin « très bon ». Dans cette création constituée selon la raison, on ne soupçonne pas la moindre possibilité de conflit et de révolte. L'homme et la femme sont si parfaitement égaux si exactement situés au-dessous de Dieu et au-dessus du reste de la création qu'ils ne peuvent entrer en contradiction ni avec Dieu, ni entre eux, ni avec le monde — qu'ils sont appelés à posséder dans la paix. Cette première création rayonne de l'innocence des êtres et de la gloire de Dieu. Elle a, en vérité, la figure du Jardin harmonieux, elle est le paradis terrestre où Dieu donne libéralement son esprit, ne retouche pas une création imparfaite, ne prononce pas de défenses, établit l'homme dans une telle domination sur « tout animal se mouvant sur la terre » qu'on ne saurait l'imaginer entrant pour son malheur en contestation avec le serpent.

Avec la seconde création, on croirait quitter la sérénité

lumineuse des plus vieilles *Contemplations* pour entrer dans les ténèbres tourmentées des plus archaïques *Fleurs du Mal*. Voici une terre aride, sans herbe et privée de pluie. Il y a de l'inachevé dans les choses et comme une inquiétude en Dieu. L'homme à peine créé est pour son Créateur un partenaire peu sûr, et le narrateur met si bien en scène un homme soupçonné et un Dieu soupçonneux que comme dans une bonne tragédie le dénouement est inscrit dans les premières répliques de l'affrontement. Tu dois subir des limites, contraindre ton pouvoir et ton savoir, ne pas prétendre à la connaissance du bien et du mal. Tu ne mangeras pas du fruit défendu. La défense introduit dans l'Eden le vertige de la rébellion, la loi appelle la faute; le serpent rampe à peine l'interdiction énoncée. Avant le Non réel la possibilité du Non fait une faille dans l'architecture divine du monde. Les rapports de l'homme et de Dieu ne sont plus d'harmonie, mais de conflit. Ce paradis terrestre est un monde déjà cassé et il renvoie lui aussi à un paradis perdu, sans doute inimaginable.

Si bien qu'entre le premier et le deuxième récit, il semble qu'il soit arrivé quelque chose à Dieu, sans doute parce que le prophète de nos origines aperçoit la figure de Yahweh comme déformée par le vieux et mystérieux remords de l'humanité dont ce chapitre de la Genèse porte témoignage. Le remords a la clairvoyance du désespoir et il ne projette sa lumière que sur la mauvaise part des choses. Dieu maintenant n'est plus le Dieu satisfait de son œuvre et la contemplant avec complaisance; la création de l'homme est déjà à moitié manquée et la défense dont Dieu use pour empêcher l'homme de se perdre sera une provocation à sa perte. La femme, nécessaire pour guérir l'homme du mal de la solitude, va précipiter le premier couple dans un mal plus grand.

Tout se passe comme si Dieu allait d'échec en échec, comme s'il était réduit pour chaque difficulté à ces moyens de fortune qui sont source d'infortune plus grande ou plutôt comme si le malheur humain allait jusqu'à cette extrémité de se forger un Dieu malheureux.

Et aussi un Dieu jaloux. Où se trouve dans le deuxième récit la libéralité de Dieu qui fait l'esprit de l'homme à l'image de son esprit ? Dieu cette fois refuse à l'homme l'intelligence du bien et du mal, tout en lui donnant le désir de la science des sciences et le serpent ne trompe pas la femme lorsqu'il lui dit : « Vos yeux s'ouvriront et vous serez comme Dieu connaissant le bien et le mal », puisque la faute consommée, Adam et Ève chassés du paradis, Yahweh confirme la réalité de cette promotion impie de sa créature : « Voici que l'homme est devenu comme l'un de nous pour la connaissance du bien et du mal. » Prétendre à l'image de Dieu devient maintenant une pensée prométhéenne, sacrilège. Le Dieu de générosité qui, quelques versets plus haut, faisait participer l'homme à la lumière de son intelligence tourne à la jalousie et à la colère. L'intelligence lui a été dérobée par fraude, il se réserve l'éternité; après avoir mangé du fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal, l'homme pourrait avancer la main vers l'arbre de vie, mais alors il ne mourrait pas et vivrait éternellement. Aussi faut-il chasser l'audacieux du paradis pour l'empêcher d'être irréparablement l'égal et comme le vainqueur de Dieu, et le Chérubin à l'épée de feu aura pour mission d'interdire le chemin de l'arbre de vie.

Ces remarques me suggèrent une hypothèse peut-être insuffisamment subtile puisqu'elle ne tient guère compte que des textes eux-mêmes et qui pourrait n'être que provisoire. Le premier récit décrit le monde tel qu'il devrait

être ou tel qu'il a été d'abord dans la plénitude de la bonté divine : là est la justice originelle; le second récit nous propose un paradis ambigu sur lequel pèsent les interdictions d'une morale close et qui n'est pas sans brèche ouverte au mal puisque le serpent a pu s'y glisser. Le désordre est déjà là. Ce monde prétendu paradisiaque est le monde d'après la faute. L'origine du péché serait alors au delà dans une transcendance mystérieuse. Tout mal décrit et compris n'est pas le mal. Il doit y avoir un mal d'avant le mal. Interprétation hasardeuse, fragmentaire, à compléter, dont la stricte orthodoxie fait question, mais qui, loin d'entreprendre sur le péché des commencements, le ferait plus radicalement originel. Ainsi une plus grande exigence critique éliminerait des doutes superficiels. Je n'oublie pas que les textes sacrés sont susceptibles d'autres approfondissements, plus directement religieux. Les pensées de journal ont le droit de se présenter en esquisse et de rester en suspens. Si ce journal est promis à quelque durée, la réflexion sur le mal comme problème et la méditation sur le mal comme mystère pourront y tenir une certaine place. Car je ne vois pas comment on pourrait, journellement, penser à autre chose. Et cette pensée aujourd'hui me poursuit irrésistiblement que le Dieu sans pitié du deuxième récit de la Genèse est une victime du péché originel...

De la pitié et de l'amour.

... Je sors du débat où a été mis en question au Centre Catholique des Intellectuels français la pièce de Thierry-Maulnier, *La Maison de la Nuit*. On s'interroge principalement sur la pitié dont l'auteur a écrit qu'elle était le sujet de la pièce. La littérature moderne s'aperçoit

en ce monde dur que la pitié est une passion et cette découverte pourrait mener assez loin. Toute l'œuvre de Graham Greene n'est qu'une défense et illustration de la pitié. Là est le nœud de son problème. Mais la pitié de Graham Greene et de Thierry-Maulnier n'est pas un sentiment commun, mais « une terrible passion confuse dont peu d'êtres subissent l'épreuve[2] ». De là naît le débat qui occupait la tribune rue Madame : cette pitié, exaltée par nos modernes, ne serait-elle pas une de ces idoles qui usurpent la place de la charité et que la vigilance des intellectuels catholiques se doit de dénoncer ?

La pitié, en effet, a mauvaise presse. Tous les manuels réfutent les « morales de la pitié ». La pitié est une faiblesse, elle intéresse les régions friables et molles de notre cœur; elle paralyse l'action : la pitié ne tolère pas la souffrance d'autrui, mais comment bâtir une œuvre de politique d'art, ou même de pensée, sans imposer à d'autres hommes humiliations et douleurs ? La pitié au surplus a quelque chose d'hérétique et elle est ordinairement associée à des métaphysiques suspectes, parfois orientales. Les écoliers savent que le bouddhisme est une religion de la pitié et que par conséquent il supprime les distances entre les êtres et aboutit aux plus dangereuses dissolutions de la personne. La pitié a contre elle toutes les morales authentiques, les rationnelles et les kantiennes, car comment universaliser et transformer en maximes toujours et partout valables l'obscur et incertain mobile de la pitié ? Les morales nietzschéennes rejettent les pitiés incompatibles avec les duretés du surhomme et coupables de n'exprimer guère que la sensibilité du troupeau. Et enfin les morales chrétiennes prennent bien soin de distinguer la charité « forte comme

2. *Le Fond du Problème*, p. 212.

l'enfer et dure comme la mort » des pitiés trop souvent complaisantes au mal et complices du mal. Le procès de la pitié s'engage donc d'une manière assez désespérée, et les intellectuels catholiques vont avoir beau jeu.

Que la pitié soit une passion tragique ne rendra pas sa cause plus défendable. La comédie de la pitié, si courante, est encore plus vide de pitié que la comédie de l'ambition n'est vide d'ambition et la comédie de l'amour n'est vide d'amour. Mais la vraie pitié, passion dévastatrice, comme disent Graham Greene et Thierry-Maulnier, n'en est que plus équivoque et plus dangereuse. La pitié est le grain de sable qui fait s'enrayer les machineries intellectuelles, sociales et morales les plus savamment agencées. Hagen, le communiste mou de Thierry-Maulnier, pris de pitié pour la plus médiocre des femmes, et la plus désespérément disgraciée, devient traître à son parti. Tel est le sujet possible d'une méditation impossible : de la pitié comme explosif à désintégrer les systèmes. Et de même dans Graham Greene. Souvenons-nous de l'histoire de Scobie, le héros du *Fond du Problème*. Le beau système catholique, « le temple des définitions du devoir », comme disait cet athée, coqueluche des intégristes, il suffit d'une pitié poussée à l'absolu ou à l'absurde, pour l'ébranler et le mettre en poudre. Scobie est adultère et finit par se suicider à force de pratiquer la pitié. Inutile donc de réfuter la pitié au nom d'une exacte théologie de la charité; la pitié se réfute suffisamment elle-même. Une ravageuse, je vous dis.

On écrit et on publie un journal pour étaler les malformations de son esprit. La règle est assez générale et je ne prétends pas faire exception. Il est donc entendu que j'ai l'esprit mal fait. Mais tant de réquisitoires hautains contre la pitié et de si haute qualité spirituelle et intellectuelle me font prendre, heureusement, la pitié en pitié.

Aucune apologétique de la pitié n'est possible, donc je crois à la pitié. Et il était assez émouvant d'entendre l'autre soir Thierry-Maulnier, qui vient de Nietzsche, avouer avec un curieux mélange de gêne et d'assurance, qu'il était du parti de la pitié. Cette sale pitié qui ressemble à une maladie honteuse, comme dit à peu près l'un de ses personnages. La pitié n'est pas une vertu, c'est entendu. Nul n'est fier d'éprouver de la pitié et il faut bien se la cacher à soi et aux autres, car le malheureux la prendrait pour une offense méprisante. La pitié s'enveloppe de respect humain; elle est si humiliante qu'elle nous délivre bien de l'orgueil. On ne domine pas sa pitié, on est comme vaincu par elle; on ne la prévoit pas; elle vous atteint comme un coup de pierre; elle est une blessure; qui l'éprouve sait qu'il n'est pas invulnérable et qu'il sera conduit là où il n'aurait pas voulu aller. La pitié ressemble terriblement à une grâce. Aussi n'est-elle pas aimée des vertueux.

La pitié n'est rien d'autre qu'une ouverture au malheur du prochain. Et d'un coup le mal d'autrui est notre mal. Ce mal à la fois étranger et nôtre est une tunique de Nessus que nous revêtons et que nous ne pourrons nous enlever du dos qu'en arrachant des lambeaux de notre propre chair. L'insoluble problème de la communication des consciences est comme résolu inexplicablement par la pitié. Qui oserait se flatter de croire à l'existence d'autrui — croire au sens profond et religieux du mot, le seul valable? Mais la pitié nous fait éprouver qu'autrui existe dans son malheur. Tu souffres, donc tu es. Qui nous disait que la pitié abolit l'autonomie des personnalités? Bien au contraire, la pitié nous donne l'intolérable sensation de la réalité d'autrui, dans ce qu'elle a de péremptoire, de scandaleux, d'absolu, et qui met notre cœur à la question. La pitié connaît un lâche sou-

lagement lorsque l'agonisant le plus passionnément aimé en a fini avec son combat. Il ne sent plus rien, son malheur est aboli, ou son destin est pris en charge par Dieu. Je suis allégé et pourtant — car la pitié a la vie dure — j'ai honte d'être délivré. Que la pitié est humaine dans cette transposition constante de la sublimité en bassesse et de la bassesse en sublimité.

La pitié nous révèle d'un coup la profondeur et le mystère du mal. Et c'est une thérapeutique de choc contre laquelle nous n'arrêtons pas de nous ménager d'utiles précautions. Si nous comprenions dans sa substance la douleur des enfants humiliés, la solitude des disgraciés de l'amour, l'angoisse des malades, il n'est pas de folie, morale ou immorale, que nous ne soyons prêts à commettre pour tenter de faire cesser le scandale. Décidément la pitié est un sentiment assez métaphysique, c'est-à-dire spontané et non fabriqué, concret et non pas abstrait, capable enfin d'une vive trouée vers le mystère.

J'entends qu'on tâche d'humilier la pitié en la confrontant à la charité, comme une pauvre synagogue ployée et aux yeux bandés vaincue par le regard impérieux et l'implacable droiture d'une Église assurée d'elle-même. Il sied bien à la pitié d'être traitée impitoyablement, elle est ainsi misérable, fidèle à sa vocation et plus proche de la misère universelle. Je ne conteste pas de si irréfutables réfutations. Ne parlons pas de charité; ce serait le propre des saints et ils vivent de la charité plus qu'ils n'en parlent. Prenons les choses au niveau de l'amour humain. Comment nier que la pitié en fasse partie intégrante et qu'elle soit l'épreuve de sa sincérité? Ici il faut se défier des déclamations littéraires, et bien des philosophies de l'amour ont été construites pour se nettoyer de toutes ses impuretés, pour faire un bel

amour du dimanche en vêtements soignés, bien décoratif et très artificiel. On sait que Saint-Exupéry est devenu, par la grâce des cercles d'études de l'Action catholique, un de nos maîtres à vivre et à aimer.

Le discours est tout fait, simple et brillant : *Je vous aime, faux lyrisme et affectivité dérisoire, Qu'aimons-nous ensemble ? Vérité décisive de l'amour, et qui permet de distinguer par un sûr critère la passion coupable de l'amour légitime.* J'admire qu'on se contente d'une philosophie aussi courte, fût-elle exprimée dans le plus admirable langage : « S'aimer ce n'est pas se regarder l'un l'autre, c'est regarder ensemble dans la même direction. » C'est écrit au bas des pages dans tous les agendas jécistes, la formule est utile, pédagogiquement commode, revêtue de tous les inspirateurs les plus rassurants. Et pourtant subordonner totalement l'amour à une œuvre commune c'est en faire une expérience de servitude, c'est professer une doctrine de l'aliénation assez peu personnaliste. S'aimer c'est, au contraire, se regarder l'un l'autre avec assez de lucidité pour avoir pitié l'un de l'autre, et le souci exclusif d'une œuvre commune n'est bien souvent qu'une entreprise de divertissement, un oubli de soi, un oubli de l'autre, un oubli de la misère commune, une belle victoire sur la pitié, d'où l'amour sort assez malmené.

Comment aimer un être mortel, une chair périssable, un cœur fragile, une âme tentée sans penser que cette chose infiniment précieuse est exposée, vulnérable, fugitive et sans avoir pitié de tant de précarité ? Aimer quelqu'un, dit Gabriel Marcel, c'est penser avec ferveur : « Toi tu ne mourras pas. » La formule est belle. Elle risquerait elle aussi d'être déclamatoire et vide si elle ne surgissait pas d'une épreuve de pitié qui nous fait

éprouver intolérable dans une angoisse indicible la mort de l'être aimé.

L'amour est plus que la pitié, mais il doit passer par la pitié, traverser la pitié et ne l'oublier jamais. Aussi ai-je de la peine à croire que la plus haute charité chrétienne échappe à cette loi qui vaut pour tout amour. La pitié nous invite à un prodigieux renversement de valeur : le suppliant devient plus grand que le supplié, le condamné, même après les crimes les plus noirs, dès qu'il est livré au bourreau et au malheur revêt une éminente dignité qui l'établit au-dessus de ses juges et des honnêtes gens, satisfaits que justice soit faite; toujours du côté des victimes et des vaincus, la pitié est scandaleusement partiale. Je l'imagine non pas confondue avec la charité, mais marchant devant elle, lui aplanissant les voies, calomniée par les pharisiens, odieuse aux puissants de ce monde, comme saint Jean Baptiste devant le Christ. La pitié, ce plus immédiat et imminent prophète de la charité.

Lorsque dans l'*Annonce faite à Marie,* Violaine donne à Pierre de Craon, pécheur et lépreux, son anneau de fiançailles et qu'elle l'embrasse avec tendresse, lorsqu'elle commet ces gestes fous de pitié en faveur d'un homme qui a eu d'elle un désir mauvais et qu'elle ne peut pas aimer humainement, sa conduite n'est pas exemplaire — parce que la pitié n'est jamais exemplaire. Mais elle se désigne ainsi pour le sacrifice et un autre amour qu'il faut bien appeler charité. Eprouver la pitié et tendre désespérément par elle à la charité, c'est peut-être le moins médiocre de l'homme, le secret de nature sur lequel la grâce prendra.

L'hérésie de la pitié, c'est ainsi que parlent les inquisiteurs. Ce n'est pas étonnant, car leur métier n'est supportable qu'à la condition de se défendre contre la pitié.

Mais il est fâcheux que trop souvent les inquisiteurs s'arrogent le droit de définir les orthodoxies. Qu'elle est difficile, et rare, la pitié qui aurait pitié des inquisiteurs! Si elle existe en quelques cœurs, on pourrait ne pas trop désespérer, même humainement, du salut de l'homme. Car la seule pitié permet ce paradoxe sans elle impossible : l'amour inconditionnel de mon prochain, fût-il mon bourreau.

ÉTIENNE BORNE.

Un cadeau qui dure

Offrez à vos amis un abonnement à

LA VIE INTELLECTUELLE

LE MAROC APRÈS LE FAIT ACCOMPLI

CONVIENT-IL *encore de regretter l'absence d'une véritable politique de la France en Afrique du Nord? A défaut d'intentions précises, réfléchies, mûries, une politique se fait cependant, à la faveur des événements, dans le tiraillement des jeux d'intérêts. A qui revient l'initiative? A tout un chacun et à personne. Les résidents généraux, s'ils échappent au contrôle de Paris, peuvent à bon droit se plaindre de ne détenir aucune instruction solide et cohérente à laquelle ils puissent se reporter... pour peu qu'ils le souhaitent. Livrés à eux-mêmes, et surtout à leurs bureaux, courant sans cesse le risque de se voir désavoués, ils ont rarement l'audace de penser eux-mêmes et de mettre en œuvre une vaste politique à l'échelle des problèmes de l'heure... pour peu qu'ils en soient capables. Il ne leur reste donc qu'à faire face aux forces qui s'exercent dans les protectorats, favorisant l'une, freinant l'autre, mais laissant sûrement échapper à leur attention les ondes subtiles qui émanent de certaines institutions, bancaires, par exemple... Et la France, finalement, doit endosser des responsabilités que ni ses gouvernants ni ses proconsuls ne se seraient aventurés, de bon gré, à assumer.*

Ainsi, en cette fin d'année 1953, le Maroc offre un spectacle peu rassurant à quiconque veut regarder l'ave-

nir, moins d'ailleurs l'avenir immédiat que le long run *au cours duquel une situation qui offre encore de nombreuses possibilités menace de se dégrader continûment bien que, peut-être, insensiblement.*

Placé le 20 août dernier, suivant des commentaires officieux, devant le *fait accompli*, le gouvernement français a néanmoins accompli un choix : le sultan Sidi Mohamed Ben Youssef a été éloigné puis remplacé. Est-il réellement déchu de ses droits ? Les spécialistes du droit chérifien discuteront sans doute longtemps, à l'infini. Les représentants de la France n'en sont eux-mêmes pas si sûrs qui, non seulement à Rabat, mais jusqu'en Corse même, ont vainement tenté d'obtenir de lui un acte d'abdication.

Le gouvernement, en tout cas, a posé un choix et personne au Maroc ne doute que ce choix soit bien un choix français. Les Marocains eux-mêmes estiment avoir été placés en face d'un fait accompli. Il y a sur ce seul plan une manière d'impasse, provisoire peut-être, mais certaine. Aussi, contrairement à ce que désireraient un certain nombre de nos ministres, la déposition de Mohamed V est-elle autre chose qu'un simple épisode sur lequel on puisse observer un silence prudent.

Faut-il alors s'étonner que rien dans les villes marocaines ne révèle spontanément au visiteur les stigmates de l'état d'alerte dans lequel a vécu le pays au mois d'août. « Soupçonniez-vous de la part du peuple marocain une telle passivité ? » Cette question m'a été posée, au cours d'un voyage de trois semaines, souvent avec ironie. Mais certains contrôleurs civils m'ont avoué, sincères semble-t-il : « Nous avons été les permiers surpris. » J'ai donc cherché à déterminer ce que recouvrait cette passivité apparente, dans le bled et dans les cités.

Enthousiasme et indifférence du bled...

Ceux dont on a décrit le caractère actif, l'agressivité, la résolution, — les cavaliers berbères —, nous les avons revus à Moulay-Idriss, la ville sainte où le 11 août le Glaoui et ses conjurés prêtèrent leur fameux serment. Chaque année, au *moussem* (rassemblement) du mois de septembre, les tribus, se succédant dans un ordre établi par l'autorité afin de réduire au minimum les risques de bagarre, viennent s'imprégner de la *baraka* donnée à tout ce qui les entoure par les reliques du fondateur de la première grande dynastie de l'empire fortuné. Entouré des caïds de la région de Meknès, le résident général vint déposer au sanctuaire l'offrande traditionnelle : un rouleau de pièces d'or. Quelques cent cinquante cavaliers avaient, à son arrivée, formé une haie d'honneur. De midi jusque tard dans la nuit ils exécutèrent leurs fantasias, soulevant des nuages de poudre et de poussière.

Sur la montagne, une ville de tentes. Au bas, un souk grouillant de monde. La foule était cependant, m'a-t-on dit, moins nombreuse qu'à l'accoutumée. C'est qu'en moins d'un mois, du serment des conjurés à l'entrée de Mohamed VI à Meknès, représentants des tribus et cavaliers eux-mêmes avaient été déjà requis quatre fois pour des manifestations extérieurement fort semblables. Ces festivités avaient troublé l'ordre des travaux des champs.

D'autres *moussems,* profanes ceux-là, s'organisèrent encore en d'autres points du territoire pour célébrer l'heureux avènement du sultan. Manifestations spontanées de l'initiative des caïds, elles n'éveillèrent guère d'écho au delà du cercle des tribus rassemblées.

Il faudrait une profonde connaissance du pays et des langues pour percevoir les sentiments des hommes du

bled. Suivant certains témoignages, l'installation par leurs chefs d'un nouveau sultan aurait attisé la fierté des montagnards. Selon d'autres, un mécontentement existait et persiste dans certaines tribus de l'Atlas et du Moyen-Atlas; un désir de changement le motive, mais c'est du désir de voir changer leurs caïds qu'il s'agirait surtout. En fait, la personne du sultan est bien lointaine et bien théorique pour des paysans, des nomades souvent, plus préoccupés de leurs récoltes ou de leurs troupeaux. L'autorité la plus élevée et la plus redoutée n'est que celle du caïd, assortie des exigences du « bureau arabe » (contrôle).

Lorsque le caïd jouit d'une autre considération que d'un respect à base de crainte, les sentiments manifestés peuvent être inattendus. Un caïd de la région de Marrakech ayant refusé de signer les pétitions et de suivre le mouvement d'opposition du Glaoui fut « éloigné » par décision des autorités de la région au moment des événements du mois d'août. Cet éloignement était aussi une réelle protection : la demeure du caïd avait été mise à sac, en son absence, par les agents de la conspiration. Grâce à l'intervention énergique du contrôleur dont il dépendait, le caïd fut récemment réinstallé dans son commandement. L'enthousiasme qui accueillit son retour fut aussi chaleureux que débordant les règles du cérémonial ordinaire.

Le monde rural marocain est assurément assez indifférent aux événements de la ville. Mais les citadins, qui sont pour 98 % le produit d'une émigration paysanne[1], demeurent en contact avec le bled. Lorsqu'ils viennent de régions riches, ils en reçoivent des denrées; mais ce

1. Cf. Robert Montagne, *Naissance du prolétariat marocain*, enquête de 1948-1950.

sont souvent les ouvriers des cités qui envoient de l'argent à leurs familles que la terre ne suffirait à nourrir. Bien des idées reprennent alors, en sens inverse, le chemin qu'ont parcouru les hommes.

Le poids d'un silence.

La vie a repris, la vie continue sans doute dans les médinas. Les abords n'en ont pas changé. Le touriste qui ne manifesterait pas une curiosité excessive pourrait peut-être s'y méprendre. Il accueillerait avec satisfaction la relative mais récente discrétion des marchands ambulants où des petits cireurs qui jadis n'abandonnaient le « client » qu'en le couvrant d'injures... sympathiques puisque généralement incomprises. Mais comment interpréter le silence qui pèse sur les cités dès la tombée de la nuit alors qu'elles demeuraient autrefois si longtemps animées, que des groupes se formaient pour de tardives discussions, que des chanteurs y improvisaient en chœur leurs mélopées ? Le Français s'engageant dans la ville arabe doit de préférence être sûr d'un chemin que peu d'autochtones s'offrent à lui indiquer ou paraissent même connaître. Descendu à Fès dans un hôtel de la ville ancienne, je ne pus, comme je l'escomptais, trouver le guide qui me conduirait aux quartiers où je devais me rendre. Mauvais vouloir, crainte, prudence ? La méfiance de mes hôtes perçait en tout cas visiblement sous le masque d'une simple indifférence.

Ces symptômes superficiels sont-ils dus seulement à la crise du mois d'août ? Des événements antérieurs, les émeutes de Casablanca en particulier, avaient été suivis de l'arrestation d'une centaine de dirigeants de l'Istiqlal dans les différentes villes du pays. Ils furent — et

demeurent — internés administrativement. Quelques caïds ou khalifas, un pacha même, se virent assigner une résidence surveillée : ils restent encore suspendus sans que leur situation ait fait l'objet d'un règlement définitif.

Les arrestations se sont multipliées avec, et surtout depuis, la crise d'août, sans que l'on puisse sérieusement en évaluer le nombre [2]. Jusqu'à ces dernières semaines, la presse casablancaise saluait périodiquement et avec allégresse l'arrestation des membres du dernier état-major de l'Istiqlal. Le parti a été décapité, mais la police poursuit beaucoup plus loin, à l'échelon local, son effort de démembrement. L'existence d'un plan à l'origine des émeutes d'Oujda, le caractère hautement technique du sabotage de la voie ferrée au nord de Port-Lyautey, motivèrent les premières poursuites. Ce furent avec les incidents de Marrakech, les manifestations les plus meurtrières. Mais Casablanca demeure le théâtre d'attentats dont les victimes sont marocaines. Deux policiers furent ainsi abattus récemment : l'un d'eux avait témoigné à l'avant-dernier procès des émeutiers de décembre. Les autres sont souvent des indicateurs : en contraignant à devenir agents de renseignement des individus qu'elle menaçait d'arrêter ou de maintenir en prison, la police n'a que peu simplifié la tâche de la brigade antiterroriste récemment constituée. Des tentatives d'incendie sont signalées presque quotidiennement à Casablanca, de temps à autre à Rabat, Salé et dans la région côtière.

Les incidents sont plus rares dans les autres villes [3]

2. Officiellement même on donne, tantôt 1.500, tantôt 2.000.

3. Ce sont là, hélas ! des constatations qui, faites au début d'octobre, sont largement dépassées. La vague d'assassinats que vient de connaître Fès se double maintenant d'un *contre-terrorisme* sur lequel on forge diverses hypothèses. A Fès, à Rabat, à Casablanca plusieurs notables marocains ont disparu. Leur apparte-

quoiqu'ils semblent se multiplier ces tous derniers temps. Les bourgeois appartenant aux grandes familles « makhzen » qui ont soutenu la conjuration ou se sont empressés de se rallier au sultan craignent souvent pour leur vie et leurs biens. C'est ainsi que l'un d'eux jugea prudent de se faire légèrement écorcher afin d'amener les autorités à prendre en sa faveur des mesures de protection.

Les quelques membres importants de l'Istiqlal qui demeurent en liberté évitent prudemment de se manifester et de donner la moindre publicité à leur opinion. Ils n'ont pas été seuls à adopter cette attitude silencieuse. Plusieurs amis marocains m'ont fait savoir qu'il ne leur était pas possible de me recevoir dans la situation actuelle. Certaines personnalités que je pus rencontrer préférèrent me parler d'autres sujets que politiques.

nance à l'Istiqlal était connue. L'on parle d'une « main blanche » (anti-istiqlal) s'opposant dans l'ombre à la « main noire » (pro-Istiqlal), qui serait née à Casablanca. La Sûreté, qui s'est déclarée très rapidement étrangère à ces disparitions, ajoute qu'elle se livre à des « recherches dans l'intérêt des familles ». Des renseignements que nous avons reçus, il apparaît là un nouveau *bluff*, lourd hélas de conséquences.

Ces enlèvements ont été effectués, en plein jour, par des individus « vêtus à l'européenne... et... parlant français »,armés et rouant automobile. Les « victimes » les ont suivis sans esquisser la moindre résistance. Si l'on sait que tout Marocain nationaliste ou hétérodoxe s'attend chaque jour à être arrêté, on ne peut imaginer que les kidnappers n'aient présenté une carte d'origine officielle. Ainsi, la police, renforcée par une brigade antiterroriste pourtant fort active, n'étant pas parvenue à enrayer les vagues d'attentats, en serait venue à user d'une méthode « clandestine » mise au point, dit-on, par les inspirateurs du complot d'août dernier. Cette méthode étant destinée à frapper les esprits, il importe peu que les personnes qu'elle atteint soient des bourgeois paisibles : qu'ils aient appartenu à l'Istiqlal suffit. Car l'Istiqlal est devenu un mythe qu'il faudrait inventer s'il n'avait jamais existé.

Mes informateurs craignent qu'en retour on assiste à une nouvelle vague d'attentats qui ne serait plus dirigé seulement contre les Marocains.

Ceux qui voulurent bien me dire leur pensée ne le firent que sur la promesse de n'être pas mis en cause. Ma visite auprès d'eux, m'ont-ils dit ou fait dire, ne pouvant passer inaperçue, entraînerait leur convocation au bureau du contrôle ou à la police : ils seraient interrogés, inquiétés; et pour peu qu'une certaine agitation se produise ils en seraient tenus pour responsables. Mes interlocuteurs n'étaient pas, sauf exception, membres de l'Istiqlal, mais on en est venu à considérer comme « ennemi de la France » tout marocain cultivé entretenant des relations avec des Français, dès lors qu'il n'adopte pas les manières de voir consacrées par l'autorité.

Malgré le silence observé de l'extérieur, le peuple marocain des médinas et des bidons-villes n'est pas sans commenter les événements qu'il a vu se dérouler. Il gémit volontiers de son impuissance. C'est à Casablanca que me paraît le plus nettement répandue cette conviction que les chefs de l'Istiqlal ont trahi à la fois l'ancien sultan et le peuple marocain : alors qu'ils se déclaraient assurés de puissants appuis en France et à l'étranger, ils n'ont pu empêcher le départ du souverain; alors que le peuple était prêt à se lever pour défendre Mohamed V, ils n'ont cessé de prêcher le calme au lieu de la révolte. La profondeur de ce sentiment est difficilement appréciable. S'il traduit, dans les quartiers mêmes où l'organisation du parti était la plus forte, une certaine désaffection à l'égard des leaders eux-mêmes arrêtés, il ne cesse pour autant d'être inquiétant. Il explique en particulier que les attentats actuels bénéficient de la complicité tacite de toute la population : certains assassinats sont commis en plein jour sans que les spectateurs — relativement nombreux — esquissent le moindre geste pour secourir la victime ou poursuivre le meurtrier.

En maints endroits se manifeste l'idée que le prince Moulay Hassan fut le mauvais génie de son père et la cause de son exil. Mais, en dépit des attaques de plus en plus répandues dans la presse française, le prestige de l'ancien souverain n'est guère entamé. Si le portrait de Sidi Mohamed a disparu de tous les lieux publics, il est demeuré à la place d'honneur dans bien des intérieurs marocains. L'expression « Sa Majesté » est le plus souvent réservée dans la conversation courante à l'ancien sultan : je surpris ce curieux écart de langage jusque dans la bouche d'un important caïd. Celui-ci, il est vrai, parlant du mouvement des pachas et caïds, me disait : « Nous avons magnifiquement servi. » Dans un centre qui est pourtant un fief du Glaoui, un Français vivant depuis vingt-cinq ans parmi les Marocains me déclarait : « J'en cherche encore un, en dehors des officiels et des policiers, pour qui le sultan ne soit pas l'ancien sultan. »

Du nouveau souverain, seuls des contrôleurs civils ont pu m'assurer que son prestige allait grandissant. « Il ne dit rien, il signe. N'est-ce pas ce que vous attendiez de lui ? » me demanda un Meknassi.

Les mosquées restent à peu près désertes le vendredi : ne s'y rendent guère que les officiels et... les mendiants. Des efforts sont cependant accomplis par le contrôle pour obtenir des notables qu'ils assistent à la prière publique. D'autres se voient pressés de se rendre à Rabat présenter leurs hommages au sultan. D'où cette remarque ironique d'un Fassi : « Nous nous voyions reprocher il y a quelques semaines d'être trop souvent au palais impérial, nous sommes aujourd'hui accusés de ne pas y aller suffisamment. Que faut-il faire ? »

Une option non marocaine.

Le retour du souverain exilé n'est cependant, en général, ni attendu ni réellement espéré. Pour les Marocains avec lesquels j'ai pu m'entretenir, une page d'histoire a bien été tournée. Ils en demeurent toutefois profondément humiliés, plus encore déroutés. Le choix du 20 août a été fait sans eux et sans qu'il parût devoir s'imposer ; le sultan, la France ne constituaient pas pour eux les termes d'une alternative entre lesquels il fût nécessaire de se prononcer. L'option prise, en dehors d'eux, malgré eux, ils ne savent plus où ils vont. L'actuel sultan ne remplace l'ancien ni dans leur esprit ni dans leur cœur. Sans roi, sans chefs, ils ne se sentent pas aptes à assumer eux-mêmes certaines responsabilités. Rien, il est vrai, ne le leur permettrait aujourd'hui.

La Révolution au Maroc?

La déposition de Sidi Mohamed V eût été l'amorce d'une solution — évidemment extrême — si le gouvernement avait entendu tirer de cet acte toutes ses conséquences logiques. C'était alors consacrer, sur tous les plans, le triomphe des forces victorieuses. En fait, une seule conséquence logique, nous l'avons vu, a été assez bien retenue : celle qui consistait à briser le nationalisme marocain. Mais les autorités savaient quels dangers il y aurait à satisfaire toutes les ambitions des seigneurs marocains ou toutes les exigences de quelques colons français.

Il a donc fallu donner un sens à cette déposition. De révolution de palais, elle deviendrait une révolution politique et sociale... novatrice, d'un putch à la sud-amé-

ricaine, une révolution à la Kemal Ataturk ou à la Neguib. Avec cette différence qu'en l'occurrence, comme me le disait un collaborateur de M. Bidault, « Neguib c'est nous »...

En premier lieu, il faudrait rétablir un nouvel équilibre des forces. « Recoudre », disait le général Guillaume.

Pour ce qui est des forces marocaines, l'administration du protectorat a relativement réussi. Pachas, caïds et... cavaliers berbères ont été invités à rentrer chez eux, à ne plus se livrer à des déplacements inconsidérés et non autorisés. Ils ont obtempéré avec une docilité qui ne peut que laisser rêver au caractère spontané de leur « mouvement d'opposition » des mois d'été. Seul le Glaoui échappe peu ou prou au contrôle, mais n'en a-t-il pas été toujours à peu près ainsi ? Pourtant les anciens pétitionnaires ont été mal récompensés de leur action, et ils le disent : « Avec les Français, on le voit, il faut s'attendre à tout », m'a déclaré un de leurs partisans, chérif de je ne sais trop quelle famille. Rendons en tout cas cette justice à l'administration qu'elle les a endigués et que, en particulier, les nouvelles nominations de pachas ont été judicieuses, celle de Meknès mise à part. Il n'est jusqu'au Chinois dont les ambitions au grand viziriat, au moins en faveur de son fils aîné, n'ont été déçues.

Les autorités du protectorat furent d'ailleurs remarquablement servies par le revirement immédiat des grandes familles pour lesquelles l'État chérifien est moins la personne d'un sultan que l'édifice du Makhzen dont elles sont les serviteurs à peu près héréditaires. Dès que le grand vizir El Mokri, ce vieillard plus que centenaire, eut prononcé le fameux « Sidi Mohamed V n'est plus », invité les pachas, les magistrats et les notables de l'em-

pire à rendre leurs hommages à Sidi Mohamed Ben Moulay Arafa, la continuité des institutions était assurée avec le minimum de changement des personnes. La résidence pouvait dès lors s'appuyer sur cet élément stable, permanent et... souple, pour repousser les ambitions qui, dès les journées de Marrakech, s'étaient manifestées avec une incroyable avidité.

La plupart des Français n'attendaient rien de plus que la déposition elle-même. Cette mesure de salubrité, les ramenant quelque vingt ou trente ans en arrière, devait aussi leur ouvrir une nouvelle période durant laquelle ni leur œuvre, ni leur présence ne serait contestée. S'ils ont des réactions communes d'autodéfense à l'égard du gouvernement ou de la presse de Paris, les Français sont pourtant loin d'avoir sur les problèmes du protectorat les positions monolithiques qu'on leur prête trop souvent et abusivement. Ce n'est qu'une minorité, mais elle existe, réduite au même silence que les Marocains pensants, qui a ressenti honte et inquiétude devant les événements du mois d'août. Quant aux porte-parole des « Français du Maroc », délégués d'associations privées, élus des chambres professionnelles ou des « intérêts divers », ils ne sont sans doute représentatifs que d'une petite minorité, mais d'une minorité extrêmement puissante, celle qui, détenant l'argent, possède également seule le pouvoir de s'exprimer. Eux demandaient des réformes, mais ce qu'ils en attendaient, c'était moins une émancipation politique des Marocains que leur propre accession à la gestion des affaires publiques. Les textes promulgués depuis le mois d'août sont loin de les avoir satisfaits. Effectivement, l'administration du protectorat a tenté là aussi de s'opposer au flot de leurs exigences, mais il se trouve qu'aujourd'hui, face au silence marocain, les caïds à peu près mis au pas, elle ne rencontre

qu'une opposition ouverte et combien intransigeante : celle du colonat.

L'administration se donnera dès lors aisément une bonne conscience pour peu qu'elle résiste à des prétentions françaises. Mais elle ne demande qu'à s'appuyer sur cette opposition s'il s'agit d'élaborer des réformes sociales importantes, de faire renaître, par exemple, le droit syndical...

De tout temps, à défaut d'une politique, l'autorité résidentielle a dû exercer une sorte d'arbitrage entre différentes forces : bourgeois ou nationalistes marocains d'une part, tribus et caïds de l'autre; intérêts marocains et intérêts français. Elle a également excellé à jouer des uns contre les autres. Faute d'une ligne directrice, l'équilibre n'a cessé de se dégrader. Au mois d'août, il s'est trouvé rompu. On ne saurait dire qu'il a été depuis lors rétabli.

Les réformes promulguées permettront-elles d'assurer cet équilibre ? A considérer les déclarations officielles, elles seraient la pièce maîtresse de la « révolution » évoquée plus haut. Elles permettraient, a-t-on dit, d'assainir les institutions marocaines et de lutter contre la concussion. Elles tendraient d'autre part à « démocratiser » le Maroc et à conduire les Marocains à « participer » à la gestion de leurs propres affaires.

La réforme des mœurs...

L'assainissement de l'administration chérifienne mériterait assurément de figurer au premier rang des réformes à promouvoir. La concussion est érigée en système; elle sévit à tous les échelons de l'administration et de la justice (qui sont jusqu'à maintenant les mêmes, sauf en matière religieuse). Les tentatives faites pour

donner aux pachas, gouverneurs des villes, une rémunération fixe, aux caïds, chefs des tribus, un certain pourcentage de l'impôt, n'ont guère réussi à entamer des habitudes trop bien installées : le caïd continue à manger sa tribu ou, comme l'on dit en plus bref, à « croûter »... Les mêmes pachas et caïds étaient taxés périodiquement par le sultan. Sidi Mohamed Ben Arafa, dès son arrivée à Rabat, a décidé (?) de supprimer la *hedya,* ensemble de cadeaux remis au monarque, en particulier lors de la fête du trône, cérémonie non religieuse qui vient d'être elle-même abolie. En admettant que cette réforme porte des effets pratiques, ce que le temps seul démontrera, on peut tout juste en déduire que le sultan sera désormais empêché de « croûter » ses caïds, mais non point ces derniers de « manger » leurs administrés. Et s'il est vrai que, là où le monarque demandait un, les chefs percevaient dix, on peut faire confiance aux caïds même les plus illettrés : ils sauront à l'avenir trouver la différence, et au delà. On modifie plus facilement les institutions qu'on ne transforme les mœurs.

La réforme de la justice qui n'abolit pas seulement le droit de justice retenue du sultan, mais sépare en principe aux divers échelons les pouvoirs d'administration et de justice, pourrait accentuer cette œuvre d'assainissement. Elle sera soumise à de telles limitations qu'elle ne portera que des effets atténués. Pachas et caïds resteront compétents en matière pénale. Les nouveaux magistrats, qui sont encore à recruter et surtout à former, ne connaîtront pas du droit des personnes, d'essence religieuse, réservé aux cadis. Le maintien de certains droits et privilèges coutumiers peut enfin largement neutraliser le principe même de la réforme.

Si l'on manque de magistrats pour mettre en œuvre les nouvelles dispositions relatives à la justice makhzen,

la réforme municipale, la création de nouvelles assemblées nécessitent un recensement du futur corps électoral marocain : le pays est encore largement dépourvu d'état civil, et il faudra déterminer qui, suivant la coutume, est réputé « majeur »[4]. Ce sont donc les mesures préparées de longue date, celles dont on jugeait l'introduction la plus urgente sous le règne de Mohamed V, qui porteront effet le plus tard. Celles qui ont été improvisées à la veille du coup d'Etat et dotent l'empire de nouvelles institutions centrales sont au contraire entrées immédiatement en vigueur. Quoi qu'il en soit, de l'ensemble de ces réformes, de ce que l'on a voulu présenter comme un « plan », deux caractères majeurs peuvent être dégagés. Les pouvoirs de législation, d'administration et de justice, jusqu'alors concentrés et même confondus en la personne du sultan, sont séparés. Un système de gestion bipartite, franco-marocaine, des affaires publiques est d'autre part institué.

La séparation des pouvoirs.

Ces principes se trouvaient déjà contenus dans le mémorandum que, le 13 août dernier, Mohamed V fut mis en demeure de signer. C'est par un dahir de cette date que le sultan a donné à son grand vizir « une délégation générale... pour prendre en conseil restreint toutes mesures individuelles ou réglementaires intéressant l'administration » de l'empire. Postérieurement, un autre dahir a réorganisé le conseil des vizirs et des directeurs, institution remontant à 1947 mais qui n'avait pratiquement

4. Arrêté viziriel du 21 septembre relatif à l'élection des commissaires municipaux : sont électeurs les Français âgés de vingt et un ans et les Marocains « majeurs ».

jamais fonctionné. Réuni sur « la convocation » du grand vizir ou « à la demande » du secrétaire général du protectorat (vice-président), ce conseil « étudie les projets de loi qui lui sont soumis, en arrête la teneur, les approuve » et les transmet au sultan en vue de l'apposition du sceau impérial.

Le texte ne parle pas ici de « délégation de pouvoir », mais il est clair que c'est désormais le conseil des vizirs et des directeurs qui exerce désormais le pouvoir législatif. Le sultan ne peut plus exercer le veto que son prédécesseur, seul législateur, ne se faisait pas faute d'opposer aux initiatives de la résidence. Il peut seulement demander dans le délai d'un mois « une seconde lecture »; si, « à la suite de celle-ci, le conseil maintient le projet dans sa teneur initiale à la majorité des deux tiers », le sultan doit apposer son sceau.

Privé d'autre part de son privilège de justice retenue qui lui permettait de rendre ou non exécutoire les arrêts rendus par le haut tribunal chérifien, le souverain conserve bien certaines prérogatives. Elles demeurent intactes au point de vue religieux. Il continue à exercer le droit de grâce, à nommer les vizirs et les fonctionnaires du makhzen, bien que l'initiative en revienne de fait aux services de la résidence. Il conserve une certaine compétence d'ordre international puisque sa souveraineté, selon les traités, s'étend à la zone de Tanger, et bien que Mohamed Ben Arafa n'y soit pour l'heure reconnu, à la zone espagnole. Il lui reviendrait encore de se prononcer sur les questions relatives au statut de l'empire.

Cogestion ou cosouveraineté?

Tant dans les commissions municipales, les assem-

blées régionales qu'au conseil du gouvernement, Français et Marocains examineront ensemble les affaires de la ville, de la région ou de l'empire. Seules, aux termes des textes actuellement promulgués, certaines commissions municipales seront dotées de pouvoirs délibératifs. C'est à leur sujet que l'opposition de l'ancien sultan était la plus explicite. Il craignait que l'électorat officiellement accordé aux résidents français, leur conférant des droits politiques, ne porte atteinte à la souveraineté chérifienne.

Les autorités résidentielles répondaient par un distinguo : la simple gestion d'intérêts locaux, disaient-elles, est dépourvue de caractère politique. Il semble d'ailleurs que dans les derniers mois de son règne, Sidi Mohamed s'était rendu aux assurances qu'il avait reçues. Aussi bien le dahir sur les municipalités énumère de façon strictement limitative les attributions des commissions et stipule que « sont annulables les délibérations... portant sur un objet étranger à ses attributions ».

Qu'il s'agisse là d'une simple cogestion d'affaires publiques communes aux deux communautés, nul n'y contredirait. En est-il encore de même lorsque l'on considère les nouvelles institutions centrales : conseil restreint, conseil des vizirs et des directeurs ? L'un et l'autre sont composés pour moitié de fonctionnaires français et pour l'autre de fonctionnaires marocains désignés avec l'agrément sinon sur l'initiative des autorités du protectorat.

C'est d'abord la vieille administration directe, déjà dénoncée par Lyautey, qui, d'état de fait, se trouve consacrée en droit. On voit en effet le directeur de l'intérieur, chef du contrôle civil, siéger dans les deux conseils, tandis que le secrétaire général du protectorat de-

vient le vice-président de l'assemblée législative délibérante.

N'est-ce pas surtout un véritable partage de souveraineté qui se trouve consacré en principe, pour que soit en fait plus totalement et durablement étouffée la seule souveraineté de l'empire que la France, par traité, s'est engagée à garantir ?

Si de la cogestion sur le plan des intérêts municipaux et régionaux et des questions budgétaires de l'État on passe à une cosouveraineté sur le plan législatif, que subsiste-t-il de la conception du protectorat dont Lyautey soulignait qu'elle est « *celle d'un pays gardant ses institutions et s'administrant lui-même avec ses organes propres, sous le simple contrôle d'une puissance européenne, laquelle substituée à lui pour la représentation extérieure, prend généralement l'administration de son armée et de ses finances, le dirige dans son développement économique* ». Cette conception n'est plus. Force est de reconnaître que loin d'avoir évolué, elle a subi une déconcertante régression.

On nous accusera sans doute de souligner ici ce que nul Marocain n'a pu dire ouvertement[5], mais n'est-ce pas le lieu d'appliquer aux réformes actuelles ce que, dès 1920, Lyautey disait de l'administration directe :

« *Cette situation, outre qu'elle est formellement contraire à l'esprit du protectorat, offre les plus sérieux dangers. Ce serait absolument une illusion de croire que les Marocains ne se rendent pas compte de la mise à l'écart des affaires publiques dans laquelle ils sont tenus. Ils en souffrent et ils en causent.* »

5. A l'exception de notre ami Si Bekkaï, pacha démissionnaire, dans un exposé fait récemment à Strasbourg devant les « intellectuels sociaux chrétiens ».

*
* *

Que l'opinion marocaine soit aujourd'hui muette ne fait qu'accentuer le danger. Parce que nous avions en face de nous des partenaires incommodes, nous nous sommes privés délibérément d'interlocuteurs. On ne peut jouer sans cesse du paradoxe sans arriver à une impasse. Le paradoxe du mois d'août — ou l'un d'entre eux — c'est d'avoir joué le vieux contre le jeune Maroc. C'est ensuite d'avoir prétendu faire des réformes « démocratiques » en s'appuyant sur ce vieux Maroc tout en l'assurant de garanties contre ce que ces mesures pouvaient contenir d'innovation. Or, ces réformes mêmes reposent sur des principes qui sont, tôt ou tard, appelés à être remis en question.

Comment en sortir ? Il faut avoir conscience des problèmes qui se posent.

Il y a en premier lieu : le problème du sultan. Que le souverain exilé ne puisse être appelé à reprendre place au palais de Rabat, la plupart des Marocains sont prêts à l'admettre. Il est non moins certain que Mohamed Ben Moulay Arafa ne sera jamais profondément reconnu.

Mais ce problème même ne pourrait maintenant recevoir de solution valable sans que soit également et clairement abordé celui de l'État marocain dans le cadre duquel doit être assurée la coexistence de plusieurs communautés, de la musulmane et de la française surtout. On s'est obstinément acharné à poser ce dernier problème en termes de dilemme, ce qui conduisait inévitablement à le rendre insoluble. Que l'on ne puisse désormais l'écarter sera peut-être le seul résultat positif de la crise. Il est hors de propos de le traiter ici, mais il convient de rappeler que depuis longtemps des proposi-

tions ont été présentées — et par des personnalités fort différentes [6]. Les bases d'une discussion existent. Encore faut-il savoir comment et avec qui le « dialogue » pourrait être engagé.

Il ne peut l'être sans que l'on consente au réveil d'une certaine opinion marocaine — ce qui ne signifie pas nécessairement, comme d'aucuns le prétendent, tolérer l'agitation. Il serait opportun d'accepter qu'un ou des regroupements s'opèrent autour de personnages pour lesquels l'avenir de l'empire chérifien dépend d'une loyale coopération entre Français et Marocains. Ce n'est certes pas demander que l'administration du protectorat continue à faire naître, à soutenir ou à diriger des partis politiques qui ne sont guère utilisables qu'à de basses besognes de délation ou de provocation. Il s'agit de réaliser les conditions propices à l'éclosion d'une opinion sereine. Ce serait tout d'abord l'abandon de certaines méthodes administratives et policières qui font un suspect de quiconque n'épouse pas l'orthodoxie officielle, méthodes qui de la terreur vont maintenant jusqu'au (contre) terrorisme. Ce serait surtout la garantie des libertés individuelles et collectives dont l'absence entache douloureusement l'œuvre poursuivie par la France, depuis quarante ans, sur la terre moghrébine.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

6. Parmi les derniers ouvrages parus, M. Emile Roche, dans ses *Perspectives franco-marocaines* (Éditions Atlantides, Casablanca), se prononce en faveur d'un « fédéralisme à trois dimensions », et M. Robert Montagne, dans sa *Révolution au Maroc* (Éditions France-Empire, Paris), pour un « nationalisme ouvert ». J'évoquerai surtout un remarquable essai, malheureusement non imprimé dont on souhaitera que son auteur, le bâtonnier P. Buttin, de Meknès, reprenne les grandes lignes pour *La Vie Intellectuelle*.

DU RESPECT HUMAIN DE LA RELANCE A LA VELLÉITÉ DE L'EXPANSION

On s'habitue à tout. L'inflation monétaire, l'arrêt de la production surprennent au premier abord, mais les Français savent parfaitement s'y installer. L'expérience Pinay a pris de nombreuses formes successives qui ont suscité de véhémentes protestations, puis finit actuellement en queue de poisson et personne ne songe ni à en reposer les principes ni à en tirer des conclusions.

Les données de l'économie sont simples : tout est au point fixe. Alors qu'on s'efforçait l'année dernière d'empêcher les aiguilles du compteur de bouger, on commence à s'inquiéter de leur immobilité. Plus personne ne s'occupe de l'indice des deux cent treize articles, atteint de sclérose. Les bilans hebdomadaires de la Banque de France n'attirent plus les commentaires des journaux financiers. La circulation monétaire, en effet, augmente toujours régulièrement, mais le rythme de vingt pour cent qu'elle suivait allégrement depuis la Libération s'est transformé en septembre 1951 en celui de six pour cent par an, beaucoup plus orthodoxe. Le budget enfin ressemble comme un frère à celui de l'année dernière malgré que l'on ait fait des efforts sérieux pour en rajeunir la présentation. Il ne paraît pas susceptible de modifier beaucoup le traintrain actuel de l'économie.

Pour beaucoup d'augures, l'automne devait apporter

la vérité. On devait enfin savoir si l'on entrait délibérément dans la crise ou si l'on se relevait d'une manière définitive par une brillante reprise, puisque telle est la seule alternative que nous laissent entrevoir des milieux aussi différents que celui des salons mondains ou des économistes distingués de l'O.E.C.E.

Malheureusement la sibylle fut contradictoire. A qui les observait les symptômes de redressement alternaient quotidiennement avec ceux de la dépression. Les trente jours qui séparent le 15 octobre du 15 novembre furent à cet égard particulièrement excitants. A la veille d'un effondrement, les sidérurgistes avaient vu leurs commandes se relever considérablement en octobre, mais la fin de novembre fut terne. La Foire de Paris avait fait croire à une reprise des affaires, elle fut sans lendemain. Inversement, l'industrie automobile paraissait en déclin mais, en décembre, Renault et Citroën comptent battre leur record de production. Les statisticiens eux-mêmes se mettent de la partie. En septembre et octobre l'indice général de la production industrielle s'établit à huit pour cent au-dessous de l'année dernière, dans ses chiffres provisoires, mais la consommation d'électricité est de quatre pour cent au-dessus du niveau de l'année dernière. Ainsi la courbe des espoirs des conjoncturistes prend-elle l'allure d'une « queue de cochon ». Ces contradictions mêmes ont une signification. Pour mauvaise et insatisfaisante qu'elle soit, la production industrielle française semble bien avoir trouvé un équilibre.

Le commerce extérieur, tout du moins celui qui rapporte des devises, participe à cet immobilisme, ce qui pour lui est plus qu'inespéré. La stabilité, ayant commencé avec un décalage entre les prix français et les prix étrangers, s'est maintenue avec ce même handicap. Loin de fléchir, nos exportations vers la zone dollar, la zone sterling et la zone U.E.P. (Union Européenne des Paiements) se développent constamment. Améliorées par des transactions avec les Américains, notamment en rai-

son de la guerre d'Indochine, nos ressouces en devises ne nous inquiètent plus.

Dans cette monotonie un seul fait dynamique : l'accroissement de la production agricole. La récolte de 1953 est dans l'ensemble très satisfaisante et dépasse de près de dix pour cent celle de l'année dernière. Bien que cette dernière année fut à peine à l'étiage des années d'avant-guerre, le gain est important. Certes, en 1949 nous étions sortis théoriquement de la période de pénurie alimentaire. Mais, nous n'échappons pratiquement aux effets de la rareté des produits du sol que cette année. Les conséquences psychologiques de la guerre de Corée, l'épizootie de fièvre aphteuse avaient caché cette convalescence. En outre, les gains de la productivité agricole nous font définitivement sortir de l'ordinaire. N'étant plus, sauf calamités exceptionnelles, à la merci d'un retour en arrière, nous pouvons tabler maintenant sur une production agricole suffisante.

Tout le monde est d'accord sur ces constatations. A l'unanimité des votants, le Conseil économique vient de les ratifier. Mais les avis divergent quant à la suite à donner et la confusion règne dans les esprits. On peut cependant distinguer deux lignes de partage des eaux, ou plutôt des idées, dans ces contradictions : l'une est intellectuelle, l'autre mesure le courage.

La première ligne de démarcation laisse d'un côté ceux qui, au fond d'eux-mêmes, sont satisfaits de la stabilité monétaire et croient trouver dans la persévérance de la politique suivie la voie définitive du redressement; de l'autre côté, se trouvent ceux qui regrettent les suppléments de production industrielle que l'on pourrait avoir car ils espéraient de ce supplément la solution de la plupart des difficultés actuelles.

Suivant les tenants de la première thèse, la fixité des prix n'a eu que d'heureux effets. Certes on doit mettre à son crédit l'expansion de nos exportations qui n'auraient pu se développer dans un climat inflationniste.

Encore n'est-il pas sûr que ce ne soit pas la stagnation même de la consommation intérieure qui pousse à trouver des débouchés hors des frontières : la contradiction serait alors entre le développement de la production et celui du commerce extérieur.

Cependant, l'argument le plus fort de ces attentistes en équilibre est la remise en ordre de l'économie qui se fait petit à petit par les mérites retrouvés de la recherche du prix de revient. Rien ne servirait de démarrer trop vite si les structures de l'économie française ne se trouvaient pas modifiées, disent-ils. Cet argument est de poids, ou plutôt le serait si les prémisses en étaient exactes. Car il est bien vrai que la masse de gêne et de parasitisme de toutes sortes qui encombrent nos échanges annihilent la plupart de nos efforts.

Il reste à voir si la prolongation de la période actuelle entraîne effectivement cette remise en ordre. L'argument du prix de revient est séduisant au premier abord. Mais ce prix peut être diminué de plusieurs manières différentes : en augmentant le rendement du travail et plus généralement la productivité de l'entreprise, en acceptant un bénéfice plus faible pour des quantités plus grandes, fabriquées ou vendues, en diminuant les investissements et les amortissements de matériel. Or, les premières de ces baisses de prix n'ont d'intérêt à l'échelon national (et elles ne peuvent avoir d'intérêt que si elles sont suffisamment nombreuses à cet échelon) que si la production totale augmente. Ou alors il faudrait accepter temporairement un accroissement très important du chômage. Dans le premier cas l'argument se retourne contre la thèse qu'il veut soutenir, puisque les réformes ne peuvent se réaliser que dans l'expansion. Dans le second il faut reconnaître ouvertement les conséquences sociales que l'on prévoit d'une telle remise en ordre.

Reste la diminution des investissements publics et privés. Elle apporte incontestablement une solution

immédiate, mais elle ne fait qu'aggraver le problème pour le lendemain. On peut toujours manger son blé en herbe, mais il faut s'attendre à avoir faim à l'automne.

De telles conclusions sont sévères. C'est pourquoi, à part ceux que leur métier ou leur esprit fait pencher vers la plus grande orthodoxie libérale, on est à peu près d'accord maintenant pour estimer qu'il convient de rattraper le retard de la production industrielle entrainé par deux ans de stagnation. Ce retard est facilement chiffrable par différents procédés. On peut l'estimer à environ dix pour cent du niveau actuel. C'est à peu près ce que l'on aurait obtenu en 1954 si l'on avait poussé depuis deux ans la production au détriment de l'équilibre monétaire. Certes, dans de nombreux secteurs, la capacité de production est très supérieure à ce chiffre, mais il ne s'agit que d'une moyenne. En outre, en cas de reprise, les différentes activités se trouveraient en concurrence sur le marché de la main-d'œuvre et des matières premières. Dès avant la pénurie de matériaux ou de travailleurs elles entreraient dans un domaine où leur coût de revient augmenterait. Pour toutes ces raisons, une augmentation de dix pour cent semble possible et raisonnable.

Le malheur est que rien ne vient l'annoncer. L'analyse minutieuse des carnets de commandes des industries, l'affectation des pronostics par les variations saisonnières, l'impact du budget de l'État, l'évolution des économies étrangères, bref toutes les données de la conjoncture, font hocher la tête aux spécialistes qui, comme sœur Anne, ne voient rien venir. Alors, pour être logiques avec eux-mêmes, les tenants de cette solution doivent reprendre la formule lancée un peu prématurément mais fort justement par un ancien et futur ministre aux Affaires économiques : il faut une relance.

Ce vocable constitue par lui-même un test qui permet de voir si ceux qui désirent une expansion de la produc-

tion sont bien conséquents avec eux-mêmes. Ils se plaignent de l'insuffisance de la demande, ils constatent que les conditions actuelles ne permettent pas d'envisager sous peu une reprise de cette demande, que les connaisseurs appellent effective, mais au moment de la susciter, quelque soit le moyen pour y parvenir, la plupart ont peur et reculent devant les décisions à prendre.

La relance par le crédit ne serait qu'un effet second, car le propre même des périodes de stagnation est de diminuer les appels au crédit des entrepreneurs. Certes, le crédit à la consommation a ranimé le marché de l'automobile, mais son champ d'application est étroit. Le crédit à la construction est également précieux, mais on ne reconstitue pas la main-d'œuvre spécialisée et les moyens de production en un jour; or, malgré le manque d'habitations, le bâtiment est le seul secteur travaillant à sa pleine capacité de production.

Puisqu'il est difficile de prêter des billets neufs de la Banque de France, on pourrait songer à les donner en accroissant le déficit de l'État. Mais l'orthodoxie est à l'heure actuelle en sens contraire; en outre, par la réprobation de ce déficit, les syndicats veulent atteindre la guerre d'Indochine : il ne sied donc pas de l'excuser, encore moins d'en souhaiter l'extension.

Reste une augmentation des salaires. Des deux objections majeures que l'on pouvait faire jusqu'ici à cette mesure, l'une a disparu : celle de rencontrer une insuffisance de produits alimentaires à travers laquelle elle entraînerait automatiquement une augmentation du coût de la vie. L'autre objection demeure valable. Pour beaucoup d'industries, le niveau des salaires constitue le véritable taux de change dans la concurrence internationale, taux qu'elles ne sauraient élever sans danger. L'argument est de poids et prohibe toute augmentation générale et substantielle des salaires. Les syndicats libres réclament une augmentation là où elle pourrait se trouver, et en particulier par l'instauration de conven-

tions collectives de branches. Mais la C.G.T. surenchérit en faisant pression pour une augmentation générale et uniforme.

En réalité, on veut augmenter le pouvoir d'achat sans l'augmenter. Certes, toute opération est dangereuse dans un pays où les bouchers accaparaient hier une partie du bénéfice des augmentations de salaires, où d'autres commerçants risquent d'en faire autant demain. Mais la connaissance du danger ne résout pas le problème.

Dans tout équilibre économique, fût-il précaire et faussement posé comme l'équilibre actuel, il faut savoir de quel côté l'on veut tomber. De même le skieur, s'il ne peut rester en équilibre, préfère, pour ne pas se blesser, s'asseoir dans la neige et ne pas s'abîmer la figure contre ses skis. La psychose du redressement monétaire a fait croire qu'il valait mieux chuter du côté de la stagnation et préserver le niveau des prix. Il n'est pas sûr que cette chute sur le train arrière soit toujours la moins dommageable.

JACQUES DUMONTIER.

A PROPOS DES *VOIX DU SILENCE*

FEUILLETANT quelques livres de ma bibliothèque, je rouvris, ces jours derniers, les *Entretiens sur les sciences*, du P. Lamy, délicieux ouvrage, que je retrouvai glissé entre les quatre petits volumes des *Provinciales*, annotées par Wendrock-Nicole et l'édition de 1737 des *Lettres* de Mme de Sévigné. Ces entretiens sont à trois personnages : Théodose, un docte, Aminte, un sage, et Eugène, un jouvenceau.

Je me plus à imaginer leur causerie autour d'un livre actuel, choisi dans la « librairie » d'un « honnête homme » d'aujourd'hui.

— Nous regardons souvent les œuvres du passé à travers celles de l'époque où nous vivons, dit Théodose, en faisant glisser son doigt le long des vieilles reliures. Elles en excitent mieux l'esprit. C'est à travers Proust que j'aime à relire Saint-Simon. Inversement, Mauriac me fait souvent songer à Chateaubriand, Bosco à Gérard de Nerval, Gide est un Jean-Jacques déboutonné et Claudel notre nouvel Hugo.

Aminte lui demanda :

— Et à qui, Malraux, l'auteur de ces *Voix du Silence* que j'aperçois là, vous fait-il penser ?

— A Pascal, répondit Théodose.

— Pas moins! murmura Eugène.

— Malraux use souvent de ce style « d'eau-forte de Rembrandt », comme il le dit de Pascal, remarqua Théodose. Ce livre des *Voix du Silence* me fiert d'un choc presque aussi rude que les *Pensées*. Mais j'avoue que les deux auteurs ne sont guère des frères siamois.

— Certes, dit Aminte. Mais reconnaissez que le destin de Malraux eût séduit le Pascal de 1653. Romancier, marchand d'art, officier, révolutionnaire, aviateur, secrétaire d'un parti politique et, pour finir, sa plus grande œuvre est un livre de critique sur l'art et la peinture.

— Mais, demanda Eugène, que trouvez-vous d'extraordinaire à ce livre?

— Presque tout, répliqua Théodose. A commencer par cette idée, aussi simple que l'œuf de Christophe Colomb, que la photographie a bouleversé nos rapports avec les œuvres d'art. Niepce a tué Raphaël.

— La découverte n'est peut-être pas très originale, dit Aminte.

— C'est possible, mais comme Descartes du *Cogito*, Malraux en a tiré sept cents pages de conséquences. Que dis-je, sept cents pages? Trois volumes d'essais : *Le Musée imaginaire, La Psychologie de l'Art* et *la Monnaie de l'Absolu* ont précédé le livre définitif. Une étude sur Goya est venue s'y ajouter. Puis un *Musée imaginaire de la sculpture mondiale*. On annonce un *Musée imaginaire de l'art fantastique*. De volumineux cahiers sont consacrés à Léonard, à Vermeer de Delft. Au roman-fleuve se substitue une sorte de critique-fleuve, où les grands artistes occupent la fonction des personnages, où l'histoire de l'art remplace celle du cœur.

— Mais pourquoi, demanda Eugène, cette histoire n'a-t-elle pu naître que du meurtre de Raphaël et comment l'Italien a-t-il été tué par la photographie?

— La photo, dit Théodose, est l'imprimerie des arts plastiques. Elle rend possible un inventaire formidable. On peut braquer l'objectif sur tous les tableaux et toutes les statues du monde, en collectionner les reproductions. Mais on peut aussi photographier les sujets de ces tableaux, quand ils ne sont pas imaginaires. La photo a tué le portrait peint et les paysages exacts. Ou mieux, elle a tué le réalisme pictural en le rendant aussi inutile et désuet que l'édition de livres par copies manuscrites ou la graphie babylonienne sur briquette crue.

— Mais peut-on tirer de là une philosophie de l'art ?

— On le peut. La Renaissance est née de l'imprimerie. L'anti-Renaissance est en train de naître de la photographie.

— Comme aujourd'hui toute philosophie est historique, remarque Aminte, celle de l'art naît d'une histoire de l'art.

— Mais une histoire enfin complète ou qui tend à le devenir, dit Théodose. L'histoire de l'art des Italiens de la Renaissance, qui était l'histoire de la conquête de la perspective, avait un horizon aussi étriqué que leur histoire de l'humanité. Tout commençait avec Moïse et Romulus.

— Et l'abbé Breuil, dit Aminte, vient de nous faire faire un bond de cinquante mille ans en arrière des Sumériens.

— Au temps de Léonard, l'horizon de l'espace où l'on peignait « bien » était aussi court que celui du temps, dit Eugène.

— Ils en restaient à la géographie de Strabon. On a eu plus de mal à découvrir l'art mexicain qu'à explorer l'Amérique.

— Ainsi Malraux, à votre avis, remarqua Eugène,

continue de répondre à sa double vocation d'aventurier et d'agitateur. Il explore et il bouleverse.

— On ne l'a pas attendu, répondit Théodose. Mais il est le premier à tenter de faire si clairement et si largement le bilan d'une immense annexion et d'une incalculable révolution. Il interprète l'histoire de l'art — en quoi il reste fidèle à ses origines marxistes... et chrétiennes.

— Mais, dit Aminte, il ne l'interprète pas en marxiste. L'interprète-t-il en chrétien ?

— Apparemment non! quoiqu'il me semble dépasser Mâle et Focillon dans l'intelligence de l'art des cathédrales. Rarement me fut donnée joie plus complète que celle que j'éprouvai à la lecture de ses analyses de l'art gothique ou des œuvres de Giotto, du Greco, de Georges de la Tour.

Aminte compléta la pensée de Théodose.

— Malraux, dit-il, comprend admirablement la foi de Rembrandt et de Dostoïevsky et non moins celle de Grunewald ou celle que traduit le « dévot Christ » de Perpignan. Disons même la foi tout court... Et j'approuve de tout cœur telle de ses phrases où il affirme que sous l'influence des Jésuites, cette foi s'est dégradée en religion, puis en piété. Rappelez-vous ses pages terribles sur « l'opéra jésuite » où les statues des saints, mises au service d'une propagande, se sont muées en actrices qui gesticulent. C'est de l'exhibitionisme. Mâle a essayé de réhabiliter la sainte Thérèse du Bernin. Il a eu bien tort. Elle soulève le cœur.

Et ce n'est pas Malraux qui diminue la place de Satan. Tenez! cette page eût enchanté Bernanos. Je la cite d'après l'édition originale, où je la trouve meilleure :

La métamorphose du Musée ne met pas seulement en

question la peinture, mais l'homme. Toutes ces idoles peintes, et le tympan polynésien d'Autun et même le portail de Chartres, ce qu'ils attaquent d'abord, c'est l'optimisme occidental... Sans doute un nouvel espoir du monde recouvrit-il bientôt ces premières voix tragiques (de Hals et de Rembrandt). Mais celui dont Victor Hugo et Whitman, Renan et Berthelot avaient chargé progrès, science, raison, démocratie, celui qui remplaçait la soumission de l'homme à l'ordre du monde, avait vite perdu son accent impérieux. Non que la science soit réellement mise en question (ce qui l'est, c'est l'aptitude qu'on lui prête à résoudre les problèmes métaphysiques). Mais l'Europe avait vu surgir ces grands espoirs sans contrepartie; nous savons maintenant que nos paix sont aussi vulnérables que les précédentes, que la démocratie porte en elle le capitalisme et les polices totalitaires, que science et progrès impliquent les bombes atomiques, et que la raison ne rend pas compte de l'homme...

Lisez toute la suite. Et ceci :

Le diable rôde sous les arts de l'immobilité... Et Satan ne peint guère qu'à deux dimensions... Un dialogue souterrain s'établit entre le Portail Royal de Chartres et les grands fétiches, aussi différent que le son d'une accusation qui se voulut rédemptrice puisse l'être de celui d'une accusation désespérée... Notre siècle, en face du XIXe, semble une Renaissance de la Fatalité. L'Europe des villes-spectres n'est pas plus ravagée que l'idée qu'elle s'était faite de l'homme. Quel état du XIXe siècle eût osé organiser la torture?

Accroupis comme des Parques dans leur musée en flammes, les fétiches prophétiques regardent les villes d'un Occident devenu fraternel mêler leurs dernières fumées minces à celles des fours crématoires...

Et regardez les deux illustrations du texte, poursuivit Aminte, ce fétiche des Nouvelles-Hébrides, ce masque de la Côte-d'Ivoire.

— Je commence à comprendre ce mélange de magie noire, de « canulard » et de sadisme qui compose le génie de Picasso, murmura Eugène.

— Nous sommes loin de Raphaël, dit Théodose. La peinture moderne a doublé les ravages de la guerre. L'homme de Voltaire et d'Anatole France a été « atomisé » à Hiroshima!

— Et avec lui choient des salles entières du Musée du Louvre. Malraux fait l'inventaire des arts morts : l'art hellénistique, l'art romain, l'art italien du XVIe siècle, l'art officiel français du XIXe. Mais il fait aussi et sans cesse l'inventaire des arts ressuscités et il poursuit avec eux un dialogue infini. Sous l'aspect d'une histoire de l'art, son livre est une longue épopée de l'homme, une confession, une méditation sur la vie et la mort. Je connais peu de livres plus religieux, plus hantés par le visage de Dieu ou du Destin.

— Théodose avait donc raison, dit Eugène, de faire allusion à Pascal.

— Les formules pascaliennes ne se comptent pas dans son livre, répondit Théodose. Je m'épuiserais à les citer. Reportez-vous à son beau final et relisez ensuite les « deux infinis ». Malraux est « l'homme sans Dieu », tel que l'a décrit Pascal. Il est hanté par le mystère. Il a sans cesse sur les lèvres Nietzsche et Dostoïevsky.

— Rien de plus saisissant, dit Aminte, que cette profondeur de culture, qui donne tant d'éloquence à cette question sur le destin, poursuivie devant tant d'œuvres confrontées! Là où cessent les allusions aux toiles, aux statues, aux masques, et parfois au chant, on retrouve Balzac ou les tragédies grecques, la Bible et l'*Annonce*

faite à Marie, Mallarmé et Racine, Montaigne et Baudelaire.

— Mais ces allusions littéraires ne sont-elles pas un obstacle à la lecture?

— Bienheureux obstacle! Comme j'ai haine des livres faciles, dit Théodose. Nous en crevons! Ce livre est à lire et à relire, dans tous ses états successifs. Peut-être faut-il commencer par s'imprégner lentement des images de la grande édition. J'aime ces belles œuvres, qu'on palpe, qu'on hume, qu'on peut contempler lentement, à loisir. L'esprit creuse des tranchées dans leur masse. On les explore comme les *Essais* de Montaigne ou les *Mémoires d'Outre-Tombe.*

— Mais le style de Malraux est trop concentré.

— Que non! répliqua Théodose. Le pléonasme est un signe de barbarie. Cette langue elliptique, ardente et crispée est bien celle qui convient « au temps des assassins ».

— Je n'ai pas lu les critiques, qui ont discuté de ces *Voix du Silence,* dit Aminte. Mais l'avide accueil d'un immense public prouve que la France n'a pas dégénéré. Dans son cœur, elle a salué le génie, comme hier elle avait reconnu la voix du Cid dans celle du Rodrigue de Claudel et aujourd'hui la voix de Jeanne d'Arc dans le chante de l'*Alouette.* Elle est depuis cent ans la reine de la peinture mondiale et elle ne le savait pas. Puisse cette prise de conscience ne pas annoncer un déclin!

— En chrétien, dit Théodose, je voudrais qu'en fin s'amplifie le mouvement de l'Église, qui la pousse elle aussi à s'affranchir des arts « d'assouvissement », pour retrouver sa grande tradition créatrice. Ayant médité les *Voix du Silence,* j'ai fait naguère un pèlerinage aux sources de l'art roman. Que de richesses recèlent encore nos églises de campagne. Ah! je vois naître un nouveau

Moyen-Age et splendide! Je voudrais que la Somme de Malraux joue le rôle de ces inventaires énormes, compilés par Albert le Grand. Cézanne serait notre nouvel Aristote! Et après l'an deux mille, fleuriraient partout de blanches cathédrales aussi inimaginables que l'étaient celles du XIIIe siècle à des cavaliers bulgares.

Eugène s'était levé et parcourait des yeux les nouveaux rayons de la bibliothèque d'Aminte.

— A propos, dit-il, que pensez-vous, Théodose, de ce *Pascal puni* de Maurras que je vois entre le *Vieil homme et la Mer* de Hemingway et l'*Enfant et la Rivière* de Bosco ?

— J'en pense la même chose qu'Étienne Borne, dans son bel article de *La Vie Intellectuelle,* répondit Théodose. Mais cette discussion est pour une autre fois. Maurras et Malraux, beau sujet pour un nouveau Plutarque! Allons bavarder d'Amyot sur les quais de l'île Saint-Louis! Leurs grands arbres lui sont si naturellement accordés...

Je m'aperçus alors que Théodose, Aminte et Eugène avaient disparu dans la fumée de ma cigarette. Il ne me restait comme souvenir de leur passage que le *Musée imaginaire* ouvert à la page 76, où se trouve ce détail du portrait de Duret par Manet, représentant une carafe avec un citron, sur un coussin violet, que j'avais d'abord pris pour une toile de Velasquez.

JEAN STEINMANN.

Les Signes du temps

Étapes de l'élection présidentielle

« *Tu enfanteras dans la douleur* » : Il plane sur ce congrès de Versailles quelque chose de la malédiction biblique, et cette laborieuse élection dans la douleur est véritablement scandaleuse. Mais il n'est pas facile de situer exactement le scandale. L'un des deux candidats les plus obstinés, M. Naegelen, aurait déclaré : « Il faut que la hache passe entre la gauche et la droite. » Beaucoup s'indignent que cette élection soit ainsi politisée. Mais il est normal que dans une démocratie une bataille politique et publique s'engage pour la conquête de la plus haute magistrature de l'État. Au temps de la IIIe République, la guerre était feutrée et les coups plus sourds. Quelques apparences étaient sauvegardées. Mais lorsqu'un congrès préféra Doumergue à Painlevé et un autre Doumer à Briand, ces élections avaient une portée politique, encore qu'amortie et camouflée. Elles signifiaient la mise en tutelle de la République par les vieux radicaux de l'ancien sénat dont la sagesse précautionneuse redoutait assez le vent du large. Déjà en ce temps une certaine droite et une certaine gauche se disputaient l'Élysée.

Le scandale n'est pas non plus dans l'invraisemblable durée de l'élection qui en est, au moment où j'écris, au dixième tour de scrutin [1]. Le monotone retour des scrutins impuissants et des nuits aussi stériles que les jours,

1. Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que, au treizième tour de scrutin, un certain M. Coty a été élu président de la République. Puisse le chiffre 13, à défaut d'autre raison, en faire un grand Président !

suscite de faciles ironies. Un congressiste républicain populaire disait en manière de consolation : que « la longue durée des conclaves n'avait guère nui à l'Église », et il avait l'humour assez juste.

Le scandale est plutôt dans le déplorable état de la politique française dont le spectacle donné à Versailles n'est que l'effet et le reflet. Depuis le début de la présente législature, la France a de la peine à avoir une volonté nationale. Ses gouvernements sont faibles et précaires et aucun n'a jamais eu vraiment la confiance du pays et du Parlement. L'équilibre est toujours venu d'une sorte de neutralisation réciproque des méfiances et des réticences de sens contraire. Le président du Conseil a toujours été à la merci du moindre incident. Avec une naïveté spontanée ou feinte, M. Laniel s'étonnait de ne pas retrouver à Versailles sa fidèle majorité du Palais-Bourbon. C'est que le Parlement peut toujours retirer sa confiance, à peine l'a-t-il accordée. Mais au château de Versailles, l'engagement est plus sérieux. Il s'agit cette fois de donner pour sept ans à l'État une figure déterminée, choisir pour un si long temps un chef qui ait aussi la dignité d'un symbole, et il semble brusquement à nos parlementaires qu'ils ont à décider de leur destin éternel. Ils éprouvent le vertige bien connu des abouliques à l'heure du choix. Je crains que la France ait tort de se plaindre de ses représentants et qu'aboulique elle-même elle ne soit que trop bien représentée.

En réalité, c'est une crise politique d'une gravité exceptionnelle qui vient de s'ouvrir à Versailles, la crise même de la législature, et elle ne sera pas résolue avec l'élection difficultueuse d'un Président à Pâques ou à la Trinité. Il a suffi que la pensée de l'avenir et de la durée s'imposât de force à notre personnel politique pour faire éclater aussitôt la confusion et le désarroi des esprits. Pourtant un moyen s'offrait d'éluder encore une fois l'heure du choix. Très discrètement le parti radical l'of-

frait au Congrès : l'élection était parfaitement machinée; on avait organisé un blocage savant du scrutin en poussant en avant le courtois et complaisant M. Yvon Delbos et en calculant que le Congrès, mis en présence de trois candidats aux forces sensiblement égales, un modéré, un socialiste, un radical, serait dans l'obligation de se replier docilement sur un arbitrage préparé à l'avance et d'élire M. Queuille. La première phase de l'opération réussit parfaitement; elle consistait à mettre hors jeu le Mouvement Républicain Populaire en la personne de M. Georges Bidault qu'avec la complicité de tous et même celle de la majorité de l'ancien R.P.F. on réduisit ou presque aux seules voix de ses amis politiques. Car, malgré tant de gages donnés et des excès de gentillesse, le M.R.P. est encore mal assimilé et peut-être inassimilable au vieux système maintenant ressuscité. L'élection de M. Queuille aurait donc été parfaitement insignifiante. Les choses sérieuses étaient renvoyées, comme il se doit, au lendemain. Il était difficile d'imaginer une action publique ressemblant davantage à une inaction.

Les deux candidatures de M. Naegelen et de M. Laniel ont eu un succès qui a déjoué la trop habile manœuvre. M. Naegelen est socialiste, mais en même temps assez nationaliste, et sa pente ne le porte pas vers l'Europe; il a ses origines dans cette partie de l'Université où se maintient le mieux la ferveur laïque; et s'il lui est arrivé de s'accorder assez bien comme gouverneur général de l'Algérie avec la politique des notables, c'est à une époque où *Figaro* n'avait pas encore découvert la portée politique et spirituelle des problèmes nord-africains et l'épisode a seulement démontré, au bénéfice de M. Naegelen, qu'on peut à la fois être homme de gauche et homme d'État. M. Laniel représente de son côté la droite la plus classique, celle dont la montée dans le pays a été constante depuis qu'a été liquidée la situation révolutionnaire de la libération. Cette droite s'est accordée avec le radicalisme dans l'ordre social et économique.

Un président d'origine socialiste respectant les règles du jeu démocratique a appelé par deux fois l'un de ses leaders à la présidence du Conseil, et la dernière fois c'était M. Laniel, lui-même actuellement président du Conseil. La conquête de l'Élysée est dans la nécessaire logique de cette ascension. Et M. Laniel est largement en tête, jour après jour et nuit après nuit, de tous les candidats, aussi bien son partenaire habituel M. Naegelen que ceux qui lui sont suscités par l'intrigue radicale ou pararadicale, de M. Médecin à M. Montel. Mais les radicaux ne veulent pas s'avouer vaincus et prolongent indéfiniement la comédie sans dénouement de Versailles. On voit le parti de M. Martinaut-Déplat apporter une moitié de ses voix à M. Naegelen qui a, parce que antieuropéen, l'appui des communistes et ressusciter chez Louis XIV un fantôme de Front Populaire. En face, M. Laniel, qui passe pour avoir peu d'idées et ne se décider qu'à la dernière extrémité, n'en est que plus obstiné quand il a une idée et a pris une décision. Et le match qui oppose le grand patron conservateur au professeur socialiste, le catholique au laïque a la valeur d'une sorte de retour éternel.

Quelques hommes dans la Résistance et à la Libération avaient eu l'espérance de créer un mouvement nouveau afin d'empêcher la division du pays en ce point où « la cassure serait mortelle ». Mais MM. Laniel et Naegelen sont d'accord pour faire passer la hache entre la gauche et la droite. On mesure la retombée de l'espérance. Pour l'instant, la précaire majorité gouvernementale paraît bien compromise, et la France, ligotée dans ses vieilles querelles, est de plus en plus gagnée par la paralysie sans qu'on voie bien d'où peut venir le sursaut créateur et libérateur qu'il faut quand même espérer : car on croit, malgré les journées versaillaises aux chances de la France.

ÉTIENNE BORNE.

Stratégie et tactique de la coexistence

Les réflexions que voici font à dessein abstraction du contexte affectif dans lequel se posent les différentes questions à l'ordre du jour : conférence à quatre, C.E.D.[1], Europe, etc. Depuis des années, l'affectivité nourrit, tel un bon fumier, les fleurs plus ou moins belles d'une rhétorique assez vaine, somme toute. Refuser les options affectives paraît suspect. Tant pis.

On peut concevoir la vie de différentes manières, mais il sera difficile de nier son caractère de lutte constante. Ce n'est pas là une option, mais un fait d'expérience. Il domine la pensée soviétique dont le vrai père dans ce domaine reste Clausewitz à travers Lénine. C'est en termes militaires de lutte, de bataille, de victoire, de rupture de front, etc., que les Soviétiques conçoivent et organisent leur vie économique sociale et culturelle. Il en est de même de leur politique extérieure.

Il y a dans cette façon de faire un réalisme certain et qui, en politique extérieure, a indéniablement payé. (Comparez l'U.R.S.S. de 1938 et celle d'aujourd'hui.) Cette stratégie est dominée par l'idée de l'espace en tant que catégorie fondamentale dans laquelle se déroule la lutte. La fin, c'est la conquête et la domination de l'espace. (Stratégie mondiale.) Le théâtre des opérations est une conception périmée et qui date d'avant 1789 où la guerre de manœuvres se déroulait dans un espace artificiel choisi de manière à simplifier le jeu, grâce à des règles respectées de part et d'autre.

Lénine, en reprenant la catégorie spatiale de Clausewitz a abouti à l'unité dialectique de l'offensive et de la défensive, c'est-à-dire à cette réalité totale de la lutte

1. Communauté européenne de défense.

où l'attaque et la défense se confondent, puisqu'une attaque apparente peut n'être qu'une défense à un moment donné et inversement.

Les mouvements de la lutte supposent d'ailleurs une véritable *communication* entre les adversaires. Fr. Heer, dans son *Histoire spirituelle de l'Europe* (Kohlhammer, Stuttgart, 1953, p. 641), rappelle à ce propos les travaux de Buytendijk sur la psychologie animale et l'analyse d'un film au ralenti qui représente le combat entre une mangouste et un serpent. Entre les deux animaux, il existe cette communication qui établit l'unité de leur lutte.

On sait d'autre part à quel point Lénine était soucieux de cette communication avec l'adversaire dans la lutte révolutionnaire et comment il cherchait un contact vrai par un signe certain avant de donner, par exemple en octobre 1917, l'ordre de l'insurrection armée. (Ce fut un mot dit par une ouvrière au sujet du pain blanc que le gouvernement Kerenski servait au peuple qui déclencha l'ordre de l'insurrection. Le *pain blanc* fut avec raison considéré comme un signe de faiblesse de l'adversaire qui, en pleine famine, voulut de la sorte *acheter* le peuple.)

Le rideau de fer est une ligne de rupture du contact. Celui-ci est partiellement rétabli par l'espace idéologique où vivent les partis communistes. Comme ces derniers ont beaucoup de mal à rester en contact avec le milieu où ils se trouvent, il faut périodiquement créer des organisations assurant une communication par un *processus d'observation*. C'est là la fonction du « Mouvement de la Paix », par exemple. Comme c'est insuffisant, il y a des épreuves de force de caractère limité dans le genre du blocus de Berlin, la guerre de Corée et, dans un certain sens, la guerre d'Indochine. (La tentative faite en Autriche et remarquablement surmontée dans les quarante-huit heures par les Autrichiens mériterait une longue analyse.)

L'idée du *processus d'observation* est déjà dans Clausewitz. Elle est appelée à jouer un rôle de plus en plus grand dans la mesure même où les Soviétiques sont dans l'ignorance des vraies forces et des desseins cachés du joueur d'en face.

La conférence à quatre peut tirer son importance du fait qu'elle remplacera, le cas échéant, un processus d'observation de nature guerrière. C'est pourquoi les Soviétiques ne veulent pas d'un ordre du jour fixé à l'avance. En revanche, les Occidentaux y tiennent parce qu'ils se sentent perdus en face de la stratégie soviétique. Comme le montre la guerre froide, les Occidentaux ne sont pas plus intelligents que les généraux de la guerre de 1914 qui s'accrochaient aux lignes rigides, aux tranchées, car ils étaient incapables de penser en termes d'espace, c'est-à-dire de mouvement. (La réplique en Corée fut l'œuvre de Truman contre l'avis formel du Pentagone.)

Notre vocabulaire occidental en matière politique apparaît aux Soviétiques comme un mensonge systématique destiné à camoufler les desseins les plus secrets et les plus noirs. Quand ils lisent, par exemple, dans *Le Monde* un article où est développé le leitmotiv *tension et détente*. Ils ne peuvent pas s'imaginer que l'auteur de l'article conçoit la *détente* comme une embrassade après une querelle où il y a eu des gifles. Nous employons des termes affectifs qui relèvent de la psychologie amoureuse. Mais pour les Soviétiques, c'est proprement inconcevable, et ils sont choqués de voir qu'on les prend pour des enfants.

Les Américains, et aussi parfois les Occidentaux, s'expriment en termes de psychologie religieuse en demandant la « conversion » de l'U.R.S.S. ou des actes qui attestent un changement, un repentir, etc.

Pour les Soviétiques, ce langage, s'il est moins incompréhensible n'est pas moins irritant, car y répondre signifierait leur soumission pure et simple. Il y a d'ailleurs lieu de dire qu'il est inadmissible d'employer en matière

politique ce langage religieux. La conversion de la Russie, comme de toute l'humanité, demeure certainement le problème central de notre temps. Mais notre arme est spirituelle et s'appelle la prière.

On ne peut pas demander à l'U.R.S.S. de se convertir à la politique de son adversaire. C'est proprement un non-sens.

A ce sujet, notons qu'il y a du nouveau du côté américain. La proposition du pool atomique a permis une prise de contact sérieuse. Là, pour une fois, Moscou s'est trouvé en face d'un adversaire qui a joué un coup sérieux. Le non immédiat a été un signe de faiblesse que Molotov a essayé de racheter depuis. La réponse soviétique sera pleine d'intérêt. Il se pourrait que, grâce au groupe des psychologues de la Maison Blanche, la guerre froide de position se transforme dans une guerre de mouvement où les deux joueurs pourront chercher, sur le plan politique, cet équilibre qui seul assure les bases d'une coexistence. Entendons-nous, l'équilibre, c'est encore une recherche constante dans l'ordre d'une communication et non pas l'idée de paix selon la mentalité des midinettes : on s'embrasse et on sera amis pour toujours, n'est-ce pas chéri ?

Non, cette paix dont semblent rêver nos journalistes n'existe que dans les cimetières. La paix politique suppose un effort, une lutte constante, et, dans la mesure où la communication (échanges de tous ordres) et un commun langage sont trouvés, on peut concevoir que la guerre est remplacée par une compétition d'un autre ordre. Ce fut là d'ailleurs une des idées directrices de Clausewitz en définissant le primat du fait politique.

Pour finir, indiquons qu'il serait vain de tirer des conclusions en se basant sur les événements intérieurs russes. Le régime mène un combat sur le front intérieur qui témoigne pour le moment de sa force absolue. Ses adversaires, les paysans notamment, ne s'y trompent pas. Au lieu d'interpréter la nouvelle ligne Malenkov-Khrouch-

tchiov comme une retraite effective, ils n'y voient qu'une retraite stratégique, un mouvement qui, sous son apparence défensive, est une attaque puisque son but est, entre autres, un stakhanovisme à la campagne. Khrouchtchiov a avoué le 2 décembre que les paysans ne suivent pas la nouvelle politique. Leur défensive est une attaque certaine sur le front du pain quotidien.

Une faiblesse soviétique paraît être la fin de la direction collégiale qui a été remplacée par le duumvirat Malenkov-Khrouchtchiov. Etant données ses structures, le régime peut-il en rester là et n'a-t-il pas besoin d'avoir un seul chef tout-puissant? Contrairement à ce que pense M. Bidault, ce n'est qu'en apparence qu'il est aujourd'hui plus facile d'établir le contact avec Moscou. Staline, en tant que seul joueur, était un partenaire plus facile, malgré ses accès paranoïaques qui avaient surtout sur le front intérieur des conséquences graves — les purges [1]. Sa politique étrangère mérite une étude attentive. La négociation du pacte germano-soviétique reste un petit chef-d'œuvre qu'il ne faut pas vouloir juger du point de vue moral, mais uniquement d'après le critérium de la stratégie léniniste [2].

C'est en s'inspirant de cette stratégie soviétique, en créant également un espace idéologique, que l'Occident peut entrer en communication avec l'U.R.S.S. et réussir à établir soit une coexistence devenant un jour aussi effective que celle qui existe entre la France et l'Italie, par exemple, soit une compétition politique, type guerre froide, mais sans perdre le contact, c'est-à-dire, sans obliger involontairement Moscou à des « guerres d'observation ».

JEAN ROUNAULT.

1. Cf. Caligula à Moscou, Paris, 1953.

2. Voir à ce sujet les renseignements pleins d'intérêt de Peter Kleist dans *Entre Hitler et Staline*, Paris, 1953, Plon, édit.

La France, le Vietnam et la paix

Lorsqu'il songea adresser un questionnaire au chef du Vietminh, notre confrère suédois Svante Löfgren, partait d'une idée bien simple. Il venait d'assister au laborieux débat du Palais-Bourbon où, à l'exception des communistes, chacun se posait cette question : « Si nous désirons une négociation en Indochine, Ho-Chi-Minh, lui, la veut-il ? » — Qu'à cela ne tienne, se dit Löfgren, il doit être possible de le lui demander.

Ho-Chi-Minh a répondu. C'est là le fait important. Pour l'heure, c'est le seul. Il importe de le dégager d'un contexte où les formules de propagande se mêlent aux ambiguïtés. Il importe de le dégager du moment où il est intervenu, des débats sur la C.E.D. ou de la conférence des Bermudes. Bornons-nous à retenir la position minimum que comporte sa réponse : Ho-Chi-Minh consentirait à discuter... pour peu que nous le souhaitions nous-mêmes.

Le veut-on ? L'intervention de M. Laniel valait *appel;* il le rappelait le 12 novembre au Luxembourg en se hâtant d'ailleurs de conclure, comme s'il souhaitait d'en arriver là, qu'aucune réponse n'était venue. Bien sûr, la réponse faite sur ces entrefaites à un journaliste étranger, ne constitue pas une réponse officielle, ni *a fortiori* une proposition. Elle a cependant provoqué un retentissement suffisant pour que le conseil des ministres ait été conduit à redéfinir sa position, un peu en deçà d'ailleurs, de celle exprimée par le président.

Tant que chacune des parties se déclare prête à attendre les propositions de l'autre, il y a sans doute peu de chance que s'ouvrent des pourparlers. Certes, cette chance ne sera pas saisie sans délai. Mais l'exemple de la Corée, si mauvais qu'il soit, doit inciter à la patience et à la persévérance. Le problème est posé. Si éloignées que paraissent les positions en présence, deux coups de sonde ont été lancés. Il serait scandaleux de ne pas poursuivre, malgré les obstacles qui sont, il est vrai, nombreux.

Le premier, *du côté français,* réside dans cette opinion,

mille fois exprimée, que pour négocier il faut être fort et donc redresser la situation militaire. On l'a dit lorsque cette situation était dangereusement compromise. On déclare aujourd'hui que la tactique des généraux Navarre et Cogny est en voie d'assurer ce redressement. Alors on demande encore six mois, un an, dix-huit mois, deux ans...

Nous ne saurions, certes, prétendre que les opérations qui vont de l'hirondelle au castor sont inutiles. Elles ont peut-être désorganisé les plans de l'adversaire mais, comme l'a reconnu M. Jacquet, sans entamer son corps de bataille. Ont-elles empêché le Vietminh de lancer la fameuse offensive d'automne que seul notre état-major annonçait depuis juillet ? Oui s'il devait y avoir offensive, mais c'est loin d'être certain pour deux raisons :

a) L'infiltration du Vietminh dans le delta tonkinois est telle qu'il n'a plus besoin d'entreprendre une véritable campagne militaire pour s'assurer son contingent de riz. D'officieux le chiffre de 60.000 viets infiltrés est devenu officiel et se glisse jusque dans les commentaires des porte-parole. Il s'agit d'hommes en état de combattre pour lesquels le problème de la subsistance est pratiquement réglé. On assure que l'adversaire est allé jusqu'à favoriser l'engagement d'une bonne proportion de ses hommes dans l'armée nationale. Après avoir gagné en surface et en nombre, le pourrissement s'accentue ainsi en profondeur. En ne contestant pas l'avantage de l'initiative aux Français, en se dérobant à la bataille, en bornant ses coups de main sur les postes défendus par les bataillons vetnamiens, Vo-Nguyen-Giap peut, économiquement pour son camp, laisser s'user le corps expéditionnaire. Entre le moment où ces lignes sont écrites (13 décembre et celui où elles paraîtront, la situation militaire peut, il est vrai, évoluer considérablement en pays thaï. L'évacuation de Laï-Chau vient de livrer ce pays aux Vietminh... ainsi qu'une importante récolte d'opium. Le maquis thaï, que l'opération « Castor » devait, en principe, gonfler et tendre à encadrer est désormais annihilé : il ne peut être commandé de Dien-Bien-Phu. Cette place même, hâtivement montée, ne peut être sérieusement défendue si le Vietminh décide d'attaquer. Il a le choix entre : 1° attaquer, et nos hommes ne peuvent se retirer qu'en direction du Laos vers Muong-Khua; une évacuation aérienne paraît exclue à moins

de sacrifier une importante proportion de la garnison; 2° se borner à harceler les positions et reconnaissances franco-vietnamiennes pour isoler les deux tiers de nos réserves mobiles à Dien-Bien-Phu. De toute façon, sans aucune pression de sa part, nous avons livré le pays thaï au Vietminh et lui avons laissé une entière liberté de manœuvre pour accentuer son infiltration dans le delta et y multiplier ses harcèlements de postes...

b) Il n'est pas impossible que Ho-Chi-Minh depuis plusieurs mois convaincu que l'on va vers une négociation ait renoncé à lancer une campagne militaire, réservant ses forces, attitude prudente quelle que soit la conjoncture, et sans danger dans l'impossibilité où se trouvent les franco-vietnamiens d'obtenir un résultat positif.

Le second obstacle, c'est Bao-Daï et son régime. La violence des réactions qui ont accueilli « l'offre » du président Ho est symptomatique. Elle s'est aussitôt dirigée contre la France suspectée de vouloir abandonner le « Vietnam ». Soyons sérieux d'ailleurs. Ecartons de nos commentaires tout sentimentalisme chauvin. Pareille attitude de la part des Vietnamiens nationaux est amplement justifiée. Nous avons « fait » l'Etat vietnamien; nous avons placé à sa tête l'ex-empereur; nous avons conclu en 1949 des accords d'association; nous lui avons conféré l'indépendance. Mais, jusqu'à cette année, nous n'avons rien fait pour que cette indépendance soit réelle ou paraisse telle. Tandis que nous avions « tenté l'expérience » pour que Bao-Daï rallie à lui les « nationalistes égarés » dans le camp adverse, nous n'avons cessé de dire à nos partenaires : « ne nous créez pas de complications politiques, nous faisons la guerre; cela seul importe ». Il faut se rendre à cette évidence que certains « ralliements » ne se sont opérés, que certaines familles politico-religieuses n'ont consenti à sortir de leur attente, que lorsque le régime s'est engagé dans la voie de la surenchère nationaliste. Ce régime n'a pas pour autant trouvé une assise solide. Féodaux des sectes, néo-révolutionnaires du Nord n'ont pu trouver un dénominateur commun. Mais leur seule chance de survie collective, c'est le corps expéditionnaire.

M. Nguyen-Van-Tam, dans une manœuvre qui risque de faire illusion, a pris à l'égard d'éventuelles négociations une

position qui lui ménage des sympathies françaises. Persuadé comme M. Laniel qu'en dépit des affirmations officieuses il n'est pas possible de négocier avec Ho-Chi-Minh, comptant par surcroît sur le frein américain, il s'empresse de suggérer des conditions telles qu'elles seraient repoussées en tout état de cause par l'adversaire. Moyennant quoi, raisonnant en quelque sorte par l'absurde, il comptait se maintenir au pouvoir. Son calcul, d'ailleurs, s'est révélé vain.

Troisième obstacle : l'inconnue chinoise. Qu'Ho-Chi-Minh et ses compagnons, forts d'incontestables atouts, soient disposés à négocier, on l'admet. Mais le peuvent-ils, sont-ils libres de le faire ?

Le chef du Vietminh a bien souligné que la conclusion d'un armistice serait une affaire entre le Vietnam et la France seuls. Mais la Chine pourrait fort bien paralyser des pourparlers auxquels elle demeurerait étrangère. Le Vietminh est tributaire d'une aide chinoise militaire et technique qui, dit-on, n'a cessé de s'intensifier. Si la Chine n'a pas un intérêt majeur à voir se constituer un Etat vietnamien fort — même communiste — elle gagnerait toutefois à le vassaliser dans la paix plutôt que dans la guerre. En revanche si un Vietnam — même communiste — doit souhaiter s'affranchir de la tutelle chinoise, il ne peut y parvenir dans la guerre.

Sans s'arrêter à des arguments contradictoires, la France doit sans doute chercher à obtenir une relative neutralité de la Chine. Elle ne saurait y parvenir en déclarant vouloir poursuivre la guerre jusqu'à l'anéantissement du Vietminh. Il est aussi illusoire de penser, comme M. Paul Reynaud, que l'on peut hâter la fin du conflit en s'adressant à la Chine seule.

Quatrième obstacle (last but not the least) : la position américaine. C'est pour nous le plus sérieux. Washington n'a pas été sans s'émouvoir du chemin fait dans l'opinion française par l'idée de négociation. Les États-Unis ont pourtant affecté de considérer les déclarations de M. Laniel comme un chantage à l'accroissement de l'aide américaine. Il est de plus vraisemblable qu'ils se sont assurés, moyennant l'octroi de 380 millions de dollars, en septembre dernier, qu'aucune négociation ne serait ouverte en Indochine sans leur agrément ou leurs « bons offices ». C'est pourquoi M. Bidault

estime qu'on ne peut traiter au Vietnam sans opérer un « renversement d'alliance ».

Pour être sérieux, ces obstacles ne sont pas insurmontables, surtout si l'on réintègre le problème dans la conjoncture née de la double « offensive de paix » qui vient d'être lancée à Moscou et à New-York. Passons sur le premier qui n'est guère qu'une erreur de perspective. A l'égard des Américains, disons de nouveau qu'il faudrait enfin adopter une position nette, et déclarer fermement que la France est décidée à cesser le combat en Indochine. Deux voies seraient alors ouvertes : ou la relève par les Etats-Unis, ou s'ils s'y refusent, la négociation. L'éventualité d'une relève américaine est d'ailleurs l'atout maître dont nous puissions user vis-à-vis du Vietminh comme de la Chine.

Les accords souscrits par la France à l'égard des Etats associés, plus encore la responsabilité d'avoir jeté dans la guerre toute une partie du Vietnam nous engagent plus sérieusement. Mais si nous pouvons à bon droit déclarer que le Vietnam national doit participer à d'éventuelles négociations, encore importe-t-il de savoir de quel Vietnam nous parlons.

Le régime Bao-Daï est une construction de 1949; il est apparu comme une construction française, d'où sa faiblesse. Il était adapté à la guerre décidée en 1946-1947.

Le régime d'aujourd'hui, — il faudrait presque dire d'hier —, est un régime national qui se cherche dans l'état de guerre auquel il ne peut plus échapper. Il revendique son indépendance et se veut armé.

Le régime, associé non plus dans la poursuite aveugle d'une guerre, mais à la négociation d'un armistice, sera autre chose encore. Il se voudra indépendant et fort mais cherchera une base populaire réelle. Car c'est dans le peuple que se trouve enraciné le plus profond désir de paix. Ce n'est peut-être pas un régime qui se prononcera pour l'appartenance à l'Union Française, mais il faut bien considérer que les accords actuellement signés, ceux qui pourraient l'être demain, ne peuvent être que des plus précaires. Ce régime ne sera plus représenté par M. Tam, probablement plus longtemps par Bao-Daï lui-même, — il verra surgir des hommes assez forts par eux-mêmes et assez représentatifs pour discuter de la paix avec les délégués du Vietminh.

Une telle éventualité est possible. Elle se réalisera le jour où la France, cessant de poursuivre des ombres, aura défini sans ambages sa position. Que l'on sache seulement que, si nous répugnons aux prises de contact avec l'adversaire, les hommes du Vietnam de demain s'entretiennent déjà de la paix qu'ils n'ont cessé de vouloir.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

Renaissance du Japon

Les Forces de Sécurité nationale du Japon deviendront-elles une armée, une marine, une aviation militaire ? Depuis le 15 octobre 1952, date à laquelle les unités de réserve de la police sont devenues Forces de Sécurité nationale, les Japonais eux-mêmes se posent cette question.

On dit bien : 80 % des Japonais ne souhaitent pas le réarmement du pays tel qu'il était organisé avant la guerre. Mais dans les 20 % qui y seraient favorables, les militaires de carrière, les nationalistes fanatiques et certains dirigeants suffiraient à refaire du Japon une grande nation mieux armée qu'auparavant et, grâce aux Américains, dotée de matériel moderne.

Si la reprise diplomatique entre la Corée de Singham Rhee et le Japon s'accomplit pour servir de barrage au communisme, une nouvelle sphère de défense commune s'ébauchera en Asie à la place de la sphère de co-prospérité que le Japon vaincu n'a pu maintenir.

Aux événements mouvants de la politique sur le continent jaune, répondra la stratégie nippone. Le Japon prête trop le flanc à tout ce qui peut venir des côtes chinoises, coréennes ou russes, pour ne pas souhaiter se protéger le cas échéant.

Il procède lentement, mais les étapes se dessinent. Il a repris ses droits juridiques sur les nationaux américains au Japon. Il collabore avec les forces américaines encore stationnées sur son sol. Mais les paysans ont violemment protesté lorsque les dunes d'Uchinada furent allouées à la garnison américaine comme champ de tir. Le 15 juin de cette année le premier obus de fabrication nippone y était tiré.

En août 1953, de grandes manœuvres de caractère très moderne ont eu lieu au pied du mont Fouji. Sept mille cinq cent soixante hommes de ces Forces de Sécurité nationale s'y déployèrent, avec mille trois cent quatre-vingt-dix véhicules, et six avions de liaison. Jamais pareil nombre de véhicules n'avait encore été employé aux manœuvres par le Japon. Des observateurs américains, anglais et nationalistes chinois y assistaient.

L'ancien terrain de l'Ecole militaire de Hamamatsou est aujourd'hui un terrain d'aviation pour l'entraînement des pilotes de l'aviation de Sécurité nationale sur appareils américains.

On avait déjà vu des Japonais servir en uniforme américain dans le 41e bataillon de police de l'air des U.S.A. au Japon. Ils étaient payés par le gouvernement japonais.

A Yokosouka, l'ancien port naval, des instructeurs sont formés pour les cadres des Forces de Sécurité maritime. Ces jeunes gens de dix-neuf ans portent un uniforme presque semblable à celui de l'ancienne marine impériale. L'instruction se fait selon les méthodes américaines. Des conseillers américains veillent sur le développement de cette école.

A Gumma, un groupe de sous-officiers du camp de Shimmachi vient en camion assister aux cours du soir. Ils portent un uniforme militaire. Après quatre ans de cours, pendant lesquels le commandant du camp leur sert de répondant, ils entreront à l'École des Forces de Sécurité nationale.

L'esprit nouveau que les Américains conseillent aux militaires japonais envisage pour ces jeunes l'habitude de la coéducation avec des filles et une attitude courtoise envers ces dernières.

Les femmes sont entrées dans l'armée japonaise depuis un an. Trente officiers et trente-deux sous-officiers du Congrès sanitaire ont suivi les cours destinés à ce corps à Kurihama, près de Yokosouka. L'examen d'entrée était si sévère qu'une seule sur treize fut acceptée.

Ces officiers féminins sont célibataires. Leur uniforme ne ressemble en rien à la robe bleu marine des infirmières de la Croix-Rouge japonaise. L'influence américaine l'a inspiré : uniforme kaki (valeur 3.625 yen [1]), blouse (1.750 yen),

1. Le *yen* est coté à parité avec le franc.

képi (275 yen), bas nylon (384 yen). Une cravate et les insignes complètent cet uniforme. Elles font le salut militaire.

Ces membres nouveaux du Corps sanitaire vivent dans les quartiers qui leur sont réservés au même camp que leurs camarades de Corps sanitaire masculins des Forces de Sécurité. Elles peuvent fumer et sortir comme eux, et partagent leur mess.

Que l'armée japonaise accepte des femmes sur pied d'égalité avec ses officiers est un signe indéniable de temps nouveaux.

Sans aucun doute, la jeunesse japonaise entend conserver une liberté de pensée, une aisance d'action toute démocratique. C'est une réaction contre les méthodes militaristes dont elle fut la première à souffrir. L'idée de paix la séduit, mais ne peut s'implanter que dans un sentiment de sécurité nationale. La vue des victimes de la guerre inspire de la pitié et une sorte de honte. Souvent aussi, le public se montre indifférent.

Il est interdit aux mutilés de se poster aux carrefours des villes, vêtus de blanc, exhibant leurs appareils orthopédiques et attendant silencieusement qu'on dépose des dons devant eux.

Mais le Japonais, de tempérament dynamique, a besoin d'un but à atteindre, d'un essor, d'une conquête, fût-elle pacifique.

Cet élan suscite la formation de maintes associations spirituelles. Je citerai celle du Vent Divin, le Tempou-kaï, qui tint ses assises cet été au grand temple bouddhique Shingon de Tokyo, le Gokokouji. Les membres, appartenant aux deux sexes, s'engagent à l'entr'aide. Ils cherchent à assurer leur force morale et le courage de vivre, dégagés des considérations terrestres qui les accablent. Ils se livrent au temple même à des exercices physiques. Faute de costumes spéciaux, les filles font la gymnastique en combinaison. On médite et on prie.

La sortie des châsses sacrées lors des fêtes de temples Shinto a pris ces dernières années un caractère particulier. Autrefois, seuls les garçons portaient les châsses, hurlant et bousculant la foule. Aujourd'hui, on voit des filles se joindre aux garçons. C'est dire que l'esprit national et racial

du Shinto n'entend pas perdre l'adhésion de la nouvelle jeunesse.

Si l'on veut bien considérer que sur les quatre-vingts millions de Japonais d'aujourd'hui, un peu plus de trois cent mille seulement sont chrétiens, on aura une vue plus juste des tendances profondes du peuple. Une minorité intellectuelle, et les étudiants d'Universités peuvent comprendre les courants d'idées qui cherchent une issue à l'étranger. Le peuple lui, quoique ouvert à ces influences lointaines, demeure soumis aux vagues de fond qui lui viennent de sa race et de sa croyance Shinto. Il restera docile aux directives de ses chefs, à ceux qui comprennent son instinct de cohésion, son sentiment communautaire. Il suivra ceux qui lui parlent d'avenir et d'une évolution vitale pour lui. J'oserais dire peu lui importe l'idée. L'action concrète lui est nécessaire.

Toute la réussite du Japon moderne ne vient-elle pas de son aptitude à manier des faits ? Son relèvement depuis 1945 n'est pas autre chose non plus que la reprise d'activités : commerce, industrie, nouveaux contacts à l'étranger, réorganisation intérieure.

Le dynamisme Shinto, pratiquement inculqué aux enfants et aux adolescents par le port des châsses, lors des fêtes, demeure le nerf moteur du peuple japonais.

Aux armements modernes des Forces de la Sécurité nationale, correspond l'esprit ancien du sabre des samourais. Un armurier, Teiji Takahasti, forge aujourd'hui les lames selon les vieux rites. Il travaille dans sa forge primitive, au pied d'un petit autel Shinto. Il œuvre en costume ancien, le chaperon sur la tête, et seulement après les purifications rituelles. La cheminée de son foyer est ceinte de cordes de paille et de scapulaires shinto qui éloignent les mauvais esprits. Il emploie du charbon de bois pour procéder à la fonte du minerai. La couleur du fer rouge examiné dans une chambre noire, révèle la qualité de l'alliage. Il met dix jours pour forger une lame au marteau. Chaque sabre terminé avec ses accessoires est enregistré par la Commission de protection des biens culturels. Ces lames valent de 20.000 à 50.000 francs et atteignent 100.000 francs pour les mieux trempées. La première lame forgée après la guerre fut celle d'un poignard. Un reportage photographique dans le plus

grand hebdomadaire du Japon a remis, sous les yeux du public, l'image de la noblesse de l'épée. Quand on songe que tous les sabres devaient être livrés aux occupants à l'exception des œuvres d'art, on comprend qu'en forgeant sa première lame, le Japon forgeait son indépendance. D'ailleurs beaucoup avaient caché leurs armes dans les plafonds ou sous les maisons, posées sur pilotis. C'était compréhensible. Le sabre, ayant valeur de symbole, représente l'âme de son maître, sa loyauté.

Une seule chose pourrait entraver l'épanouissement du Japon d'après-guerre : la misère.

L'an dernier, sur quarante millions de travailleurs, il comptait cinq cent quarante mille chômeurs. Au bureau du travail, sur trente-cinq mille personnes enregistrées, quatre mille deux cents seulement ont trouvé une occupation.

L'esprit de revendication n'hésite plus à se manifester. Les lépreux eux-mêmes ont fait grève cet été pour protester contre une loi qui les obligent tous, dès les premiers symtômes, à quitter leur famille pour entrer dans des hôpitaux ou des léproseries.

Nombre d'enfants continuent à vivre dans un lamentable provisoire, et l'esprit d'instabilité qui en découle sera néfaste.

La durée des études a été portée à neuf ans. Mais dans certaines campagnes le maître doit partir à la recherche de ses élèves, retenus par les travaux agricoles. Autrefois, la présence à l'école était régulière et les analphabètes inconnus.

Sur quarante mille écoles élémentaires, huit mille menacent ruine, à tel point que les enfants sont exercés à la fuite par mesure de précaution.

Le coût de la vie a baissé depuis quatre ans, mais les salaires sont si bas que le minimum vital est insuffisant.

Les chemins de fer sont meilleur marché qu'en France. Par exemple, un trajet de dix heures, par express ordinaire, de Tokyo à Kyoto, en deuxième classe revient à 2,80 francs.

Dans les hôtels, les repas sont chiffrés 300, 500 et 700 francs. Si je m'étonne de ces prix très raisonnables, le Japonais me répond : « Oui, mais la quantité n'y est pas ! »

Les Japonais vivent encore en vase clos, à l'exception des heureux voyageurs qui peuvent obtenir un visa de sortie grâce à un congrès, ou un répondant à l'étranger qui garantisse — au moins sur sa lettre d'invitation — tous les frais du Japonais candidat au voyage. C'est pourquoi les délégations japonaises arrivent si nombreuses aux réunions internationales. C'est une question de dollars. Les Japonais doivent couvrir leurs frais à l'étranger en dollars. Leur gouvernement refuse de s'en démunir. Le change officiel est de 358,70 yen pour un dollar, plus la commission de un yen pour un dollar. En dehors des missions officielles, le Japonais doit passer par le marché noir du dollar.

Ces difficultés ne font qu'aiguiser l'appétit de connaître et le réel besoin de contacts avec la vie à l'étranger. Si le Japonais se retrouve solidement sur ses bases nationales, il conserve aussi un esprit curieux et une ardeur remarquable à adopter ce que le monde lui offre de progrès et de réalisations. Le Shinto honore les grands hommes qui dotent leur patrie d'apports nouveaux et enrichissent sa civilisation.

KIKOU YAMATA.

Malaise aux États-Unis

N'exagérons rien. Les élections américaines de novembre ont enregistré dans le New-Jersey un succès démocrate : c'est assez peu de chose — la Californie, elle, a voté républicain — rien de plus, en tout cas, que ce que l'on pouvait attendre normalement d'élections partielles où dans tous les pays l'opposition se remue avec plus de zèle que les partis régnants. Il existe un malaise social : le jour où le président Eisenhower s'est brouillé avec M. Durkin, le gouvernement des « sept millionnaires et du plombier » n'a plus compris que les millionnaires; les syndicats s'irritent de ne pas voir tenir les promesses électorales sur une modification de la loi Taft-Hartley, des grèves attestent le mécontentement, — celle des dockers, suspendue par l'application de la loi, puis

celle de la photogravure; mais des grèves beaucoup plus sérieuses, il y a quelques années, avaient paralysé les mines, les chemins de fer, les ports; elles étaient regardées comme un moyen normal de pression dans le cadre d'un système social où les syndicats, ne l'oublions pas, discutent d'égal à égal avec les patrons, où l'ouvrier est généralement satisfait de ses hauts salaires, où nulle psychologie de classe n'existe, et qui devrait être appelé d'un autre nom que le capitalisme européen. Les revendications demeurent exclusivement professionnelles, elles n'impliquent aucune aspiration à changer de régime : et quel avantage, grands dieux, y trouverait-on ? — Il existe enfin, ou il se réveille, un malaise agricole, dans ces États des Prairies, chroniquement ballottés entre la disette des années sèches et la mévente des années surabondantes : il s'apparente à celui que nous constatons en France; les prix à la production ne s'adaptent plus au coût général de la vie; mais il n'est pas neuf, il a fait de ces États, en tout temps, le berceau des utopies « radicales », un centre d'hostilité à l'Est industriel et à Washington; les démocrates en pâtissaient hier, les républicains craignent d'en subir demain les conséquences à leur tour, et l'élection sans précédent d'un représentant démocrate au Wisconsin, pays du sénateur McCarthy, leur donne le signal d'alarme.

C'est pourtant autour de M. McCarthy, sur le terrain de l'anticommunisme, que continuent à se livrer les débats les plus ardents. Le sénateur exploite à fond cet attachement des masses à leur « genre de vie », qu'il leur dépeint comme menacé par un complot international (on ne dira jamais assez que le maccarthysme s'appuie avant tout sur les masses populaires, et non sur la petite bourgeoisie comme les fascismes européens); il utilise ces brusques sautes passionnelles de l'humeur américaine, qui font honnir aujourd'hui la Russie encensée en 1945 (la France en subit un contre-coup à peu près semblable); et il est certain, le cardinal Spellmann le rappelait à bon droit, qu'à la faveur de cette russophilie passée bien des fautes ont été commises, à Yalta, en Extrême-Orient, bien des agents du Kremlin ont pu s'insinuer : les temps ne sont pas si loin où l'on ne pouvait médire de l'U.R.S.S., aux États-Unis, sans s'attirer des suspicions...

Il ne faudrait pas non plus que l'absurdité des phobies maccarthystes nous aveuglât sur la réalité des ambitions soviéti-

ques ou sur la nature conquérante de l'idéologie communiste; la nervosité des Américains, désignés comme l'ennemi numéro un, s'explique aisément. M. McCarthy l'utilise à ses fins partisanes. L'affaire Henry Dexter White achève de démasquer son jeu. Accuser le président Truman, rassembleur des énergies mondiales contre Moscou, d'avoir sciemment employé un espion de Moscou, cela passe la vraisemblance; choisir pour ce réquisitoire le lendemain d'un fléchissement électoral, cela révèle l'intention. L'affaire Glasser permettait des attaques parallèles contre l'ancien secrétaire d'État au trésor, M. Snyder; et de son cachot David Greenglass, le dénonciateur des Rosenberg, entretenait l'obsession de réseaux insaisissables et omniprésents de conspirateurs. Malheureusement pour lui, M. Truman a biaisé : plutôt que d'admettre avoir attaché peu d'importance aux dossiers de la F.B.I., il a invoqué une tactique, et s'est attiré un démenti; comme lors de l'affaire Rosenberg, la confiance totale du peuple américain dans les rapports de sa police sur lesquels nul n'ose élever un doute (aspect de sa superstition des experts et des techniciens) est sans doute un des traits les plus caractéristiques d'une mentalité politique encore enfantine.

Ce n'est d'ailleurs pas M. McCarthy, c'est M. Brownell, le ministre de la Justice du président Eisenhower, qui a soulevé l'affaire White : et la question se pose de savoir dans quelle mesure l'administration républicaine veut faire de la « chasse aux sorcières » un dérivatif au mécontentement. Il n'en sera pas question aux élections de 1954, jure le président, car les agents communistes, à ce moment, seront tous liquidés; mais M. McCarthy s'empresse au contraire d'identifier sa cause à celle du parti et de souligner que si l'on veut se débarrasser de ses enquêtes le moyen est bien simple, il suffit de changer la majorité... Devenir « M. Républicain » après M. Taft en attendant de pouvoir devenir M. le Président après le général Eisenhower, une telle ambition ne laisse pas d'inquiéter ce dernier; il réagit, encore mollement, contre « l'assassinat des caractères », il en mesure les inconvénients sur le plan extérieur : même le Canada, si proche à tant d'égards, s'est ému des indiscrétions et des immixtions de Washington dans l'affaire Gouzenko. Pour ne point laisser se désagréger les alliances consolidées par M. Truman, — ce

qui lui vaudrait sans doute une place regrettable dans l'histoire, — le président s'est ainsi trouvé amené à des gestes conciliateurs; de là sa modération relative aux Bermudes, son acceptation de la conférence à quatre, son projet de désarmement atomique; la paix y gagnerait, si de son côté l'Union soviétique ne spéculait sur la crainte de la guerre, les États-Unis tout au moins y récupéreront de l'influence s'il sait jusqu'au bout — mais saura-t-il? — résister aux pressions qui voudraient l'amener à faire lui-même pression sur ses partenaires lorsque — telle la France dans la question de l'armée européenne — ils se rendent coupables de ne pas obtempérer sans examen aux injonctions de ses techniciens.

AUGUSTE VIATTE.

L'échec britannique au Soudan est réparable

Après l'accord du 12 février dernier entre l'Angleterre et l'Égypte sur l'avenir du Soudan, après les récentes élections qui donnent au Parti National Unioniste, avec les partis secondaires qui gravitent autour de lui, une belle majorité à la Chambre basse de Khartoum, tout semble clair au Soudan. Les Soudanais se sont déclarés pour le rattachement à l'Égypte, et celui-ci devrait s'accomplir, à plus ou moins longue échéance, l'ingérence britannique étant rejetée.

Pourtant un examen plus attentif incite à quelques réserves. On se souviendra que lorsque le général Neguib, préparant le succès d'aujourd'hui, avait retourné en sa faveur les Soudanais par une politique plus souple, les relations anglo-égyptiennes en avaient été immédiatement détériorées. Les Britanniques avaient raidi leur attitude au sujet de Suez et de l'évacuation des troupes stationnées le long du Nil. De même aujourd'hui on peut s'attendre à ce que les Anglais redoublent d'efforts pour sauver au Soudan ce qui peut l'être.

Quelles sont leurs chances? Pour les apprécier rappelons

rapidement les résultats du scrutin du mois dernier. Sur quatre-vingt-dix-sept sièges, quarante-trois reviennent au Parti National Unioniste dont le président est Ismaïl el Azhari, lequel sera demain chef du gouvernement, gouvernement qui sera encore soutenu par les quatorze indépendants, mais aussi, plus modérément, par les cinq socialistes républicains. En revanche, le parti Oumma, pro-anglais, dont le leader est sir Abdel Rahman el Madhi, ne disposera que de vingt-deux sièges, il est vrai avec l'appui conditionnel des huit élus du Parti du Sud. En fait, derrière ces personnalités qui défendent surtout leurs propres positions et derrière ces partis, se retrouvent les influences religieuses comme les intérêts de clans puissants. Les Nationaux Unionistes sont les porte-parole des Khatmias, une personnalité marquante de ce groupe étant Sayed Ali Mirghani, chef des Mahométans orthodoxes. Du côté de l'Oumma et des Anglais s'affirme l'influence de la secte des Ansars et d'Abdel Rahman, fils du héros de la révolte des derviches.

Voilà qui complique déjà l'analyse et donne du jeu aux Anglais. D'abord, sur le plan des personnalités, parce que Ismaïl el Azhari a tenu, pendant sa campagne électorale, des propos beaucoup moins unionistes que l'entourage du général Neguib ne l'espérait. Il a parlé de coopération avec l'Égypte, mais dans des termes qui laissaient plus supposer une alliance que l'établissement d'un lien organique entre Soudan et Égypte. En fait, Azhari semble avoir obéi en cela moins à une inclination personnelle qu'à la nécessité de donner satisfaction à quelques éléments de sa coalition. Les Khatmias qui la soutiennent sont en effet, paradoxalement, parmi les éléments les plus traditionnalistes de la population soudanaise. S'ils désirent le départ des Anglais, c'est pourtant avec une certaine prudence et l'ingérence égyptienne, avec son aspect révolutionnaire, les inquiète quelque peu. De plus, Mirghani ne s'est rallié aux Égyptiens que d'une manière réservée, affirmant principalement l'aspect religieux de ses positions. Il avait sympathisé, lors de sa fondation en 1951, avec le Parti socialiste, beaucoup moins engagé dans la politique pro-égyptienne que ne l'est officiellement le Parti National Unioniste. Au vrai, c'est surtout pour que les Khatmias l'emportent que sir Aly el Mirghani (qui fut autrefois comblé de titres et d'honneurs par les Britanniques) a joué

la carte égyptienne. Maintenant que le résultat est acquis, ne va-t-il pas, dans une certaine mesure tout au moins, reconsidérer son attitude ?

La seconde carte des Britanniques est le Sénat de Khartoum, qui reste à désigner. En effet, après que plus de huit millions de Soudanais (dont 95 % d'illettrés), dans le système électoral le plus compliqué et le plus pittoresque du monde, aient désigné une Chambre basse, encore faut-il qu'un Sénat entre en fonction. Or, celui-ci comprendra cinquante membres, dont vingt nommés par le gouverneur britannique, tandis que trente seulement seront élus par les conseils provinciaux. En reportant sur ce corps électoral (d'ailleurs particulièrement sensible à l'influence de l'administration) l'analyse que nous avons faite des tendances politiques au Soudan, on se rend compte qu'avec quelque habileté les Britanniques pourraient se ménager un Sénat favorable. Ils seraient alors les arbitres de deux assemblées qui s'opposent.

En dernier lieu, ce qui joue pour les Anglais est le temps. Une période transitoire de trois ans est prévue, pendant laquelle l'administration britannique a toute chance de se maintenir. Elle ne partirait que sur décision contraire du Parlement soudanais, qui lui laisserait un préavis de trois mois. Pour toutes les raisons que nous connaissons déjà, et aussi parce que le Soudan manque d'administrateurs ou de techniciens, une telle exigence est peu vraisemblable. En trois ans, les administrateurs britanniques peuvent accomplir leur habituel travail d'adaptation.

Un mot pour terminer sur les conséquences immédiates des élections au Soudan. Comme nous l'avons laissé entendre au début, elles vont accentuer encore le raidissement britannique. Sir Winston, que vingt-cinq députés conservateurs accusent de trahison sur le Nil, ne va-t-il pas chercher, comme il l'a fait lors du voyage de M. Dulles au Moyen-Orient, quelques consolations du côté d'Israël ? On sait que Britanniques et Israéliens se consultent actuellement au sujet du canal de Suez.

JACQUES NANTET.

Abrogation de la loi de King ou la royauté de la betterave

L'abondance de la récolte a provoqué des perturbations dans la vente de nombreux produits alimentaires. Il est, en effet, bien connu que l'excès de la production de viande ou d'une récolte végétale a, dans une économie libérale, un effet néfaste sur les recettes des agriculteurs. Passé un certain point, qui dépend évidemment des possibilités d'exportations et du pouvoir d'achat des citadins, une augmentation des quantités récoltées ou produites se transforme en une diminution de recettes; c'est ce que les économistes ruraux appellent du nom de loi de King, car tout phénomène naturel doit, pour être officiel, être affecté d'un nom anglo-saxon.

Les viticulteurs du Midi, les maraîchers vendéens ont ainsi protesté contre la conséquence de cette loi; malheureusement on n'a pu soutenir toutes les cultures, fussent-elles utiles. Seule, l'honorable confrérie des producteurs de betteraves a réussi à éviter les effets de cette loi. Le travail parlementaire, en surface et en profondeur, effectué à leur profit, peut se résumer simplement par le texte suivant :

ARTICLE PREMIER : En matière de betterave la loi de King est abrogée.

ARTICLE 2 : La Régie des alcools est chargée de l'exécution du présent décret.

Aussi, seule de tous les produits du sol, la betterave a vu son prix maintenu malgré l'exceptionnelle saison. Or, malgré ce traitement de faveur, ces Messieurs n'étaient pas contents. En particuliers, ils étaient scandalisés par l'inaptitude des jeunes cultivateurs à faire de la betterave et trouvaient injuste qu'on ne s'occupât point des nouveaux venus dans une législation dont le but était de diminuer les surfaces cultivées.

Ils décidèrent donc de protester. Mais comment ? C'est là que la situation apparut tragique: La grève est une arme à

la disposition de ceux dont l'emploi présente une utilité quelconque pour l'économie nationale, mais elle semblerait ridicule de la part de ceux dont le seul rôle dans la Nation est de produire en quantité excédentaire. *Leur grève eût été utile au pays.* Les dirigeants syndicaux étaient donc dans un embarras sérieux pour demander l'abrogation intégrale de la loi de King.

Un peu d'imagination suffit à les tirer d'embarras; il suffisait de trouver les points par lesquels ils pourraient être encore plus opposés à l'intérêt général. Or, quelques betteraves discrètement abandonnées sur la route occasionnent tous les ans des accidents d'automobiles; il suffisait donc d'en répandre un peu plus pour créer une obstruction. Dès lors la menace avait trouvé une technique d'application. Au cas où leurs revendications seraient insatisfaites, les betteraviers déverseraient leurs produits sur les routes. Le coût pour le pays en accidents d'automobiles étant manifestement supérieur au gain national qui résulterait d'un pourrissement pur et simple d'une certaine quantité de betteraves. La manifestation avait un sens. La menace fut entendue. La loi de King a été complètement abrogée, et les cultivateurs, à la joie des automobilistes et au grand dam du Trésor, n'ont pas mis les betteraves sur les routes.

LÉON BAZOILLES.

Défense et illustration des chemins de fer

Le déficit de la S.N.C.F. est depuis des années à l'ordre du jour; il atteint, il est vrai, des montants tels qu'il pose aux finances publiques de lourds problèmes — au total, suivant le rapport de novembre 1953 de la sous-commission parlementaire chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises publiques nationalisées, pour 1954, 160 milliards de charges environ pèseront sur les budgets publics, tant du fait du déficit lui-même que du fait de remboursements de diverses réductions de tarifs imposés par le Parlement.

La S.N.C.F. a poursuivi cependant, indique longuement le rapport, des efforts considérables pour alléger et moderniser sa gestion; les effectifs de personnel, par exemple, ont été, d'année en année, réduits de manière importante, puisque le nombre des emplois, à la fin de 1953, a diminué de quelque 120.000 par rapport à 1938, c'est-à-dire, compte tenu des seuls intéressés et non point de leur famille, de l'effectif de population d'une ville telle que Clermont-Ferrand ou Dijon. Ces effectifs, désormais tombés au-dessous de 400.000, seront réduits encore, suivant le même rapport, de quelque 10.000 en 1954, alors que le trafic, même s'il devait lui-même diminuer quelque peu en 1954, resterait encore très supérieur au trafic de 1938.

Le chemin de fer, incapable, malgré ces améliorations de gestion, de faire face à ses charges propres, doit-il donc être condamné sans appel et tous les efforts doivent-ils être faits pour réduire rapidement son importance? Beaucoup ont pu être tentés de le croire qui, durant la grande grève de l'été dernier, n'avaient qu'à écouter les communiqués officiels et à lire les déclarations inspirées par les puissantes Fédérations de transporteurs routiers pour se convaincre définitivement que les services qu'assure le chemin de fer pouvaient être aisément assurés par d'autres et en définitive à moindres frais pour le pays. Peut-être l'outrance même de ces informations officielles ou professionnelles, ainsi répandues à ce moment, s'est-elle cependant retournée en définitive contre ces propagandes. On ne gagne jamais que très provisoirement à vouloir fausser des vérités de fait. Car la vérité était toute différente, qui, peu à peu, a été mieux connue et mesurée par tous. C'est ainsi que sur le seul plan des transports de voyageurs, par exemple, si quelques milliers de voyageurs avaient pu chaque jour être emmenés de Paris vers la province par les autocars, la S.N.C.F., même aux jours où la grève était la plus complète, avait transporté beaucoup plus de voyageurs que l'ensemble des autocars. Sur le plan des transports de marchandises, la grève était survenue en un temps où la plupart des entreprises industrielles et commerciales étaient en période de congés annuels, et cependant, au jour où elle s'est achevée, des ruptures dangereuses de stocks étaient, pour certains produits essentiels, à la veille de se produire.

Ainsi, la trop longue poursuite d'une grève telle que celle

d'août était-elle de nature — et sur bien des plans — à mettre en péril, et pratiquement sans recours, la vie économique du pays.

Bien des leçons pourraient être tirées de ces quelques brèves indications, mais ce n'est point ici la place, car l'objet de chacun de ces Signes des temps est simplement d'éveiller l'attention de chacun et de l'aider à formuler un jugement équitable.

D'autres problèmes, dès à présent ou demain, seront posés à l'opinion dans le domaine des transports derrière lesquels sont en éveil de grands intérêts. S'il s'agit, par exemple, comme l'écrit le rapport de la sous-commission citée plus haut, de construire un pipe-line sur la Basse-Seine ou d'entreprendre ou de poursuivre des canalisations de la Moselle ou du Rhône, encore faudrait-il — et sans d'ailleurs que les inconvénients que ces opérations feront apparaître pour le chemin de fer doivent constituer des obstacles définitifs — que soit fait un bilan loyal et complet des opérations. Encore faudrait-il, dans ce domaine, comme dans d'autres, qu'il y ait dans le pays, s'il est possible, un État qui juge et qui décide en équité et sans prendre trop souci des propagandes ou des intérêts.

6 décembre 1953.

FRANÇOIS LAURENTIE.

Bulletin de santé

Après trois mois de congé de maladie, un brillant octogénaire, accompagné de son ministre convalescent d'interventions chirurgicales itératives, a rencontré dans une île atlantique (oh ! combien atlantique) un brillant quinquagénaire remis de sa récente syncope à l'Assemblée nationale et qu'accompagnait son président du Conseil, qui s'est alité en arrivant. MM. Eisenhower et Dulles se portent bien (à notre connaissance du moins).

— Morale : La guerre mondiale a été gagnée par des récupérés chirurgicaux.

— Ceux qui sont en retard sur les progrès de la science : M. Edouard Herriot considère que son état de santé l'empêche (seul) de devenir le Premier personnage de l'État et même d'en rester le (brillant) second.

H. MULLER.

Les pontes abusifs (suite) : *un homme de bonne volonté*

M. Jules Romains couronne une carrière unanimiste en éditorialiste de *L'Aurore*. L'habit vert devait normalement conduire à la défense des intérêts de l'industrie textile.

Le 12 novembre dernier, notre académicien est parti en guerre contre la Comptabilité nationale établie par les Services du ministère des Finances, en possession d'un document de seconde main et sans avoir vu ce qu'il critiquait. Certes, on a dit que l'auteur de *Verdun* n'y fut point, mais la méthode a ses limites.

L'impudence selon M. Romains est

de faire comme si l'on avait déjà découvert en chaque cas la loi de production des phénomènes et comme si cette loi était assez précise pour s'exprimer par une équation, pas une équation banale du type loi de Newton, mais une suite d'équations de haute voltige accessible aux seuls initiés.

Cette loi, qui dépasse la compétence de notre académicien, est certes fort complexe : elle consiste en ce qu'un revenu accru se répartit en proportions fixes suivant les différentes dépenses de consommation ainsi qu'en épargne. Ne chicanons pas sur les verges dont s'est fait fouetter le ministère des Finances, et qu'il avait peut-être cherchées par une présentation ésotérique, au demeurant fort inutile à son objet. Mais citons la conclusion où Jallez pourfend la technocratie :

S'il n'y avait là que de la pédanterie en vase clos, l'on aurait tort de trop s'en émouvoir. Mais ce délire de techniciens est

installé dans la cervelle même du pays. Sa grande force est l'intimidation. Un ministre, une commission parlementaire, devant ces équations mystérieuses, frémissent comme Lamendin chez Rufisque. Petit à petit nos services publics, l'ensemble de notre budget, notre plan d'équipement national, la réforme de l'État sont soustraits au bon sens — donc à la compétence du Français moyen — pour tomber sous la coupe de cette fausse science. Un charlatanisme d'État — prêt d'ailleurs à se mettre aux ordres d'une tyrannie quelconque, de droite ou de gauche — nous prépare, en toute hypothèse, la suppression de la sagesse, du sens de la vie et de la mesure, de la liberté.

On ne saurait mésestimer la portée de cette opinion. Équilibrer les ressources et les dépenses, quel crime de lèse-liberté ! Essayer de mesurer le volume des revenus à celui des produits disponibles, quelle entreprise démoniaque ! Hélas, il est bien vrai que le bon sens, c'est-à-dire la compétence du Français moyen, lui permet de demander des subventions illimitées sans se préoccuper de leur incidence financière ou de revendiquer des augmentations de salaires sans porter attention à la hausse des prix qui s'ensuivra. Fi donc d'une vue d'ensemble, qui viendrait jeter un doute sur la clarté et la simplicité des demandes de l'électeur moyen à son député !

Si Jerphanion vieilli, président honoraire du Parti radical à l'approche de la retraite, essayait de rassembler les bonnes volontés et les compétences, il n'hésiterait pas. Aux conseils d'un jeune poète barbu, jadis entrevu à la Closerie des Lilas et consacrant maintenant son épée à la défense d'une bourgeoisie sans remords, il préférerait ceux de Sampeyre, dont la fin avait tout de même une autre gueule.

LÉON BAZOILLES.

AZIMUTS

Réformes liturgiques

« Une réforme liturgique qui reconnaisse la nécessité pour les chrétiens de cette expérience vitale qu'ils sont frères, qu'ils sont un dans le Christ, qu'ils sont mis immédiatement en face de Dieu », est une condition de survie de l'Église, si l'on en croit l'évêque de Berlin parlant à Lugano en septembre dernier, devant un parterre de cardinaux, d'évêques, de liturgistes du monde entier. Et ces paroles nous sont rapportées et commentées dans *Commonweal* (6 novembre 1953, p. 113) par H.-A. Reinhold, leader de ce qu'on pourrait appeler, non sans quelque exagération, le mouvement de pastorale liturgique aux États-Unis. Après avoir évoqué à ses lecteurs américains, les souffrances des catholiques européens, atteints par deux guerres, les persécutions qui sévissent d'un côté du rideau de fer et qui menacent l'autre côté, il poursuit :

> Ceux qui savent ce que cela veut dire, ceux-là désormais n'iront pas à l'église le dimanche s'ils n'ont la conviction d'y trouver davantage que la simple satisfaction du *devoir* dominical. Vous ne risquerez pas votre position, vous ne jouerez pas l'avenir de vos enfants simplement pour entendre des avis concernant des quêtes et des budgets, une lecture pressée de l'Écriture et du latin marmonné sur des autels lointains. Vous n'irez pas à l'église si l'assistance à la messe comporte du danger, et que ce danger ne soit pas contrebalancé par le Fait de Dieu, la fraternité des compagnons chrétiens, l'expérience du salut (*ibid.*).

Or, sous sa forme actuelle, la liturgie exige trop du fidèle ordinaire, avant de lui offrir ses bienfaits. Le « mystérique » est trop « mystérieux ».

Il y avait, il y a la barrière du langage, l'antique plainchant qui fait les délices du connaisseur, mais assomme l'homme de la rue, les rites et cérémonies qui apparaissent vieillis et bizarres, la protection que se donne apparemment le prêtre contre tout contact avec la communauté des fidèles, et bien d'autres choses qui font que le laïc moyen se sent face à face avec quelque chose qui n'a que peu de rapport à sa vie ordinaire (p. 112).

Bien sûr, le fameux sens du sacré est une réalité religieuse, indiscutablement, mais discutable, ambiguë et, de plus, dangereuse si elle va jusqu'à transformer en réalités liturgiques, l'ennui et le sentiment d'être étranger, aliéné.

Entre le prêtre à l'autel et le fidèle sur son banc, on a construit des ponts, on a tendu des fils, la messe dialoguée, par exemple... Mais peut-on dire qu'un courant vivant passe de l'autel à la nef ? L'aliénation... a-t-elle disparu ? Éprouve-t-on ce sentiment de communauté, d'unité qui apparaît si évident aux premiers siècles ? Au plan théorique nous répondons tous : oui. Mais à examiner la pratique paroissiale, qui de nous oserait soutenir cette affirmation ? (p. 113).

Tel est le problème : la tension ou aussi bien la chute de tension entre la liturgie et le peuple, entre ces deux pôles essentiels de l'Église. On ne pourrait résoudre ce problème en sacrifiant, en faisant de la liturgie, par exemple, une espèce de laboratoire mystérieux pour matériaux de festivités communautaires, une sorte de cérémonies ésotériques préparatoires à d'attirantes neuvaines. Toute la tradition la plus authentique protesterait : elle soutient la conviction des liturgistes militants, de défendre

le cœur du christianisme... : dans ces rites en partie mutilés et en partie proliférants, il y a un culte noble et centré sur Dieu, une forme élevée de prière, avec quoi rien d'autre sur terre ne saurait rivaliser (p. 112).

Après la tradition, la théologie aussi pourrait apporter en faveur de la liturgie des arguments, tel celui qu'esquisse la conclusion de Reinhold (p. 113) :

L'Église catholique est l'Église incarnationelle, l'Église de la présence sacramentelle, des signes et symboles porteurs de vie divine, comme l'homme de Nazareth est le Fils de Dieu.

On pourrait encore invoquer en faveur de la liturgie des faits récents : sa force de résistance au nazisme, puis au communisme, dont témoignèrent à Lugano les évêques et prêtres venus de l'autre côté du rideau de fer :

Aux chrétiens de là-bas on n'a laissé ni écoles, ni organisations paroissiales, ni pratiquement œuvres charitables. Les pasteurs calculent avec un long avenir sous le totalitarisme. Je m'attendais qu'ils fussent pessimistes et découragés : je n'en ai point trouvé de cette humeur, ils rayonnaient la sérénité des vrais témoins : ils avaient eu le courage de venir à Lugano nous dire que pour la survie et la victoire de l'Esprit, ils comptaient surtout sur l'unité partagée du Pain et du Vin (p. 112).

On ne peut donc mettre en question la valeur vitale de la liturgie. Il faut donc amener ou ramener le peuple chrétien à la liturgie. Mais comment? Reinhold nous l'indique dans une brève esquisse de sa conférence à Lugano.

Quelqu'un qui s'y connaît a dit, paraît-il, que le cul-de-sac où se trouve actuellement bloqué le mouvement liturgique, il n'en faut rendre responsable ni le clergé, qui s'y dévoue, ni le laïcat à qui l'on ne peut demander un nouveau pas en avant, mais la liturgie elle-même qui a besoin de réformes... Mes propositions n'étaient ni très originales, ni à l'épreuve des règles les plus strictes de la science historique, ni même nécessairement praticables à la pastorale; mais leur direction, comme je l'ai découvert..., était juste. Et cette orientation est celle du Saint-Siège : ramener le peuple chrétien à la liturgie en ramenant la liturgie au peuple (p. 111).

Ces paroles ont dû provoquer des mouvements divers de coules et de barrettes; je me permets pourtant, n'étant spécialiste ni de liturgie ni de pastorale, de voir quelques

raisons d'aller dans le sens indiqué par Reinhold, l'évêque de Berlin et, on le verra, d'autres autorités.

J'en vois une, par exemple, dans le défi jeté à la communauté catholique par des institutions hostiles ou concurrentes. Hostiles :

Les catholiques du rideau de fer ne sont pas tant soucieux de leurs pertes en biens matériels, que de l'appel puissant et dynamique du communisme, et de ce qu'ils jugent un manque d'idéal dans le monde libre (p. 112).

Par concurrentes, j'entends surtout les sectes « enthousiastes », comme disent les Allemands et Anglais, sectes si actives en certains pays que la Russie aussi bien que l'Espagne ont cru devoir les contrecarrer par des mesures politiques. *Herder-Korrespondenz* (décembre, pp. 138-145) leur consacre une étude où sont utilisés, avec des revues allemandes, les cahiers spéciaux de *Lumière et Vie* (octobre 1952, à quoi l'on peut ajouter des articles du numéro de décembre 1953), de *La Chronique sociale* (novembre-décembre 1952) et de *La Documentation catholique* (5 avril 1953).

Faute du texte original, je me permets de retraduire de l'allemand (pp. 114-145) quelques citations de la lettre que Mgr Weber, évêque de Strasbourg, envoyait cet été à ses ouailles :

Nous pouvons aussi apprendre de l'adversaire. La prepremière leçon que nous donnent les sectes est celle du zèle propagandiste et de la générosité pécuniaire... Une seconde leçon concerne le caractère et la vie communautaire dans nos paroisses. Beaucoup de gens se laissent égarer par les sectes parce que leurs réunions leur apportent une expérience vitale de fraternité... une exposition vivante de la parole de Dieu, un service cultuel intéressant. Nos paroisses pourraient trouver là un exemple : la vie communautaire doit y être prévenante, fraternelle, amicale. Nos messes et célébrations doivent devenir intelligibles et vivantes. Les fidèles doivent prendre une part active à la prière, à la lecture, au chant; il faut, en outre, les amener à lire la Bible, surtout l'Évangile, dans des éditions catholiques évidemment. Ainsi pourraient s'orienter l'éducation religieuse, la prédication, les réunions et cercles d'études de l'Action catholique...

Veut-on la contre-épreuve? Après ceux qui nous attaquent ou nous quittent, qu'on interroge ceux qui viennent à nous du communisme ou d'une dissidence chrétienne : ils nous diront souvent que, séduits moins par les structures majeures de l'Église que par des groupes ou des personnalités catholiques vivantes, ils n'ont pas retrouvé dans la nouvelle communauté paroissiale les valeurs sentimentales de la charité fraternelle, ni dans le culte commun ces valeurs de communion avec les autres et, si je puis dire, d'immédiateté devant Dieu, dont ils avaient auparavant l'expérience. Et si des groupes spécialisés leur offrent quelques-unes de ces valeurs, ils en regrettent l'absence ou la distance dans la communauté chrétienne normale et dans son acte spécifique qu'est la messe.

Sans doute, on peut appliquer à ces valeurs sensibles de communion les réserves que l'on faisait tout à l'heure au sens du sacré qui en a peut-être étouffé l'expansion normale : elles peuvent comme lui être ambiguës, dangereuses, envahissantes. Leurs lois propres de dimension et de nombre, et de contemporanéité, risquent, dominantes, d'expulser les valeurs plus larges, nécessaires aussi, de continuité dans le temps et l'espace avec l'Église tout entière, son passé et son avenir : des communautés obéissant à ces seules lois courraient le danger de se refermer dans le pharisaïsme, ou d'éclater dans l'illuminisme.

Si à l'incompétence de service aux Azimuts, on permet de transformer en rêves de vieux et vagues souvenirs, il m'arrive de me demander s'il ne serait pas possible de transposer librement à notre catholicisme, contre ce qu'il a de durci et de distendu à la fois, des types anciens de liturgie soit païenne, soit judaïque. Celle-ci avait le temple et la synagogue, celle-là la religion de cité et la religion de salut. Les unes plus hiérarchiques, grandioses, hiéroglyphiques et territoriales, les autres plus démotiques et souples, collégiales et fraternelles. Ne

pourrait-on mettre dans ces deux contextes si différents l'unique réalité eucharistique, développer ainsi les virtualités diverses du sacerdoce, répondre aux exigences complémentaires de sa communauté et de l'âme chrétienne ?

De la religion en effet, le catholicisme, plus que les autres christianismes, pousse à l'extrême les deux tendances incoercibles et paradoxalement opposées : l'holocauste et l'offrande, l'anéantissement sacré et l'usage sacré, le tout-autre et le tout-proche, l'érémitisme et l'urbanisme, l'humanisme de Dieu, et, si je puis dire, la sauvagerie de Dieu, la sobriété et l'ivresse mystique, l'ordre traditionnel et la spontanéité.

Il y aura toujours dans l'Église des tempéraments et des fonctions plus portées à l'une qu'à l'autre de ces tendances qui toutes deux nécessaires devraient être toutes deux accessibles au chrétien dans sa vie communautaire. Leur dualité, leur tension sont difficiles à supporter : souvent l'on sera tenté de sacrifier l'une à l'autre, ou de rechercher à faire des deux un compromis grisâtre et fade, qui mérite aussi peu le nom de paix, que ne méritait d'être appelé paysage le mélange des quatre saisons dont les anciens photographes faisaient leur toile de fond. Pourquoi ne pas rêver pour la communauté catholique d'un autre équilibre, plus vrai, non statique ni chimique, mais dynamique et vital, par l'alternance, le balancement entre les deux types de célébration liturgique à l'intérieur des limites que fixe l'Esprit de Dieu à la sensibilité du chrétien ? Pour l'arbitrage de la hiérarchie, on peut se demander en outre si la recherche de ces sortes de lois n'offrirait pas matière à une sociologie chrétienne digne de ce nom, qui soit donc autre chose qu'une sociographie religieuse appliquée au catholicisme.

A.-Z. SERRAND.

PORTRAIT

JOE MCCARTHY LA TERREUR

Qu'est-ce *que ce sénateur McCarthy, sénateur depuis sept ans à peine, dont le nom aujourd'hui terrorise les États-Unis et devient un symbole? Deux journalistes américains, Jack Anderson et Ronald W. May, lui consacrent un livre qui relève de la polémique, mais vise à l'exactitude et fournit les éléments d'une réponse* [1].

Au point de départ, un gars des champs, fils d'Irlandais, né en 1908 dans la partie rurale du Wisconsin, en pleine nature sans tendresse : grand, costaud, un physique de boxeur; il a travaillé de ses mains sur la ferme de son père, il s'est fait lui-même comme beaucoup de ses compatriotes, prêt au croc-en-jambe, d'humeur colérique, et sans scrupule sur le choix des moyens. N'est-il pas entré à l'Université en affirmant faussement avoir eu quatre ans d'enseignement secondaire — quitte à rétablir la vérité lorsqu'on le connaîtrait mieux. Il sait attiser la méfiance paysanne contre la perversité des grandes villes : le Wisconsin étant peuplé d'Allemands, il épousera volontiers les causes germaniques comme celle des criminels de guerre de Malmédy, il obtiendra l'appui des ex-isolationnistes à tendance semi-fasciste, Gérald K. Smith, qui traitait le général Eisenhower de « juif sué-

1. McCarthy, *The Man, the Senator*, the « Ism », 1953.

dois », ou le colonel McCormick, directeur de la puissante Chicago Tribune*; il est, de naissance, catholique pratiquant, et nous ne discuterons pas sa sincérité, mais il sait aussi par quel langage manœuvrer les catholiques et quels réflexes déclencher.*

C'est qu'il est devenu ensuite un de ces politiciens véreux comme, outre-mer, la mystique Irlande en a tant produit (corruptio optimi pessima). *Laissons de côté des affaires de comptes qui paraissent assez sordides, mais qui ne suffiraient pas à le rendre exceptionnel. Son talent propre, c'est le chantage. Il excelle dans l'art des semi-vérités qui deviennent des contre-vérités : il a fait ses preuves dès sa première campagne électorale contre un vieux juge qu'il déclarait urgent de mettre à la retraite « après trente-cinq ans de services à un revenu total de 170.000 à 200.000 dollars »; il suffirait de réfléchir pour calculer que cela signifiait une moyenne très normale de 5.000 dollars par an environ, mais qui réfléchit? Pour se débarrasser de son adversaire, le sénateur Tydings de Maryland, il distribuait une photo « composite », c'est-à-dire truquée, qui le représentait en conversation avec le chef communiste Earl Browder : et le mot « composite » figurait dans la légende, ce qui suffisait à empêcher des poursuites correctionnelles, mais combien d'électeurs ne lisaient pas d'un bout à l'autre cette légende et, parmi ceux qui la lisaient, combien ignoraient le sens exact du mot « composite »? Il a ainsi « tombé » Tydings; et ce succès a donné plus de force à ses chantages ultérieurs :* Time *l'ayant attaqué —* Time, *un des plus conservateurs parmi les hebdomadaires américains —, il menaçait de dénoncer à ses bailleurs de publicité « les faussetés de ce magazine contre les ennemis du communisme ». Il a fait pire : la façon dont il a repris à l'imprimeur Fedder un document compromettant est une histoire de gangsters.*

Sa méthode oratoire est simple : marteler ses accusations sans se soucier des démentis, en se retranchant derrière l'immunité parlementaire. Et, aussi, simplifier,

à l'intention de tant d'esprits que soulage la découverte du responsable unique dont les complots expliquent tous les maux : ici les jésuites, ou les francs-maçons, ou les deux cents familles, ou les juifs, ou les trusts, là, pour lui, les communistes. Il utilise la psychose du lecteur de romans d'espionnage tels qu'en fourmillent les « comics ». Et les auteurs de sa biographie ont raison d'insister sur les responsabilités de la presse qui, montant en épingle des titres sensationnels et reléguant les commentaires dans un éditorial pour gens sérieux, lui assure ce genre de propagande sans contrôle qui lui suffit. A certains égards, il est surtout un maître dans l'art de la publicité, un « super-commis-voyageur », disent nos auteurs.

Comment en est-il venu à se spécialiser dans l'anticommunisme? Le P. Walsh, doyen de l'École du Service étranger à l'Université de Georgetown, lui en aurait donné l'idée très innocemment alors qu'il se cherchait un cheval de bataille. Il ne pouvait mieux trouver. Aux yeux de l'homme de la rue, il est devenu le champion qui aborde sans gants le grand pugilat, qui débarrassera les administrations de leur vermine; et le même homme de la rue, par une contradiction qui n'est qu'apparente, voyait en lui le copain capable d'aller trouver Staline entre quatre-z-yeux, de lui demander : « Joe, qu'est-ce que tu veux? » Sans diplomatie, de conclure un accord, et de s'en aller en lui disant : « Joe, la première fois que je t'attrape à rompre cet accord, je te ferai sauter de la carte du monde, toi et tout ton damné pays. » Car il n'a rien d'un diplomate faisandé ni d'un intellectuel. L'Américain moyen méprise les intellectuels et applaudit lorsqu'il les dénonce — trait commun avec Gœbbels —, ce cher fils de la terre, Joseph McCarthy. Quelle aubaine que l'anticommunisme pour traiter ses ennemis de suppôts de Moscou! Ici encore la méthode est simple : découper un texte, le rapprocher d'un texte analogue choisi dans un organe de Kominform, suffit à établir une

ligne commune ; et les chiffres précis et gratuits ne manquent point : il y a 205 communistes au Département d'État, affirmait-il (évalution qu'il a réduite plus tard à 81, puis à 54) : or, selon le P. John F. Cronin, qui faisait une enquête parallèle, il n'en existait pas un seul. On comprend que les spécialistes catholiques de la question aient vite jugé peu désirable cet auxiliaire bénévole.

D'autant qu'en réalité nul mieux que lui ne sert le communisme. Son intolérance lui fournit un argument majeur; dans quelle mesure n'influence-t-elle pas les réticences croissantes de l'Europe envers les États-Unis ? Ses grossissements lui prêtent de la force. Et, surtout, où est là-dedans l'étude du marxisme, l'analyse de son prestige, de ses lacunes, de sa nocivité? Il préfère s'adresser aux instincts et dépeindre un épouvantail, quelque chose dans le genre du diable. Cela va mal? Il y a des problèmes sociaux, économiques, politiques? Une seule réponse : c'est la faute aux communistes. Advenant une crise, les Américains lui devront de se trouver divisés, soupçonneux les uns des autres, et complètement ignorants de la nature du péril.

Il récolte le salaire de la peur. Et cette peur, il a su l'exciter par sa science de la réclame. Il en utilise le pouvoir obsédant de la même manière que les marchands de Palmolive ou de Coca-Cola. Semblable à Hitler par certains côtés, il est pourtant bien un produit de l'Amérique et de cette redoutable civilisation auditive et visuelle — celle du cinéma, de la radio, de la télévision, des titres de trois pouces et des journaux illustrés — qui tend à remplacer pour notre malheur la civilisation de l'imprimé propice à la réflexion.

AUGUSTE VIATTE.

Chroniques

ARTS

Regard sur demain

Le mois d'octobre a soudainement fait surgir en grand nombre salons et expositions. Nous voici replongés dans une activité artistique multiple et multiforme, dont peu de chose devrait demeurer lors d'un bilan sévère. Afin de changer d'optique, essayons de prévoir — à partir du présent, bien sûr — quelques caractères de la saison à peine engagée.

Déjà sont exposés à l'Orangerie les plus beaux tableaux du musée de Sao Paulo, fondé voici quelques années, garni à coup de millions; des œuvres excellentes tant modernes que classiques en font un musée comme les autres.

Les Salons se manifestent à leur tour : les surindépendants, malgré un certain nombre d'envois intéressants, montrent peut-être moins de vitalité que les années précédentes; la société « Le Trait », qui groupe des graveurs et lithographes de qualité, présente son exposition annuelle, selon sa tradition de haute tenue; le Salon d'octobre, deuxième du nom, paraît encore un peu « exposition de groupe », mais non sans vie, et confirme les promesses de nouvelles générations dans l'abstraction; le Salon d'Art sacré s'étoffe chaque année, et les jeunes artistes viennent plus nombreux à la recherche de l'expression spirituelle; une interminable file de postulants apportent au jury du Salon d'Automne les œuvres qui portent leurs espoirs.

En un mot, les grandes manifestations officielles ne semblent pas devoir atteindre le niveau de la saison passée; la proportion d'expositions individuelles quelconques va sans doute augmenter encore; toutefois, symptôme encourageant d'un développement régulier, l'accent se pose sur les jeunes artistes. « Octobre » le confirme; le Salon d'Art sacré apporte un début de solution au problème du renouvellement des effectifs, et montre que malgré la pénurie, plus grande

encore que les années précédentes, de sujets religieux dans les salons « laïcs » la génération de vingt à trente ans ressent l'appel plus pressant d'un art appuyé sur une prise de conscience des réalités spirituelles confrontées avec l'humain.

Parmi les expositions particulières il en est de caractéristiques. Deux, entre autres, peuvent servir d'exemple. *Élisabeth de Ponthière* a montré des dessins en couleur : sortes de visions étranges, d'une liberté totale, paysages de rêve, êtres fantastiques vivifiés intensément de tons chatoyants et bouleversants, créations splendides d'une artiste étonnamment douée. *Wostan,* pour sa première manifestation, présente une œuvre d'une importance exceptionnelle, tant pour l'abondance, la diversité — et la valeur à la fois humaine et plastique. Monotypes, gravures, sculptures, fers repoussés et martelés, d'une originalité toujours absolue, d'une technique parfaitement sûre, sont sans aucun doute la révélation de ce début de saison. Nous tenons en Wostan un artiste hors série, riche d'une puissance créatrice inhabituelle, susceptible de jouer un rôle de premier plan dans l'art de notre temps. Libéré du dilemme abstraction-figuration, il reste expressionniste, non superficiellement, mais avec un sens prophétique profond du monde moderne. Art angoissé, violent et puissant, il rencontre les valeurs éternelles de l'existence humaine, et son « mur des lamentations », série de panneaux sculptés en ciment révèlent, après coup, une correspondance troublante avec les plus belles et les plus saisissantes expressions bibliques, par exemple, les lamentations de Jérémie.

Sans pour autant déprécier d'autres expositions, celles-ci enseignent qu'il y a des artistes capables de se dégager des sentiers battus, de trouver une expression nouvelle, personnelle, à des inspirations venues de la profondeur de l'âme humaine, et non plus sollicitées *a priori* par des considérations de mode, d'école, de technique. Ce tournant capital de la vie de l'art doit se confirmer dans la présente saison.

Parmi les salons, une place particulière doit être donnée au *Salon de l'Art libre.* Cette organisation qui, chaque année, voit venir à elle plus d'artistes, étend ses groupes dans de nombreux pays : quinze nations participent à l'exposition actuelle. Ce n'est plus seulement l'embryon du fameux « salon unique » dont tout le monde parle depuis

longtemps sans jamais y croire, mais aussi un salon international, le premier qui laisse aux artistes de chaque pays la responsabilité du choix des envois. La qualité esthétique de ce salon est bonne: on voit que l'absence de maîtres et de noms très connus laisse découvrir des talents plus modestes et plus jeunes.

Hors des salons, on peut prendre contact avec les valeurs importantes de notre temps par l'exposition d'œuvres inconnues de *Kaudinsky* (époque abstraite 1922-1938) ou par l'exposition *Le Corbusier* au Musée National d'Art moderne — car l'architecte universellement connu est peintre, sculpteur, se veut artiste et plasticien avant tout. On put aussi, respectant et appréciant les valeurs du passé proche encore, se réjouir aux rétrospectives de *Valtat, Asselin, Guillaumin.* Tandis qu'en des styles très divers se manifestait la richesse d'apport des étrangers dans l'âme artistique française : de Hollande venait le réaliste, poétique et personnel, *Cornélius Postma*; du Proche-Orient *S. Dökmen,* sobre, vigoureux, et *Fahr-el-Nissa Zeid,* véritable incarnation de la peinture spontanée. Le Japon même nous délégua plusieurs exposants.

Livres utiles

Les dessins des enfants, par Juliette BOUTONIER (Les Éditions du Scarabée), 320 fr.

Préfacé par Gaston Bachelard, ce petit livre (in-16 jésus, 128 pp.) présente une synthèse pénétrante et riche des problèmes afférents aux dessins des enfants; c'est le côté psychologique, médical, éducatif qui est ici traité. En peu de mots l'essentiel est dit, des horizons sont ouverts. Pas de bavardage esthétique, — qui d'ailleurs est toujours à ce sujet une erreur, — cet ouvrage constitue la véritable introduction au monde si complexe et si merveilleux de l'expression imagée de l'enfance.

Introduction à la connaissance de l'art présent, par Madeleine ROUSSEAU (collection le « Musée vivant », de l'Association populaire des Amis des Musées, Librairie « La Hune »), 1.500 fr.

Madeleine Rousseau, depuis vingt ans, s'est consacrée à

la culture artistique des classes populaires; elle a, pour cela, approfondi toutes les formes d'art et les civilisations, fait la synthèse du passé et du présent : c'est le résultat de ce long travail qu'elle présente en cet important ouvrage (in-4°, 320 pp.; 351 reproductions noir et couleur, une carte), sous une forme didactique originale et sûre. L'auteur n'hésite pas à imposer au développement ses idées personnelles, mais toujours expliquées et justifiées par des faits. C'est un livre capital pour la compréhension de l'histoire de l'art et de son esprit universel.

Histoire de l'art, par Germain Bazin (Éditions Garamond), 1.950 fr. relié.

L'auteur, conservateur en chef des peintures au Musée du Louvre, a écrit une rapide vulgarisation abondamment illustrée (460 pp., 630 reproductions) de l'histoire générale de l'art. Il y laisse paraître ses propres idées sur l'évolution de l'art : c'est évidemment un résumé très sommaire des faits artistiques, — ce qui n'excuse pas la méconnaissance de l'art moderne et l'ignorance de ses véritable valeurs, — mais pour tout le reste, ce livre constitue un point de départ, une sorte de dictionnaire abrégé qui peut rendre aux profanes le grand service de les appeler à un intérêt plus détaillé pour les choses de l'art.

Robert Vrinat.

LETTRES

LITTÉRATURES

Les Prix

Cette année, le Prix Goncourt est un grand prix. L'auteur couronné, Pierre Gascar[1], possède tout ce qu'il faut pour durer bien au delà des lauriers et pour peu à peu devenir, si je ne me trompe, un grand écrivain. Le sujet de ses livres importe moins que jamais, puisque cent mille lecteurs n'ont

1. Pierre Gascar, *Le Temps des Morts* (Gallimard).

pas besoin qu'on le résume pour le connaître. Mais on peut dire la beauté de leur langue, la profonde qualité d'un style du récit et de la résonance intérieure, de l'événement et de l'homme.

Par contre, le Fémina est un tout petit prix : *La Pierre angulaire* [2], qui donc a écrit ce livre ? Delly, Berthe Bernage, Max du Veuzit ? Cela coule comme un jus de poire et les verdeurs mêmes semblent sucrées. L'auteur ne cesse d'enfiler des perles, des clichés, des figures, avec une grande application et peut-être la peur d'écrire bien. La rhétorique est une cuirasse de velours rose.

Ce qui n'est pas de Delly, ici, c'est la reconstitution historique, qui a demandé beaucoup de travail et de sérieux. La fresque tient, son tissu est solide, mais pourquoi a-t-il fallu qu'on le recouvre d'aquarelle pour jeunes filles, de broderie à l'intention de dignes, braves et vieilles dames ? La jeune femme, qui est responsable de *La Pierre angulaire,* croit tout ce qu'il ne faut pas croire : que les mots sont sans importance, que la littérature est faite pour se distraire, et que l'art n'appartient qu'aux marges de la société.

Documentaires pour adolescents

L'adolescence et la pré-adolescence ont besoin de substances exactes et de nourritures solides. L'à peu près risque de s'imprimer dans l'esprit et d'y prendre la place du vrai; le flou peut rendre semblable à lui-même la tête dans laquelle il s'est installé. C'est pourquoi le type de la bonne lecture est alors donné par le récit de voyage et le documentaire.

Dans cet ordre, limité mais important, un très bon livre de Simone Brissaud, *Nos amis les oiseaux* [3], est tout à fait recommandable. Près de cent textes, consacrés à autant d'oiseaux, brefs, alertes, concrets, sont fort capables d'apporter ce qu'ils veulent : une information donnée en langage de récit. Les illustrations sont suffisantes, bien qu'elles ne visent qu'à éclairer.

De la collection « Guides du naturaliste » [4], je citerai *Que*

2. *La Pierre angulaire* (Gallimard).
3. Aux Éditions Fernand Nathan.
4. *Ibid.*

trouve-t-on au bord de la mer? par A. Kosch et plusieurs professeurs. Ce n'est pas un livre composé pour l'adolescence, mais il me semble qu'il peut très bien servir à apprendre à connaître. Généralement, un adolescent est trop enfermé dans le système scolaire, qui est purement oral, pour qu'il sache ouvrir un livre afin de comparer ce qu'il y lit avec ce qu'il voit. Ici, des tableaux pour l'identification de trois cents plantes et animaux vivant au bord de la mer, avec de très nombreuses figures en noir et en couleurs, doivent avoir pour premier effet d'inviter à manier un livre en fonction du réel et dans le but de rendre l'un et l'autre lisibles.

Retour a Cirgue

Un village d'Ariège, entre les plaines, qui sont presque toujours quelconques et les hautes montagnes, où la seule préoccupation est de bien respirer. Un dépérissement prodigieusement lent, de la lenteur même des apogées. Une sorte d'autonomie humaine et géographique, qui métamorphose l'immobilité en approfondissement et l'écoulement du temps en conscience du destin. A l'extrême pointe de cette presqu'île de terre s'avançant sur la mer du temps, la famille Cérègnès, encore plus orgueilleuse, plus jalouse et, en ce sens, plus vouée à la mort que les autres. Là est le lieu du roman de Camille Bourniquel [5], mais non sa limite. Si la famille Cérègnès est réduite à trois vieilles tantes, il semble que ce soit pour mieux lutter contre la dispersion. Quand arrive une nièce anglaise et quand elle s'en va, le rythme des choses ne change pas. Or, elle laisse un enfant, par qui tout est sur le point de changer.

Titus commence son règne. Dans une famille qui meurt de ne plus aboutir qu'à des femmes, il ne peut pas être qu'enfant mâle, mais dieu, triomphe, force, pureté, beauté; il ne peut pas n'être que fils — car sa mère est lointaine et son père inconnu — mais événement perpétuel entouré de nourrices. Après le collège, Titus revient à Cirgue. C'est pour y rencontrer une épaisseur de silence et d'ombre qui convient aussi peu à sa lumière naturelle et à sa force qu'un

5. Camille Bourniquel, *Retour à Cirgue* (Éd. du Seuil).

masque au soleil. Il va donc découvrir son père. Et qui est son père ? Celui que Cirgue a toujours exclu mais redouté, maintenu à sa lisière mais tenu pour irremplaçable, celui que le village conserve comme un rite : le guérisseur Fourcat, ni mage ni prêtre, ni démon ni révolutionnaire, et cependant un peu tout cela. Titus voit son père et dès lors tout est consommé : Fourcat périt dans un incendie, dont les flammes brûlent en même temps toutes les barrières que Titus sentait autour de lui. Titus est libre, Titus cesse d'être tenu en laisse par la symbolique des Cérègnès et par la mythologie paternelle.

Il me semble que le premier sens du roman est là : la liberté passe entre les symboles et les mythes, c'est-à-dire entre les *signes*. Mais le signe — ici, celui de l'attache à la vie et au monde, au passé et au temps — doit être touché, conquis, avant d'être abandonné. Celui qui est libre sera à son tour le signe de quelqu'un.

D'autres sens ressortent plus ou moins visiblement entre les lignes de Camille Bourniquel ou au-dessus d'elles. Mais puis-je, moi lecteur, choisir certains d'entre eux sans contraindre l'auteur et les autres lecteurs ? *Retour à Cirgue* laisse à tous la liberté de sa propre richesse.

Sur le style même de Camille Bourniquel, il y aurait beaucoup à dire. Les phrases admirables ne manquent pas. Il me semble seulement que le romancier ne résiste pas assez aux nécessités, aux urgences de l'art romanesque. Mais on ne peut dire cela que par rapport à ce qu'a écrit l'auteur, ailleurs et en d'autres occasions, quand l'extrême densité de son langage a eu l'effet second de l'enfermer dans une zone trop particulière pour qu'on supporte tout de suite qu'il puisse en sortir. Et si cette remarque, faite à propos du roman, était un reproche elle serait absurde : ce serait reprocher au romancier de l'être trop. On l'est ou on ne l'est pas. Camille Bourniquel est romancier. Il est étonnant qu'une seule page de son livre puisse en témoigner sans qu'aucun doute ne vienne à l'esprit : cette page 48 de *Retour à Cirgue*, qui suffit à Bourniquel pour donner à une présence fugitive une extraordinaire profondeur et la dimension qui nous importe le plus : intérieure et inoubliable.

GABRIEL VENAISSIN.

QUATRE ROMANS

Célia Bertin, couronnée par le jury du prix Renaudot, écrit ses livres comme un homme. C'est pesé, mûri et dur, cérébral, calme et tout à fait classique : « un véritable romancier », comme l'écrivait Nadeau dans *L'Observateur*...

Cette *Dernière Innocence*[1] qui lui vaut des lauriers est une œuvre d'analyse psychologique. On avance à travers le drame comme sur une piste étroite — mais la forêt tout autour est ensorcelée et béante... Bien qu'il s'agisse incontestablement d'un roman « qui raconte », on ne sait à la dernière page si l'histoire est terminée. Richesse du genre : le lecteur joue à écrire lui-même l'épilogue. La lesbienne Paule, tombée amoureuse du mari de sa sœur, coupable du suicide de cette dernière, en permanente révolte contre sa mère — la veuve abusive du poète Touray, Paule l'implacable et dont l'ambivalence amoureuse est le fruit d'une éducation faussée dès l'origine, si elle évite *in extremis* la mort volontaire est-elle la femme qu'il faut à Étienne, est-elle au fond apte au bonheur et à l'oubli ? Saisie sous ses aspects contradictoires, à travers les facettes d'un regard d'insecte, dans un milieu dont l'atmosphère évoque la faune des marais, la trouble *innocence* de Paule retient le jugement.

Célia Bertin évolue avec maîtrise à travers la complexité des êtres, sans la déranger d'un pouce. Lorsqu'elle dit de son héroïne qu' « elle aimait la fragilité apparente de ce monde tragique, tellement tendu », nous nous doutons qu'il faut voir la tragédie dans la tension des rapports, et la fragilité comme un décor, à la fois consolateur et absurde, une apparence qu'il nous appartient d'étayer ou de détruire. Là est la vérité du roman, son art étant dans le dosage entre tension et décontraction, dans une unité de rythme dont le style de *La dernière Innocence* donne un exemple presque parfait.

Il arrive que, lisant un auteur, vous vous preniez à discuter avec les personnages de son invention. La chose est rare et j'ai été tenté de m'y livrer avec le roman de Jean Masarès :

1. *La dernière Innocence*, par Célia Bertin (Corrêa).
2. *L'Inutile*, par Jean Masarès (Julliard).

L'Inutile [2]. Si je ne parle que de tentation, c'est qu'au bout de quelques pages son Pascal Bertaud et moi étions tombés d'accord sur à peu près tous les problèmes soulevés par l'ouvrage : rapports entre communisme et intellectualisme, difficulté d'unir un tempérament de contemplatif à une vie qui se veut totalement et quotidiennement engagée, incapacité de disposer de l'existence d'autrui, même en des circonstances où le choix s'impose entre une mort ou cent, lutte de tout instant pour ne jamais se laisser aller à faire d'une certaine liberté une excuse de l'injustice...

Mais pourquoi parler d'abstractions alors que le livre de Masarès vous plonge en pleine pâte humaine, alors que ce roman déborde de souffrance et d'amour ? Pascal Bertaud est un méditatif. Pour lui, l'action est un prétexte à réflexion. Et pourtant, on ne peut lui reprocher d'agir *gratuitement* : il est de ces contemplatifs qui ont découvert que, tant qu'on n'a pas tout fait pour sauver les autres (ceux qui n'ont jamais le loisir de penser, ceux qui n'ont pas le goût, par lassitude, de s'adonner aux consolations de l'esprit), tout repli est une lâcheté et une trahison. Pascal est aussi communiste. Il est de plus résistant, durant les années 1943-1944. Il joue honnêtement le jeu, avec peut-être un peu moins de spontanéité que n'en eurent de plus frustes, mais avec une même somme de générosité. Et s'il renonce à exécuter un délateur lui jettera-t-on la pierre ? Moins sévères que l'auteur, nous ne jugeons pas que ce Pascal Bertaud soit un *inutile*... Le récit de Jean Masarès est une coulée lyrique. Rempli de poésie, usant des procédés modernes (simultanéisme, monologue intérieur), il soutient à merveille l'action, et je n'y trouverai pour ma part rien à redire que d'inutiles répétitions, çà et là... Un bon, un excellent roman.

L'histoire que le pasteur allemand Albrecht Goes raconte dans le très bref roman intitulé : *Jusqu'à l'aube* [3] est une histoire de guerre, peu éloignée des récits de la Résistance. Ce condamné à mort « pour désertion » est un soldat de la Wehrmacht, soldat des forces d'occupation en Ukraine, amené à fuir l'armée nazie pour éviter son incorporation dans une compagnie disciplinaire, au bout du compte passé au rang des partisans et retrouvé au milieu d'eux au cours d'un

3. *Jusqu'à l'aube*, par A. Goes (Albin Michel).

ratissage. Le narrateur (qui est le pasteur chargé d'assister le condamné) passe la nuit qui précède l'éxécution dans une chambre dont l'alcôve, du fait des nécessités de la guerre, abrite, pour la même nuit, un capitaine allemand à la veille de partir vers l'Est et sa fiancée. Toute la narration tient en ces quelques heures entre le coucher et le lever du soleil : densité qui n'est pas sans rappeler celle d'une bonne pièce de théâtre, mais qui, ramassée en cent soixante pages, n'a pas permis à l'auteur d'étoffer suffisamment les personnages, de révéler la complexité des destins. Ceci dit, par le ton du livre, par la vigueur des situations, par le tragique au moins ébauché de la rencontre entre le pasteur et le condamné, *Jusqu'à l'aube* mérite une place de faveur parmi les romans allemands sur la guerre allemande.

Depuis *La Puissance et la Gloire,* cinq éditeurs parisiens se sont fait un devoir de présenter successivement au public français une bonne moitié de l'œuvre de Greene. Pour en bien juger, il est donc juste de replacer dans leur chronologie les romans traduits. Le dernier publié s'appelle : *C'est un champ de bataille*[4]. Il est antérieur au *Rocher de Brighton.* L'action évolue autour d'un meurtre commis sur un policeman par Jim Drover, ouvrier communiste. Sa femme, Milly, son frère, Conrad Drover, des camarades du Parti vont s'occuper d'arracher Jim à la condamnation à mort. Mais tous vont succomber à leur égoïsme : Milly, qui ne se sent pas assez forte pour attendre sans espoir, se donne à Conrad, qui à son tour fait passer au second plan le salut de son frère. Les hommes du gouvernement supputent les incidences de la pendaison de Jim sur le plan politique. Presque tous, sur le « champ de bataille qu'est la vie » mènent leur jeu avant de donner le meilleur de leurs forces à la générosité.

Œuvre pessimiste. Sans empreinte chrétienne. Angoissante, brûlante, devant laquelle il semble que le sens même de la communauté humaine doive être remis en question. Œuvre d'avant la Grâce... Il était utile que nous connaissions aussi cet aspect existentialiste de l'œuvre greenienne.

MAURICE CHAVARDÈS.

4. *C'est un champ de bataille,* par Graham Greene (Robert Laffont).

THÉATRE

Le livre de Christophe Colomb fut créé en mai 1930 à Berlin. Le Français, né prudent, a donc attendu vingt-trois ans avant de courir le risque de jouer un chef-d'œuvre; et encore a-t-on laissé au théâtre de Bordeaux celui de faire l'expérience. Pourtant, en juin 1947, sur la petite scène du Vieux-Colombier, avec des moyens très réduits, M. Jean Doat et sa Compagnie « Feux tournants » avaient su mettre en lumière l'originalité théâtrale et la puissance dramatique de la tragédie... Enfin, fermons les dossiers et allons au théâtre Marigny : la représentation est digne de l'œuvre; c'est sans doute, depuis *Le Procès,* le travail de M. Jean-Louis Barrault qui répond le mieux à ce que nous attendons de lui.

Tout n'est certes pas parfait. Il y a, on le sait, deux Christophe Colomb en scène, celui de l'histoire posthume et celui de l'histoire réelle, celui de la vie triomphante et celui de la vie militante : on souhaiterait pour le premier un acteur plus inspiré. M. Jean-Louis Barrault s'est chargé du second : il est un jeune Christophe Colomb magnifique, mise à part une légère emphase dans la gesticulation; la jeunesse du comédien, jeunesse de l'âme et des mouvements, est si vraie que tout le jeu du personnage paraît vrai; ensuite, le vieillissement est si joué que la vérité du personnage s'impose moins. Ceci dit, quel spectacle! Quelle poésie dans ces images où, seuls, les hommes sont réels et où aucune chose n'est réalisée! Pas de peintures, mais des lumières. Pas d'objets lourdement matériels, mais quelques accessoires qui parlent à l'imagination. Enfin, toujours présente, cette immense toile blanche qui tombe des cintres et dont un œil artiste a varié le plissement selon les scènes, à la fois voile de navire et écran où se refléteront les rêves, symbole unique du drame maritime et cosmique qui est raconté dans *Le livre de Christophe Colomb.*

M. Paul Claudel peut être, quand il le veut, aussi intelligent qu'il est génial quand il est inspiré : l'étude qui sert de préface au *Livre de Christophe Colomb* est, à cet égard, aussi parfaite que l'*Introduction à la peinture hollandaise.*

M. Paul Claudel a repris l'idée wagnérienne du « drame intégral », mais avec la volonté de faire ce que justement Richard Wagner n'a pas fait. La théorie longuement développée dans *Opéra et Drame* prévoit, entre les diverses composantes du *drame,* un équilibre que l'on ne reconnaît guère dans les œuvres destinées à illustrer la théorie : dans les *drames* de Wagner comme dans l'*opéra,* la musique submerge le poème et arrive à se suffire sans le jeu : *Tristan* est plus un drame musical qu'un drame intégral. *Le livre de Christophe Colomb* répond pleinement aux exigences de la seconde formule : la musique est ici comme la matière originelle du drame, l'émotion première où le drame se concentre avant de prendre forme. Ici, la réussite est exemplaire : le poème de Claudel, la musique de Darius Milhaud, l'animation scénique de Jean-Louis Barrault sont vraiment les « parties » du drame, au sens où l'on dit que chaque instrument joue sa « partie » dans la symphonie.

Le « drame intégral » invite tous les arts à collaborer à la représentation du drame. Au milieu du XXe siècle, il y a un art que Richard Wagner ne connaissait pas : le cinéma. « Pourquoi, demande Claudel, dans un drame musical, qui a pour caractère la transformation, sous l'influence du temps, d'événements disjoints en une seule ligne mélodique, accepter un décor immobile ? Pourquoi ne pas laisser les images, suggérées par la poésie et par le son, s'exhaler de nous comme une fumée et se déposer un moment sur l'écran ?.... Pourquoi ne pas ouvrir la porte de ce monde trouble où l'idée naît de la sensation et où le fantôme du futur se mêle à l'ombre du passé ? » Paroles lumineuses, mais pour définir une formule de théâtre si neuve, qu'il est bien difficile de demander une réussite totale à la première expérience. A notre sens, la leçon du présent spectacle est claire : le cinéma doit intervenir pour évoquer ce que les autres arts ne peuvent ni représenter ni même suggérer; il doit s'abstenir de répéter ce qu'un autre art a déjà dit complètement; d'autre part, son domaine est celui des réalités qui ne peuvent être ni senties ni conçues mais devinées : puisque Claudel a écrit : « l'œil écoute », on peut bien parler ici de musique visuelle. Quand, au début de la pièce, nous voyons sur l'écran le globe du monde sortir d'une nébuleuse liquide, le cinéma joue son rôle : sa poésie disparaît quand surgit la main qui modèle

la terre, main trop réelle, malgré sa blancheur et ses dimensions. Au cours du dialogue entre Colomb et le matelot mourant, dialogue d'âmes, rencontre d'une espérance brûlante et d'un souvenir presque éteint, pourquoi doubler sur l'écran en gros plan les visages des deux hommes qui sont alors sur la scène ? Loin de nous révéler le secret de leurs cœurs, cette grossière matérialisation détourne l'attention de ce qui ne doit pas être vu. Au contraire, on regrette, derrière la reine en prière, le vitrail de Saint-Jacques de Compostelle : comme l'image grandiose et immobile de l'écran eût été plus surnaturelle qu'un acteur évoluant sur le plateau!

Il y aurait beaucoup à dire sur cette œuvre immense et courte. Et beaucoup aussi sur *Le Chemin de Crête* de M. Gabriel Marcel, qui attendait depuis 1936, et que M. Anet Badel, met en scène au Vieux-Colombier... Car on a, semble-t-il, trop parlé du *Secret* d'Henry Bernstein. Ici et là, certes le drame surgit quand l'authenticité se distingue de la sincérité : une générosité peut être sincère et non authentique. Mais le drame de Gabrielle est celui du dédoublement, de la coexistence d'une générosité sincère et d'une frénésie malfaisante qui change le bien en mal, ce qui est la définition même de la perversion; le drame d'Ariane est celui de l'ambiguïté, d'une générosité sincère qu'inspire une obscure volonté de puissance.

A mon sens, Ariane est trop consciente de ce qu'elle veut être pour avoir conscience de ce qu'elle est. A l'origine de son drame, il y a le moralisme d'une éducation qui ignore le problème psychologique et religieux du pouvoir, situe le devoir au niveau de l'héroïsme et de la sainteté, exalte le vouloir. De là cette volonté de cheminer sur les crêtes dans une âme qui n'est ni vouée par sa nature à l'héroïsme ni appelée par la grâce à la sainteté : or qui veut faire l'ange ne fait pas nécessairement la bête, mais tout simplement « fait l'ange », ce qui est bien autre chose qu' « être ange ». Le risque du moralisme qu'illustre l'Ariane de Gabriel Marcel, ce n'est nullement le vice, ni même la fausse vertu, mais la vertu faussée. C'est pourquoi, tandis que la méchanceté de Néron ou la fausse dévotion de Tartufe ont pour effets des catastrophes précises, la générosité faussée d'Ariane a pour effet ce mal particulier qui s'appelle le gâchis.

A quoi bon parler de l'interprétation, de l'admirable anti-Ariane de Mme Éléonore Hirt, de la discussion soulevée par l'Ariane de Mme Madeleine Ozeray, de la faiblesse de l'interprétation masculine? Quand ces lignes paraîtront la pièce aura quitté l'affiche du Vieux-Colombier : le moins que l'on puisse dire est que le public n'est vraiment pas curieux.

En ce temps où l'on « modernise » Shakespeare et Alexandre Dumas père, M. Philippe Hériat s'applique volontairement à écrire une pièce qui « date », un drame 1830. Son article du *Monde* (18 novembre) est l'introduction indispensable aux trois actes que donne la Comédie-Française : « L'action des *Noces de deuil* se situe dans les temps romantiques. C'est une pièce d'époque... Ayant imaginé une donnée dramatique qui, selon moi, se réclamerait du romantisme, l'idée me vint, pour mieux servir mon dessein, de reconstituer sur la scène, avec toute leur tension, l'atmosphère, la ferveur, les transports de l'époque romantique, et en premier chef son langage. » L'auteur, ici, précise : non pas le langage des écrivains romantiques, mais celui des correspondances et des mémoires. Quand l'héroïne dit au héros : « c'est maintenant dans ta poitrine que mon cœur bat »; quand le héros dit à l'héroïne : « même dans une autre vie, je ne pourrais aimer une autre femme... il faudrait qu'elle ait votre moulage », l'auteur peut et doit répondre à notre étonnement : « J'ai voulu donner un ton aux *Noces de deuil*. Ce ton n'est pas le mien... C'est le ton de mes personnages, celui qui, à mon sens, eût été le leur s'ils avaient vécu. »

Il est donc vain et il serait maintenant peu honnête de reprocher à M. Philippe Hériat d'avoir fait ce que très exactement il voulait faire. La seule question est de savoir si ce qu'il voulait faire a vraiment un sens.

Soupçonnant un lien au moins sentimental entre sa jeune femme et son fils adoptif, un homme se suicide de telle façon que l'on puisse croire à un crime et soupçonner l'un ou l'autre des deux amoureux. On demande ici aux spectateurs autant de bonne volonté qu'au procureur du roi... Soyons donc naïfs comme un magistrat de théâtre : la mort du mari permet aux deux amoureux de vivre leur grand amour, mais le mort est là qui, à la fois, excite et empoisonne leur amour. Il est fier de penser qu'elle a tué pour lui... elle est fière de

penser qu'il a tué pour elle... mais pourquoi celui qui a tué n'avoue-t-il pas ce crime sublime? C'est l'enfer.

M. Philippe Hériat n'a pas voulu, déclare-t-il, écrire « un pastiche », c'est-à-dire un « à la manière de... », de Dumas père, par exemple. Il a écrit un drame tel qu'il aurait été vécu et senti à l'époque où Dumas père faisait jouer *Antony* : n'est-ce pas tout de même « un pastiche », un « à la manière de... », de nos arrière-grands-parents qui vivaient au temps de Dumas père? Le premier pastiche aurait permis à l'auteur et à ses interprètes de sauver la vérité du drame, malgré le ton, par une ironie discrète et attendrie; le second exige que le ton comme le drame soit pris au sérieux, puisqu'il représente la vérité de l'histoire : il arrive alors que l'auteur et les interprètes se prennent à un jeu qui ne prend pas le spectateur.

Les Noces de deuil constituent une expérience très intéressante pour étudier le problème « théâtre et histoire ». Mais la Comédie n'est pas faite pour les expériences de ce genre. Pas plus, d'ailleurs, que pour jouer des œuvres comme *La Vérité est morte*, même sur la scène de l'ancien Odéon. La seconde pièce de M. Emmanuel Roblès n'a pas l'émouvante simplicité de *Montserrat*. L'auteur ne semble pas avoir senti le moment où l'éloquence refroidit la passion, où le pathétique nuit au dramatique. Ceci reconnu, le succès de *La Maison de la nuit* ne permettrait pas une sévérité trop rigoureuse pour *La Vérité est morte*. Si la pièce de M. Thierry Maulnier a plus de « style », l'intrigue de M. Emmanuel Roblès est plus habilement conduite et le sujet n'est pas moins tragique. Il s'agit d'un fait très simple et sans date précise : l'état de guerre implique le mensonge patriotique et les exigences de la victoire l'emportent sur celles de la vérité; en particulier, les peuples désirent comprendre les défaites qu'ils n'acceptent pas; la trahison est l'explication la plus commode, car elle paraît toujours si naturelle que les preuves peuvent être réduites à la plus faible vraisemblance; si le moral du pays ou de l'armée le réclame, la morale doit se taire... Le colonel espagnol Haro occupe une position indéfendable; quand la résistance devient impossible il se replie en bon ordre, sauvant ses hommes et son matériel; mais la ville sera encerclée par les troupes françaises, le siège sera terrible, fusiller un traître de marque sera, pour

le général qui commande la place, un moyen de donner confiance, d'imposer une discipline de fer, de fasciner les imaginations.

Les dieux ont soif : ceci est de tous les temps. Mais aujourd'hui Iphigénie se reconnaît coupable. L'Espagne ne demande pas seulement sa vie au colonel Haro, mais son honneur. « Un bon traître est plus efficace qu'une demi-douzaine de bataillons », déclare le général, et « le bon traître » n'est pas celui qui, devant le peloton d'exécution, en appelle au jugement de l'histoire, mais celui qui se déclare traître et se condamne lui-même sans espoir de réhabilitation. Dès que le souci de la vérité est subordonné à celui du succès, il n'y a aucune raison de s'arrêter et une logique de l'héroïsme conduit à la question du colonel Haro. Le sujet est à reprendre. Avec MM. Jean Marchat et Escande, bien entendu.

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

Cesare Zavattini et le néo-réalisme

Un « Congrès du néo-réalisme » s'est tenu à Parme au début de décembre. On imagine mal en France le succès que pourrait avoir une réunion sur un sujet spécifiquement cinématographique sans l'attrait qu'apportent aux festivals la projection de films et le charme touristique. Dans la brume hivernale et glacée de Parme, pendant trois jours, une cinquantaine d'orateurs venus de toute l'Italie ont débattu et parié sur l'avenir du néo-réalisme. Pour les entendre, des centaines et parfois plus d'un millier d'auditeurs se sont dérangés alors que les réunions avaient lieu en semaine et le matin ou l'après-midi. A en juger par ces détails, les Italiens plus que les Français font au cinéma la place qu'il mérite dans leurs préoccupations culturelles. Autre preuve : il existe en Italie quatre revues mensuelles consacrées au cinéma et deux bi-mensuelles, dont l'une tire à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.

En France l'intérêt du public cultivé parvient à faire vivre — difficilement — *une* revue mensuelle de cinéma : *Les Cahiers du cinéma,* qui tire à quelques milliers d'exemplaires.

On imagine que, dans ces conditions, les auteurs de films doivent se sentir soutenus dans leurs efforts par une élite de spectateurs autrement attentive et informée qu'en France, le mérite n'en revient pas aux seuls spectateurs, scénaristes et réalisateurs en Italie ne dédaignent pas d'écrire dans ces revues, de paraître aux réunions d'étude ou aux rencontres comme celle de Parme. Ils semblent prendre le temps — tout au moins les meilleurs parmi eux — de réfléchir sur leur métier et sur leur art.

Ceci est vrai surtout de Cesare Zavattini, qui fait figure de chef de l'école néo-réaliste et qui animait de sa seule présence la rencontre de Parme. Des réalisateurs comme de Sica ou Antonioni (et d'autres que nous connaissons bien moins en France) assistaient bien aux réunions, mais se défendaient de faire la théorie du néo-réalisme. Cesare Zavattini, au contraire, s'interroge sur la naissance du mouvement, sur sa crise actuelle et sur son avenir. Aucun des films réalisés jusqu'à présent ne lui semble *vraiment* néo-réaliste. Comme je lui citais *Umberto D,* qui nous semble, en France, un cas limite du genre, il me répond qu'il s'agit du dernier film de l'ère qui prépare et précède le néo-réalisme.

Pour Cesare Zavattini, le néo-réalisme est beaucoup plus qu'une école artistique, il procède directement d'une vision de l'homme et de l'attitude de l'auteur à son égard. Ce scénariste, on le sait, refuse d'écrire des « histoires », d'inventer des intrigues. Il croit et proclame que « tous les hommes ont leur intérêt » : point n'est besoin d'inventer un récit pour amuser les spectateurs, c'est à cet homme qu'on leur montre qu'il faut les intéresser. Si l'auteur n'y parvient pas, c'est qu'il s'y est mal pris, qu'il n'a pas acquis une *connaissance* suffisante de l'homme dont il parle. A lui de découvrir le bon moyen. « Si vous avez fait un trou dans le mur de sa maison, dit Zavattini, pour voir vivre un homme et que la méthode vous semble mauvaise, épousez sa fille. »

Zavattini proclame donc la nécessité d'une « participation d'expérience » à l'objet du film. Et le film lui-même ? Il

disait voilà deux ans que son rêve était un film retraçant quatre-vingt-dix minutes de la vie d'un homme auquel il n'arrive rien. Il va plus loin aujourd'hui : il suffit d'asseoir Pierre ou Paul sur une chaise et de lui faire dire la vérité, ou du moins une vérité sur lui-même... Voilà pourquoi le *Voleur de bicyclette* ou *Umberto D*, qui nous semblaient des chefs-d'œuvre de dépouillement, de refus de la construction mélodramatique, lui semblent encore des films trop proches du théâtre (!), sacrifiant trop aux conventions du scénario...

Ces deux principes : connaissance par expérience du sujet, et récit d'un personnage par lui-même, ont donné naissance à deux films que nous n'avons pas vus encore en France, mais qui, d'après Zavattini, sont un progrès sur les précédents (dans la voie néo-réaliste). L'un d'eux ouvre une série. Zavattini voudrait réaliser chaque année un film d'enquête sur la vie quotidienne. Le premier s'appelle *L'Amour dans la cité*, il est composé de six « articles » (de six sketches, dit-on habituellement, mais Zavattini compare le film plus volontiers à une revue qu'à une pièce de théâtre). Chacun de ces « articles » réalisé par une équipe différente est le résultat d'un véritable enquête sociale qui va de la prostitution au mariage bourgeois.

L'autre film s'appelle *Nous sommes des femmes*, c'est l'histoire du personnage assis sur une chaise pour raconter sa vie. Mais il ne s'agit pas de Pierre ou de Paul. Ces personnages sont des vedettes, Isa Miranda, Anna Magnani, Ingrid Bergman et Célida Valli, chacune est confessée par un réalisateur de grand talent : Rosselli, Visconti, Zampa, Franciolini.

— Êtes-vous satisfait du résultat ? demandai-je à Zavattini.

— Elles n'ont pas dit *vraiment* la vérité, répond-il avec une charmante fausse naïveté. De même, pour *L'Amour dans la cité*, les auteurs ne sont pas allés jusqu'au bout de leur enquête. Aussi n'y a-t-il que 20 % de néo-réalisme dans celui-ci, 10 % peut-être dans *Nous sommes des femmes*. Zavattini n'est pas mécontent de ces proportions modestes; elles lui laissent un espoir immense pour l'avenir : la voie reste grande ouverte au néo-réalisme. Il n'est pas essoufflé, il commence.

JEAN-LOUIS TALLENAY.

Document

LES ÉTATS-UNIS ET LE CATHOLICISME AMÉRICAIN

I. — Communauté d'intérêts

Nous entretenant de ce que nous pouvons appeler les choses de l'esprit en Amérique, il est bon de nous rappeler qu'en un sens, et très réellement, les choses de l'esprit sont aujourd'hui à peu près les mêmes dans le monde entier.

Une communauté d'intérêts est tout particulièrement saisissable entre l'Europe et l'Amérique, et elle tient à ce que ces deux grands secteurs du monde n'ont pas seulement un présent commun, mais un commun passé. C'est vrai en particulier des États-Unis (du Canada également) : les civilisations indiennes n'y étaient pas parvenues au degré de développement qu'elles atteignirent au sud du Rio Grande, et leurs vestiges sur la sensibilité des Européens venus là sont pour cette raison négligeables.

S'il est vrai que de nos jours il existe pour l'ensemble une communauté d'intérêts, c'est deux fois vrai pour les catholiques. Ceux-ci appartiennent en effet à une tradition capable de pénétrer toutes les cultures indifféremment, et que Dieu a créée en fait précisément dans ce dessein. C'est pourquoi une étude du catholicisme aux États-Unis peut utilement se présenter sous forme d'étude de la continuité entre le catholicisme chez

nous et dans le reste du monde. En Europe, l'on a bien saisi cette manière d'étudier notre catholicisme; trop bien, peut-être. Car trouver l'explication du catholicisme américain dans ses lointaines origines nationales, ses origines européennes, c'est risquer certaines lourdes bourdes si l'on ne sait pas ce que ces origines signifient réellement en *Amérique*. Quand les Européens parlent — et ils n'y manquent jamais — de la tradition irlandaise aux États-Unis, il y a un fait qu'ils ne savent pas voir : c'est que, plutôt que de déterminer directement le caractère de notre catholicisme, la tradition irlandaise constitue un lieu de rencontre pour l'ensemble de la tradition américaine et l'Église en Amérique. Il existe une curieuse affinité entre la joviale cordialité irlandaise (*Hail fellow well met!*) et la cordialité américaine de la frange pionnière (*frontier*). La tradition irlandaise ne *détermine* pas autant qu'elle sert de catalyseur. C'est souvent que l'Américain entend les Européens qualifier d'irlandais ce qu'il sait appartenir à une catégorie beaucoup plus vaste.

II. — Les catholiques américains a la recherche d'eux-mêmes

Mais le catholique des États-Unis aurait mauvaise grâce à protester contre l'incompréhension des Européens, étant donné qu'il n'a pas su lui non plus expliquer aux autres ce qu'il est, ni se l'expliquer à lui-même. Il ne possède pas l'explication théorique adéquate à son cas, et jusqu'à ces derniers temps n'avait montré que fort peu de signes d'une recherche en ce sens. Aujourd'hui, en effet, le catholicisme américain subit une crise intellectuelle, une crise spirituelle : il est en train de prendre conscience de ce qu'il est, et de concevoir avec plus de netteté ce qu'est la mission de l'Église aux États-Unis.

A. *Mentalité conservatrice*

Ce n'est pas que le catholicisme américain ait été dépourvu jusqu'à maintenant du sens de l'Histoire, et le catholique des États-Unis a toujours porté en sa conscience profonde tout un ensemble de notions qui lui ont fait éprouver son engagement personnel dans l'Histoire, et de manière très précise; il s'y est reconnu comme le produit de deux forces : d'une part le catholicisme d'après la Révolution au XIXe siècle, période pendant laquelle la plupart des catholiques américains sont venus aux États-Unis; d'autre part la minorité catholique en position défensive, position où s'est trouvée l'Église dans une civilisation qui était en fait, sans que ce soit jamais officiellement, anticatholique. Ce sont ces deux forces qui ont pénétré la mentalité des catholiques américains d'un sentiment d'infériorité — celui d'une minorité — et qui font dévier son jugement, ainsi qu'on l'a si souvent remarqué. La réaction immédiate en milieu hostile n'était pas d'essayer de comprendre, mais de résister. D'où ce paradoxe, qui reste encore aujourd'hui incompréhensible pour les étrangers : une mentalité catholique, à bien des égards la plus conservatrice du monde (nulle part la liturgie n'est plus immobile), et cela dans la nation dont le génie semble bien être celui de l'adaptation et du renouvellement.

A cette mentalité défensive, les catholiques américains doivent l'image qu'ils se font dans l'ensemble de leur position dans l'Histoire. Pour l'ensemble la représentation de leur propre Histoire est faite d'une projection dans le passé d'une situation qu'ils vivent, et qui reflète des besoins psychologiques actuels. Et cette représentation du passé, si vraie qu'elle soit, procède d'un choix. Ce qui détermine le choix, dans l'histoire du catholicisme américain, c'est le fait que celui-ci a dû faire face,

non seulement à tout le courant des attaques contre l'Église pendant le XIXe siècle, mais à la menace aussi, — pourtant curieusement bénigne dans l'ensemble — de la culture protestante aux États-Unis.

Le complexe d'infériorité de la minorité catholique aux États-Unis a été commenté maintes fois. On n'a pas toujours vu cependant que ce complexe ne tient pas seulement aux conditions de l'Église en Amérique, mais aussi à une certaine perspective historique que les catholiques ont élaborée, et qui ne résulte nullement du fait qu'ils sont une minorité, mais simplement du fait qu'ils sont catholiques et Américains. Ce double héritage fait naître en eux un curieux sentiment de leur mission. En premier lieu, l'Europe leur devient, comme pour tous les Américains, un symbole du passé. En second lieu, parce que ce passé est psychologiquement et géographiquement coupé du présent mouvant (c'est-à-dire, pour eux, l'Amérique) il offre un caractère exceptionnel de fixité, de rigidité même.

Mais voici maintenant où le catholique se trouve devant une difficulté qui lui est propre : c'est de ce passé, de quelque part dans ce passé, qu'est venue sa foi; c'est donc une nécessité de maintenir la continuité avec ce passé, avec cette série d'images dont le manque de coordination forme un spectacle bien peu rassurant pour lui. Catholique, il se rattache à un passé dont il s'exagère la qualité statique, du fait qu'il est aussi américain. Certains de ses compatriotes se libèrent d'un tel concept du passé par la plaisanterie, — et c'est par exemple le gros rire de Mark Twain dans « Un Yankee du Connecticut à la cour du roi Arthur ». D'autres s'en donnent une représentation moins simpliste, « d'une opulence sombre et profonde », mais qui ne fait nullement partie d'eux-mêmes : ainsi les Américains de Henry James, ou Henry James lui-même, qui vient s'installer en Angleterre à peu près comme un amateur d'art ferait d'un musée sa résidence. Mais le catholique, lui, a des

réactions plus complexes, parce qu'il n'est pas aussi détaché que ses compatriotes protestants.

C'est ainsi que les catholiques aux États-Unis exagèrent énormément la tendance américaine à recourir à l'Europe comme à la source vitale pour les choses de l'esprit. Si nous mettons à part les intellectuels de tout premier plan, ce que l'on ne trouve que trop chez, disons les catholiques américains bien informés, c'est la pratique à outrance des traductions; c'est un respect instinctif pour tout penseur, tout conférencier, tout écrivain qui vient d'Europe; c'est la conviction que la plus belle tâche à accomplir consiste à ne rien laisser de côté de tout ce qui se dit en Europe, et à mettre tout ce butin à la portée de l'homme de la rue.

Cet état d'esprit est beaucoup plus marqué chez les catholiques que chez les autres Américains, et une telle dépendance à l'égard de l'Europe a plus d'une explication, dont chacune est insuffisante en elle-même : 1) le fait de regarder du côté de Rome amène à penser que ceux qui habitent plus près du centre de la chrétienté sont mieux informés; 2) la jeunesse du catholicisme américain, son manque de maturité; et, lié à ce fait, cet autre; 3) la nécessité où il s'est trouvé pendant longtemps d'apprendre à s'orienter, et pour cela son application à observer les autres pays. Ces trois explications restent encore insuffisantes, puisque, lorsqu'il s'agit d'insérer son catholicisme dans la vie pratique, l'Américain n'attend absolument rien de l'Europe. Il faut aller chercher une quatrième explication dans la manière si particulière dont l'Américain voit l'Histoire : l'Europe est à ses yeux plus conforme à la tradition, pour ainsi dire, que les catholiques de son pays. L'Europe, c'est le passé, et donc c'est du statique. Or à lui, Américain, le statique n'est pas familier.

S'il n'est pas vrai que l'Europe soit toujours plus statique que l'Amérique, et si ce sont les milieux catholiques d'Europe plutôt que ceux des États-Unis qui

louent les vertus du « sens de l'Histoire », du mouvement, de l'historicité; si c'est en Europe que se dessinent les fronts intellectuels catholiques, eh bien! tant mieux, se disent les catholiques américains. C'est normal que les Européens se chargent un peu de l'activité. Précisément. Ils savent fixer les nouveaux courants, les stabiliser, comme il faut. Les prêtres ouvriers, les nouveaux essais liturgiques, nous autres, nous n'arriverions jamais à le faire. Nous attendrons que ces nouveautés d'Europe aient évolué et soient devenues stables, et que les catholiques de Paris, de Bordeaux, ces faubourgs de la ville éternelle, aient décidé qu'elles sont de tout repos. Les Européens n'ont pas le choix. Les catholiques américains les *chargent* de stabiliser les institutions.

L'Européen n'arrive pas à comprendre ce curieux état d'esprit, si réellement américain, bien qu'on n'y fasse pas même attention aux États-Unis. La manière dont le catholique américain considère son magnifique système d'éducation en est un exemple. Il suffit de se rappeler les innombrables sermons, les exhortations de toute sorte, pour voir qu'aux yeux de nos catholiques leur lutte héroïque et si fructueuse en faveur de l'éducation à tous les degrés est en grande partie un effort pour retrouver et rétablir ce qui était perdu. Les dispositions qu'ils héritent du catholicisme anglais d'après la Réforme contribuent à les encourager. Ils pensent qu'ils luttent pour redonner au monde moderne le système d'éducation chrétienne détruit par la Réforme et par le rationalisme (il est plus rare qu'ils incriminent la science moderne). Les ouvrages catholiques écrits chez nous au cours des querelles de la fin du XIXe siècle, sur les droits de la famille, sur l'Église, sur l'éducation nationale, offrent un curieux mélange de jugements bien circonstanciés sur la situation présente dans toute sa complexité, et d'une façon de présenter les débats qui laisse entendre que tout était réglé dans le passé, et que l'utopie, que l'on se représente du reste assez vague-

ment dans ce passé statique, s'est écroulée lorsque survinrent des conditions nouvelles. Ce qui est vrai, au contraire, c'est que les catholiques se trouvaient en cette fin du XIXe siècle dans une situation inédite dans son ensemble, et pour laquelle aucune solution définitive n'avait jamais été trouvée.

Les catholiques américains dans l'ensemble ne paraissent pas avoir la moindre idée de la nouveauté et de la réussite que constitue leur système scolaire actuel, édifié sans aucun secours financier de la part de l'État, qui est neutre, et n'aide que les établissements d'État. Pas la moindre idée non plus du formidable développement qui en résulte pour l'économie interne de la vie catholique elle-même.

Quand ils parlent de leur « système » éducatif, de leurs écoles paroissiales, c'est à l'aide de concepts naguère inconnus : ils parlent d' « atelier », d' « usine » pédagogiques ou paroissiales, et c'est bien naturel, car nous avons ici le produit de la vie de l'Église au XXe siècle. Jamais dans l'histoire du christianisme, même à l'apogée du Moyen-Age, l'Église comme telle n'avait eu la responsabilité d'une organisation et d'un programme d'éducation approchant, même de loin, ce que nous avons aujourd'hui aux États-Unis : deux millions et demi d'élèves dans les classes primaires; plus d'un demi million dans le secondaire; trois cent mille étudiants dans les Universités ou autres établissements d'enseignement supérieur. La présence à tous les niveaux — de l'élémentaire au supérieur — de religieuses enseignantes (environ cinquante pour cent de la totalité des religieuses aux États-Unis), est en soi un phénomène révolutionnaire; au Moyen-Age, le chiffre correspondant était zéro.

On ne se rend guère compte qu'ici, comme en d'autres pays, l'Université médiévale est en fait dépassée, sur un point aussi important que l'enseignement formel de la doctrine chrétienne. Au Moyen-Age l'étude du con-

tenu de la Révélation était réservée à la poignée de spécialistes qui consacraient douze ans ou plus à l'étude de la théologie. Mais comment un catholique des États-Unis imaginerait-il la moindre possibilité de progrès par rapport au « siècle de la foi »? Pour lui, c'est impensable. Toute réussite ne peut être qu'une renaissance de ce qui fut accompli dans le passé.

B. *Esprit d'adaptation*

J'ai beaucoup insisté sur l'attitude du catholicisme américain à l'égard de son passé, non pas parce que cela apparaît, mais parce qu'au contraire ce phénomène est tout différent de ce qui se voit de la psychologie des catholiques des États-Unis : ce prodigieux savoir-faire, appliqué à maintenir la présence du Christ devant des changements qui constituent un tel bond en avant que Romano Guardini affirme, dans son livre *Das Ende der Neuzeit,* que l'épithète de « moderne » ne leur convient plus. L'essence de la vitalité de notre catholicisme, c'est sa puissance d'adaptation, grâce à laquelle, au sein du monde industriel et au siècle de la culture en série, il maintient vivant le sens intérieur, spirituel, du message évangélique. Phénomène qui n'est possible que là où l'Église confronte la vie contemporaine sous sa forme américaine, qui en est comme le concentré. Mais quant à penser « le rôle qu'ils jouent en cet événement historique en tant que tel, la plupart des catholiques américains ne s'en avisent pas encore.

On voit la contradiction flagrante entre cette absence de sens historique et un mode de vie qui, non sans éclat, est tout tourné vers l'avenir; et cette contradiction est la cause du malaise vague que ressent le catholique américain actuellement, malaise comparable à celui de l'adolescent, empli de promesses, et qui semble bien devoir s'achever en fruits.

Sur le plan politique, faire face à l'avenir c'est, à notre époque, s'engager d'une façon ou d'une autre dans cette éducation des masses qui est un des aspects distinctifs du siècle des démocraties « populaires »; c'est compter avec ces instruments de diffusion que sont le journalisme, le cinéma, la radio et la télévision, avec la réclame et la propagande qu'ils diffusent. A cela, le catholicisme s'emploie à fond aux États-Unis, et le plus caractéristique de son action, c'est son effort pour rendre l'enseignement du Christ tout imprégné du Christ. Les États-Unis sont probablement le seul pays où des affiches dans le métro invitent les non-catholiques à suivre des cours de doctrine catholique, oraux ou par correspondance.

Un auteur récent dit que l'une des caractéristiques de l'Amérique catholique, c'est le développement de la vie sociale et des activités de loisirs autour de l'Église paroissiale, et qu'une autre caractéristique est « un certain optimisme plutôt superficiel », qu'il dit retrouver partout aux États-Unis. Le choix de ces deux traits est heureux pour montrer l'influence du milieu américain sur le catholicisme, mais l'auteur n'en dégage pas le sens exact : comment ils se rattachent à la qualité de « sociabilité », de bonne comaraderie, qui caractérise une civilisation industrielle très avancée; comment ils se rattachent aux problèmes du développement de la personnalité que cette civilisation fait naître.

Les activités sociales et récréatives dans la paroisse américaine, — des équipes de base-ball aux clubs de couture, des ligues de joueurs de quilles aux cercles d'études religieuses, — demandent de la part des prêtres et des laïcs une grande dépense d'énergie, du fait de la « conscience de groupes » qui fait tellement partie de notre mode de vie. Il suffit d'effleurer la vie américaine à la surface et, aussitôt, c'est un sillage « d'organisations » semi-sociales que l'on voit apparaître. Il n'est pas jusqu'aux loges maçonniques, — en tous autres pays

à peu près toujours secrètes, — qui n'aient leurs équipes de base-balle présentes aux compétitions. Les Américains vivent dans un bouillonnement d'organisations, et l'Église est elle aussi obligée d'y faire figure si elle veut effectivement être présente.

Ce sens américain des groupements, l'Église n'en tire pas parti seulement au niveau paroissial. Depuis les classes élémentaires jusqu'à l'université, tous les établissements scolaires s'intègrent à fond dans la vie sportive du pays, et plus ou moins consciemment utilisent des faits de psychologie collective : rivalités, esprit d'équipe, le tout, avec cet « optimisme superficiel », caractéristique de la vie sportive en tous pays, à notre époque. Jusqu'à maintenant, l'Église a pénétré la vie américaine surtout grâce à l'esprit de bonne camaraderie caractéristique de la société sans classe ou, comme dit la revue *Fortune*, la société où la révolution est en permanence. L'esprit de camaraderie s'est révélé plus efficace que toute autre méthode; c'est en tout cas ce dont l'Église s'est le plus servi, car nos compatriotes y sont sensibles à un degré incroyable.

Les catholiques font partie des nombreux clubs qui réunissent les hommes d'affaires à l'heure du déjeuner, les lunch-clubs qui prospèrent sur la bonne volonté et la bonne entente. Mais ils ont également leurs lunch-clubs catholiques. Dans ces derniers, c'est jusqu'à l'ascétisme qui trouve son compte : le *Serra Club* en effet, l'un des plus connus et qui imite en certains points le *Rotary Club*, se donne pour objectif les vocations sacerdotales.

Une grande dépense d'énergie est nécessaire pour des organisations de tous genres, et se répand en publicité, en systèmes budgétaires et éducatifs; mais à l'inverse l'on trouve une égale dépense d'énergie dont l'objet est tout spirituel. Par exemple : notre mouvement en faveur des retraites spirituelles est soutenu et propagé grâce à un système de circulaires, de contacts personnels (de laïc à laïc, plutôt que de prêtre à laïc) qui ferait honneur

à une compagnie d'assurances. Mais c'est en grande partie à ce système que l'on doit la retraite de deux cent vingt-cinq mille laïcs américains en 1951 (hommes seulement). Et pendant la retraite, le bruit de la propagande dont elle a été précédée se fait oublier totalement, car un silence de retraite est sûrement aussi complet, aussi profond aux États-Unis que partout ailleurs.

Cet « assez superficiel » optimisme que l'on reproche à notre caholicisme est aussi typiquement américain que la tendance à s'encombrer de mille et une organisations. Le traiter de négligeable, ou n'y voir qu'un dérivé de la prospérité matérielle, l'effet d'un ventre bien rempli, c'est montrer une connaissance de l'Amérique bien pauvre. Cet optimisme, en un sens, c'est l'Amérique. C'est à la fois la cause et le produit de cette disposition d'esprit très réelle que les étudiants en littérature américaine appellent « le rêve américain ».

Il a ses racines dans les conditions sociales et économiques de l'Amérique, mais davantage encore peut-être dans l'euphorie du protestantisme évangélique et sa « conviction » joyeuse du salut personnel. Ainsi notre optimisme se trouve-t-il relié bien réellement, sinon sans équivoque, à la Bonne Nouvelle évangélique. Il est psychologiquement très complexe, contribuant d'une part à l'heureux moral, et d'autre part dissimulant des sentiments véritables et donnant un masque au tragique. L'optimisme, chez nous, c'est l'huile dans les rouages, et il est d'autant plus nécessaire que la machine est énorme et compliquée.

Nous avons naturellement notre *Digest catholique* américain, qui, tout comme son confrère optimiste, le *Reader's Digest*, répand dans le monde entier ses éditions nationales. Sa naissance s'explique aisément, car notre presse catholique est depuis longtemps toute pénétrée de l'optimisme américain. Ses articles ont un ton conquérant, dont le contraste, par exemple, avec la presse catholique française, ses analyses critiques, ses réti-

cences ironiques, est tout à fait remarquable. Ce même optimisme se retrouve dans la multitude de nos brochures catholiques : les centaines de brochures du P. Daniel Lord, l'attrait de leur présentation, leurs dialogues, sont un célèbre exemple de ce que l'on pourrait appeler le mode optimiste, tel qu'on le pratique pour présenter la doctrine catholique.

Donc le catholicisme américain utilise tout ce qu'il trouve d'utilisable dans son milieu; mais, bien loin de pouvoir dire la provenance de ses matériaux, ni d'en savoir faire l'analyse, il se montre à cet égard d'une ignorance quasi totale. Ce n'est pas seulement de l'optimisme et des autres facteurs de la sensibilité américaine que le catholique de chez nous sait si peu de choses, mais des États-Unis eux-mêmes comme fait psychologique, il n'a aucune idée théorique. « L'américanologie » est née, s'est développée en vraie science, mais la conscience catholique américaine en est curieusement peu avertie.

III. — Solution de la crise : la connaissance de soi

L'Église est catholique précisément parce qu'elle n'est pas nationale, au sens exclusif du terme, et l'absence de chauvinisme chez nos catholiques américains — même quand ils sont assez contents d'eux — est certainement une bonne chose, particulièrement dans un monde qui est irrévocablement embarqué dans une carrière internationale. Avec des chefs comme le cardinal Gibbons, l'archevêque Mgr Ireland et Mgr Keane, les catholiques des États-Unis ont passé le siècle dernier a combattre le nationalisme catholique tel qu'il sévissait avec la société de l'Archange-Raphaël en Allemagne. C'est l'époque où le secrétaire de ce groupement, Herr Peter Cahensly, envoyait au Saint-Siège des mémoires sur les millions de catholiques (seize millions, disait-il) qui aban-

donnent leur foi parce qu'aux États-Unis l'Église ne favorisait pas les distinctions entre les diverses origines nationales, entre catholiques de langue allemande, de langue italienne, etc., et que tout caractère national disparaissait en général des organisations paroissiales et diocésaines. Il serait tragique que le catholicisme américain qui a oublié jusqu'au nom de ce Cahensly se livre pour son propre compte à un chauvinisme pire encore. Et doublement tragique, au point où nous en sommes de l'Histoire.

Mais il n'est nullement nécessaire que le catholicisme américain, en cherchant à se découvrir, s'oriente vers un nationalisme dangereux. Le catholicisme français est un des plus remarquables par sa lucidité sur lui-même; or il n'est pas tellement chauvin; bien moins, en fait, que le reste de la vie et du caractère français. Le chauvinisme est une vantardise de ce que l'on a reçu en héritage; la conscience historique que l'on a de cet héritage est tout autre chose, et, pour ne mentionner qu'une différence, elle accepte le mauvais comme le bon.

Une sorte de crise accompagne une telle acceptation, qui me paraît être le trait caractéristique, en ce moment même, de notre psychologie catholique aux États-Unis. Sans aucun doute, cette étape va comporter l'approfondissement, l'enrichissement de la psychologie catholique dans notre pays : toute acceptation de sa propre histoire est une appropriation du thème de cette histoire, et de telle façon qu'il devienne partie de la vie intérieure, qui en est enrichie d'autant.

A. *Le passé n'est pas une prison*

Cette crise intellectuelle a été marquée ces dernières années par la publication des deux ouvrages de Paul Blanshard : *Liberté américaine et puissance de l'Église catholique, Communisme, démocratie et puissance de*

l'Église catholique. Pour Blanshard, l'Église travaille à ce qui sera la destruction de la liberté en Amérique, et en fait dans le monde entier. Dans son second ouvrage il tente un tour de force : celui de montrer que le catholicisme et le communisme se valent. Les catholiques ont pour la plupart vu dans ses deux livres une recrudescence de l'anticatholicisme protestant, manifestation périodique, bien que de moins en moins virulente, sous les formes variées « d'américanisme indigène » (pensons à la fureur Ku Klux Klan autour de 1920). Mais il y a plus que cela dans les livres de Blanshard : ils ont été provoqués par les problèmes mêmes qui valent sa crise actuelle au catholicisme américain d'aujourd'hui : il s'agit dans les deux cas d'envisager la place de l'Église en spécifiant la place de l'Amérique dans l'Histoire.

Fort des affirmations des catholiques eux-mêmes, il les montre n'attendant que le moment de leur majorité pour établir en Amérique un état policé à la façon de celui d'un Torquemada ou d'un Staline, et pour connaître cet heureux jour où ils auront fait son compte à la liberté américaine, qu'ils n'ont jamais vénérée qu'en paroles.

Blanshard avait misé sur l'insuffisance du point de vue historique chez les catholiques; mais lui-même est lamentablement dépourvu du sens de l'Histoire. Et la réaction des catholiques a été heureuse : ils se sont mis à l'Histoire. Blanshard, ayant reconnu le loyalisme de fait des catholiques envers la démocratie américaine, affirme que ce loyalisme tout simplement ne peut pas s'accorder avec les principes contenus dans les écrits pontificaux du passé. Deux groupes de théologiens catholiques lui répondent. Les premiers reprennent les arguments du docteur John A. Ryan voilà vingt ou trente ans. Ils reconnaissent la contradiction dénoncée, mais font voir qu'elle se trouve dans la constitution des États-Unis, qui *devrait* dire : le gouvernement américain a l'obligation d'adopter et de professer la religion catho-

lique (évidemment pas pour faire entrer les non-catholiques de force dans l'Église). Mais, ajoutent-ils, en l'absence de moyens pour rendre effective cette obligation, les catholiques américains sont tenus au loyalisme envers leur gouvernement tel qu'il est.

Les théologiens du second groupe procèdent autrement : ils considèrent l'Amérique et les documents pontificaux dans leurs contextes historiques et se basent sur la différence entre l'entité appelée État dans les documents pontificaux anciens, et l'entité née de la Constitution américaine. De ce point de vue, « l'État, c'est moi » a un sens; celui qui prononce ces paroles est le chef d'un « État » d'autrefois, ou de certaines sociétés modernes, et l'État est alors constitué dans la personne, pour ainsi dire, du prince ou du roi. Le czar était le « petit Père » des Russes. Mais M. Truman n'est en aucun sens le « grand Père blanc » des citoyens américains. Le président des États-Unis est essentiellement un organe du gouvernement, et non pas une personne agissant en tant que personne, bien que l'organisme fonctionne par l'intermédiaire d'un individu, tantôt l'un, tantôt l'autre. Nul Américain ne songe à mourir pour son président à la manière dont un sujet au Moyen-Age était prêt à mourir pour son roi. Le président est a-personnel, et puisque l'acte du culte est un acte personnel, ce n'est jamais le président qui va à l'église baptiste, c'est seulement M. Truman. Reste évidemment la question de savoir si les documents pontificaux, parlant de la seule forme d'État alors connue des hommes, enseignent qu'un tel État est l'État parfait, ou la seule forme d'État admissible en définitive. Et si un État organisé selon le modèle américain n'est, en mettant les choses au mieux, que tolérable. Mais on admet généralement qu'il est impossible de rien trouver dans ces documents qui touche en quoi que ce soit à ce problème. Au contraire, les Actes pontificaux depuis Léon XIII louent explicitement, la forme américaine de gouverne-

ment, et sollicitent le loyalisme des catholiques à son égard.

Cette explication donnée par le second groupe de théologiens se fonde donc à la fois sur le contenu positif et sur l'analyse des documents pontificaux. Dans sa partie analytique, ce travail montre le sens historique qui commence à apparaître chez nous, avec son urgence pour nous, catholiques, et ses excellentes qualités : patience, intelligence, refus de ne voir dans les complexités du passé que l'apparence de signification qu'elles offrent à première vue. C'est assez dire que ce sens historique refuse de se fier au simple développement d'une pensée qui, dépourvue de sens critique, se croirait pleinement maîtresse des termes dont elle se sert. Découvrir que la formation des concepts a son histoire, elle aussi, constitue encore un exercice d'humilité, d'acceptation, d'insécurité. Peut-être est-il nécessaire que nous rappelions que ce n'est pas du tout du relativisme, cela; mais acceptation, non de relativité, mais d'incomplétude.

Blanshard redoute cette incomplétude. Il redoute l'adaptabilité, la catholicité de l'Église; il n'aime pas la sentir si complètement chez elle dans toutes sortes de civilisations; il n'aime pas cette aptitude qu'il lui voit de suivre, où qu'il la mène, le cours de l'Histoire. C'est pourquoi son attaque est radicalement une tentative pour immobiliser l'Église, en la fixant théoriquement en termes de passé. Et parce qu'il manque d'imagination historique, il voit ce passé complètement figé, rigide.

B. *Les catholiques vivent aujourd'hui*

Dans sa tactique pour immobiliser l'Église américaine, Blanshard mise sur ce qui est bien contradiction réelle. Mais ce n'est pas entre les modalités de l'action de notre Église et le dogme catholique que réside la contradiction, mais entre son mode d'action et son mode habituel de ré-

flexion sur les problèmes ambiants. Son activité devance de très loin sa philosophie. Et le désir de Blanshard, c'est que nous agissions de la même manière dont jusqu'à maintenant nous avons eu tendance à philosopher; à savoir, en termes de passé, et de passé européen. Si l'Église se met à développer sa réflexion en termes de réalité présente, telle que l'Amérique est en train de la vivre, Blanshard a perdu la partie. Et justement, il semble que c'est ce qui est en train de se passer.

Les signes sont nombreux qui indiquent cette évolution; et je ne peux en donner ici que quelques exemples typiques. A la suite du formidable développement des Universités catholiques pendant les trente ou quarante dernières années, il se produit maintenant une maturation générale du milieu intellectuel, et l'on ne se contente plus de s'intéresser à la seule défense des biens, si riche soit-on. Liée à ce fait, se précise la tendance à traiter de problèmes spécifiquement américains comme des problèmes de recherches, et pour lesquels il convient de trouver des solutions inédites, bien que naturellement fondées sur l'enseignement passé et présent de l'Église.

Autre exemple : l'intérêt considérable qui est en train de grandir à l'Institut d'Études sociales de l'Université de Saint-Louis pour les problèmes du « pluralisme culturel », l'étude des conditions pour maintenir la paix entre des éléments culturels divergents. Plusieurs magazines catholiques récents sont bien symptomatiques également : Par exemple, *Cross Currents,* animé par une équipe de jeunes laïcs qui ont pour but de faire connaître aux catholiques de chez nous une Europe qui n'est pas seulement l'intarissable réservoir des manuels de philosophie, des manuels de théologie, ou des bréviaires, mais aussi notre associée dans l'entreprise d'effort intellectuel pour comprendre l'Église dans le monde contemporain.

C. *Les catholiques aussi ont fait les États-Unis*

Tous les travaux tendant à montrer comment l'expérience américaine — cette phase entre toutes les autres phases de l'expérience humaine — contribue au développement de la théologie catholique, intéresseront immédiatement les intellectuels américains, qui ont jusqu'à présent à peu près tout ignoré d'une activité intellectuelle catholique aux États-Unis. On a plusieurs fois tenté, et avec beaucoup de bonheur, de souligner le lien qui rattache le mode de vie américain et la pensée catholique, en faisant ressortir comment la tradition d'où est sortie la Constitution américaine a un lien avec la théorie politique si avancée d'un Bellarmin ou d'un Suarez. Mais cela relève encore de la vieille tendance à réduire les fondements de l'Église américaine, comme fait américain, à leurs éléments européens. L'on comprend qu'une tendance comme celle-ci ne satisfasse qu'à moitié les Américains cultivés, car dans la mesure même où ils ont de la culture, ils n'éprouvent que trop le poids d'une dette permanente à l'égard de l'Europe. Ce qui attirerait bien davantage la curiosité de nos intellectuels, ce serait d'apprendre la part qui revient à l'Église d'Amérique dans l'expérience américaine : expérience de la « frontière », esprit d'entreprise, sens de l'exploration, phénomène de l'expansion, et, de nos jours toutes ces forces qui jouent dans une civilisation de grande industrie, et la personnalité de l'individu à maintenir dans cette civilisation, et à enrichir intérieurement. On verra l'intellectuel américain s'intéresser au dogme, se passionner même, dès que le dogme lui est présenté comme historiquement présent, comme le dépôt de vérité que le Christ est venu apporter dans l'Histoire, et qui a fait carrière selon ce mouvement de l'Histoire dont l'Américain sait qu'il fait lui aussi partie. Il y a évidemment un rapport entre les aspects dynamiques de la vie américaine et la

théologie de la Mission, la théologie de l'Incarnation, qui est au cœur de l'enseignement catholique.

C'est seulement la plus superficielle des analyses qui conclurait que la tâche de l'Église est plus impossible à l'époque de la grande industrie que dans les siècles où l'homme, moins maître des forces matérielles, devait passer une plus grande partie de son temps à lutter contre elles. Que de nombreux aspects de l'œuvre de l'Église soient aujourd'hui assez différents de ce qu'ils étaient autrefois, cela va sans dire. Cette culture même que nous vivons nous permet de comprendre, et de manier, les techniques matérielles bien plus adroitement qu'autrefois. L'humanité acquiert avec le temps plus de conscience de soi, et se maîtrise aussi davantage. C'est la conséquence inévitable de la pénétration de l'histoire matérielle par la vie de l'esprit. C'est à l'Église d'assurer que cet empire soit orienté par le Christ vers Dieu. Le catholicisme américain, le plus affecté de tous par les changements extérieurs, a un rôle important à jouer : aider l'humanité à la maîtrise de soi; mais cela, dans le Christ, en Qui seul nos *moi* humains trouvent leur achèvement.

WALTER J. ONG, S.J.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 1er trimestre 1954. — Imprimeur, n° 1.047.
Directeurs gérants : A.-J. MAYDIEU, R.-C. CHARTIER. N.M.P.P.

.29
241
980
7221

Collection « UNAM SANCTAM »

Vient de paraître :

AIMÉ-GEORGES MARTIMORT

LE GALLICANISME DE BOSSUET

Un volume in-8° carré de 796 pages : **2.490fr.**

Le présent ouvrage vient de faire l'objet d'une brillante soutenance de thèse en Sorbonne. Il fournit une importante contribution tant à l'histoire des idées gallicanes au XVIIe siècle qu'à la biographie de Bossuet. A cette histoire, déjà souvent étudiée, le travail de M. MARTIMORT apporte des éléments nouveaux considérables, grâce en particulier aux documents des Archives du Vatican auxquels il a pu avoir accès.

Bossuet est justement considéré comme le représentant le plus caractéristique du gallicanisme, au moment où celui-ci accomplit son ultime évolution. On s'est pourtant demandé si la *Déclaration* et la *Defensio* représentaient la pensée profonde de Bossuet ou s'il avait, en les écrivant, cédé à la pression du moment. Etait-il gallican avant 1682 ? L'est-il demeuré jusqu'à sa mort ? C'est donc toute la vie de Bossuet que l'auteur interroge pour connaître la signification exacte de son gallicanisme.

L'auteur s'est efforcé de garder, tout au long de sa recherche, une objectivité aussi sereine que possible. Mais il lui a semblé qu'on pouvait aujourd'hui parler, en toute indépendance d'esprit, du gallicanisme, du jansénisme, aussi bien que des ultramontains.

Derniers volumes parus dans la collection :

C. CANTALOUBE : *La Réforme en France vue d'un village cévenol*, 312 p. . . . . **630 fr**

Yves CONGAR : *Jalons pour une théologie du laïcat*, 688 p. . . . . **1.500 fr.**

LES ÉDITIONS DU CERF